

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

LA

# PEINE DE LA RELÉGATION

*CONSIDÉRÉE DANS SON EXÉCUTION*

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

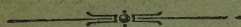
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE JEUDI 26 MAI 1898, A 1 HEURE

**Par F. COMMOY**

---

*Président* : LE POITTEVIN, *professeur*.

*Suffragants* : } MM. LAINÉ, *professeur*,  
SALEILLES, *agrégé*.



PARIS

MARCHAL ET BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

**Maison principale : Place Dauphine, 27**

SUCCURSALE : RUE SOUFFLOT, 7

—  
1898







**THÈSE**  
**POUR**  
**LE DOCTORAT**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

LA

# PEINE DE LA RELÉGATION

*CONSIDÉRÉE DANS SON EXÉCUTION*

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE JEUDI 26 MAI 1898, A 1 HEURE

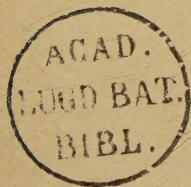
Par **F. COMMOY**

---

*Président : M. LE POITTEVIN, professeur.*

*Suffragants : { M. LAINÉ, professeur.  
                  { M. SALEILLES, agrégé.*

---



PARIS

MARCHAL ET BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

**Maison principale : Place Dauphine, 27**

SUCCURSALE : RUE SOUFFLOT, 7

1898



A MON GRAND PÈRE

A MON PÈRE

A MA MÈRE



LA

# PEINE DE LA RELÉGATION

*Considérée dans son exécution*

---

## INTRODUCTION

La loi de 1885 n'est point une innovation dans notre droit pénal, mais seulement, ainsi que le disait M. Waldeck-Rousseau (1), le retour à la prévoyante législation établie par la Constituante et par la Convention.

Déjà en effet le Code pénal du 25 septembre 1791 prononçait la transportation contre les récidivistes.  
« Quiconque, édictait l'article premier du titre II,  
« aura été repris de justice pour crime, s'il est con-  
« vaincu d'avoir, postérieurement à la première con-  
« damnation, commis un second crime emportant  
« l'une des peines de fers, de la réclusion dans la mai-

1. Rapport. Séance du 11 novembre 1882.

« son de force, de la gêne, de la détention, de la  
« dégradation civique ou du carcan, sera condamné  
« à la peine prononcée par la loi contre le dit crime,  
« et, après l'avoir subie, sera transféré pour le reste  
« de sa vie au lieu fixé pour la déportation des mal-  
« faiteurs. »

La Convention avait étendu ces dispositions aux vagabonds par la loi du 24 vendémiaire an II, et par la loi du 11 brumaire de la même année elle avait désigné le fort de la Loi, à Madagascar, comme lieu de déportation. Mais la guerre maritime entreprise contre l'Angleterre, qui interceptait les convois, avait empêché l'application de ces dispositions, et la loi du 23 floréal an X avait dû remplacer la peine de la déportation par celle de la flétrissure, en mentionnant toutefois (article 7) que cette substitution cesserait le jour où la peine de la déportation pourrait être exécutée conformément au code de 1791. Cette substitution devait se perpétuer.

Une exception était apportée à cette déportation : « Si  
« la première condamnation n'a emporté autre peine  
« que celle de la dégradation civique ou du carcan, et  
« que la même peine soit prononcée par la loi contre  
« le deuxième crime dont le condamné est trouvé con-  
« vaincu, en ce cas le condamné ne sera pas déporté ;  
« mais, attendu la récidive, la peine de la dégradation  
« civique ou du carcan sera convertie en deux années  
« de détention ».

Depuis ors, le nombre des crimes n'avait fait qu'augmenter. La loi du 30 mai 1854, en décidant que la peine des travaux forcés s'exécuterait par la transportation, et en frappant d'un exil perpétuel les condamnés à 8 ans de travaux forcés, avait bien éliminé les délinquants les plus dangereux et amené une diminution dans la grande criminalité; mais la criminalité moyenne avait continué à suivre une marche ascendante. Aussi, en présence des progrès toujours croissants de la récidive, l'opinion publique et les criminalistes s'étaient-ils émus, et avaient-ils demandé des mesures énergiques contre ces incorrigibles qui devenaient un danger social.

Sous la pression des sentiments populaires, les pouvoirs publics finirent par mettre à l'étude cette question dont la solution s'imposait chaque jour davantage.

En 1872, sur les instances de M. d'Haussonville, l'Assemblée nationale prescrivit une enquête sur l'organisation des prisons; puis elle adressa à toutes les cours d'appel une circulaire dans laquelle, entre autres questions, on leur demandait « si la transportation devait être également appliquée aux récidivistes, et après combien de condamnations? » Les cours estimèrent en grande majorité que la transportation ne pouvait donner que d'excellents résultats et qu'elle était nécessaire. La cour d'Orléans ne l'admit toutefois que pour les condamnés à la réclusion, et encore après la 3<sup>e</sup> condamnation.

Quant à la Cour de Paris, elle se montra en opposition complète avec les autres cours : « L'idée de pur-  
« ger le vol des individus qui semblent voués au crime  
« et compromettent la sûreté publique est, dit-elle,  
« ancienne. Introduite par la Constituante dans le code  
« pénal de 1791, elle est restée sans exécution. Con-  
« vient-il de la regretter ? Une colonie pénitentiaire  
« n'est pas une école de morale ; le condamné, si la  
« transportation est temporaire, sera-t-il, à son retour  
« en France, meilleur, repentant, corrigé ? En général  
« non. La transportation, si elle est perpétuelle, au  
« contraire, préviendra évidemment les récidives, mais  
« elle supprimera du même coup toute différence et  
« toute gradation dans la nature et la durée des peines ;  
« elle frappera également l'auteur d'un vol léger et  
« l'auteur de vols qualifiés ; elle enlèvera enfin au cou-  
« pable tout motif et tout intérêt de s'arrêter à moitié  
« chemin et de reculer sur la route du crime ».

La Cour de cassation ne partagea pas l'opinion de la Cour de Paris. D'après elle, « la transportation dans  
« des colonies spéciales pourrait être étendue à cer-  
« taines catégories de condamnés à l'emprisonnement,  
« qu'on voit chaque année traduits devant les tribunaux  
« sous les mêmes préventions : les mendiants, les vaga-  
« bonds, les coupables de rupture de ban, qui forment  
« le bataillon serré des récidivistes ; véritables fléaux  
« des campagnes et des villes, inutiles au monde et à  
« eux-mêmes, ils ne pourraient se plaindre d'être trop

« tôt séparés de la société qu'ils inquiètent et ont trop  
« souvent abandonnée. Leur incorrigible perversité,  
« attestée par des condamnations nombreuses et s'éle-  
« vant, quant à la durée des peines, jusqu'au double du  
« maximum de la plus grave d'entre elles, justifierait  
« l'innovation ».

Malgré ces avis, et malgré les résultats favorables de l'enquête sur l'organisation des prisons, l'Assemblée Nationale se sépara sans avoir statué sur cette importante question de récidivistes.

En 1878, la commission d'études du conseil supérieur des prisons se prononça encore en faveur de la transportation.

En 1880, une pétition émanant d'une loge de Francs-Maçons, et couverte de plus de 60.000 signatures, réclama aussi l'exil des récidivistes.

En 1881, plusieurs comités républicains de Paris, de Lyon, de Saint-Etienne inscrivirent, dans leurs manifestes et leurs programmes, la transportation des récidivistes, et de nombreux conseils généraux sollicitèrent la même mesure (Conseils généraux de l'Ariège, de la Haute-Marne, de la Charente, de la Côte-d'Or, de la Drôme, de l'Yonne, de l'Eure-et-Loir, etc.)

La même année (1 décembre) MM. Jullien, Galpin et d'autres députés déposèrent un premier projet de loi.

L'année 1882 vit éclore de nouveaux projets :

1° Projet de MM. Waldeck-Rousseau et Martin-Feuillée (16 février).

2° Projet de M. Thomson sur la transportation des indigènes d'Algérie (16 février).

3° Projet du Gouvernement, présenté par MM. Fallières, Ministre de l'Intérieur, et Devès, Ministre de la Justice (11 novembre).

Le même jour M. Waldeck-Rousseau avait présenté à la Chambre des Députés un rapport sur les trois premiers projets.

En 1883, à la suite de deux rapports de M. Gerville-Réache et d'une longue discussion, la Chambre des Députés adoptait le projet qui lui était soumis (29 juin).

Ce projet fut transmis au Sénat, et adopté, avec quelques modifications, le 13 février 1885, après deux rapports de M. de Verninac et après deux délibérations.

De retour à la Chambre, il fut finalement voté le 12 mai 1885, et le 27 du même mois la loi sur les récidivistes fut promulguée.

A l'origine, le but de la loi projetée est uniquement l'élimination des récidivistes. On considère que, arrivée à un certain degré, la criminalité affecte le caractère d'une maladie inguérissable, et on veut purement et simplement débarrasser la métropole de ces « irréductibles ». Il y a un stock de malfaiteurs véritablement incorrigibles qu'il faut supprimer ; le seul moyen curatif est, dit M. de Verninac, l'amputation.

Quel sera le régime qui sera appliqué à ces relégués ?

On paraît peu s'en préoccuper ; plus tard, un règlement d'administration publique y pourvoira. Seulement il est un point sur lequel on est d'accord, c'est que le relégué sera libre dans la colonie et qu'il ne sera pas soumis au travail.

L'article 13 du projet de M. Waldeck-Rousseau, dont l'article 15 du projet du gouvernement est la reproduction, décide « qu'un règlement d'administration « publique déterminera... l'étendue des concessions de « terrain à faire aux transportés et à leurs familles, et « les avances à leur faire pour premier établissement ». Le relégué sera donc un colon libre, à qui on accordera des concessions de terrain, et à qui on avancera même les frais de premier établissement.

Cette pensée se retrouve dans le premier rapport de M. Gerville-Réache et dans la discussion, lors de la 1<sup>re</sup> délibération de la Chambre des Députés. Et comme ses premières explications n'ont pas, paraît-il, été bien comprises, M. Gerville-Réache, dans un second rapport, revient sur la même idée et la précise.

« La 1<sup>re</sup> délibération nous a, dit-il, montré la nécessité de nous expliquer complètement sur le régime « auquel seront soumis les relégués. Comme l'ont dit, « dans la discussion, M. le Ministre de l'Intérieur et « votre rapporteur, le régime des relégués dans le lieu « de la relégation est exactement celui sous lequel ils « vivraient s'ils s'y étaient rendus volontairement, avec

« cette seule différence qu'ils ne pourront pas en sortir, comme le ferait un colon libre ».

Puis, comparant le régime des transportés, lesquels sont employés aux travaux les plus pénibles, il ajoute : « Tout autre est le régime des relégués ; leur peine « consiste dans l'obligation de rester dans le lieu de « relét » n. » Et comme il faut prévoir les cas où les relégués se déclareront sans ressources et sans moyens de travail, il décide que « dans ces cas, « comme les relégués seront forcément à la charge de « l'administration, celle-ci aura le devoir de leur fournir des moyens d'existence et de travail. »

C'est dans cette pensée que, après la deuxième délibération, la Chambre des Députés a adopté le projet qui lui était soumis.

Mais ce régime de la liberté trouva au Sénat de sérieux contradicteurs. Déjà dans son premier rapport, M. de Verninac avait, dans une certaine mesure, protesté contre cette idée. Mais comme, d'une part, les termes de ce rapport étaient un peu vagues, et que, d'autre part, au cours de la première discussion, plusieurs sénateurs avaient insisté sur le danger que feraient courir aux Colonies des relégués libres, M. de Verninac précisa en ces termes l'opinion de la Commission :

« Une autre cause de l'appréhension que l'application de la loi cause à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie, est dans ce fait qu'on a pensé d'abord que

« les récidivistes une fois relégués, et à condition de  
« ne pas sortir de la colonie, resteraient dans un état  
« de liberté absolue, et sous l'empire du droit commun.

« Cette opinion, qui résultait du rapport de M. Ger-  
« ville-Réache et des discussions qui ont eu lieu à la  
« Chambre des députés, n'a jamais été la nôtre. Vous  
« en trouverez la preuve dans notre précédent rapport,  
« et dans le texte même de l'article 19 de la loi.

« Le régime de la liberté absolue, du droit commun,  
« appliqué à des malfaiteurs incorrigibles, nous avait  
« paru constituer pour la colonie un péril tel que la loi  
« n'aurait pas pu recevoir son application.

« Ceux-là seuls qui pourront subvenir à leur besoins  
« jouiront d'une liberté qui n'aura de limite que les  
« mesures de police jugées nécessaires à la sécurité  
« publique. Quant à ceux qui, sans moyens d'existence  
« seront à la charge de l'Etat, le droit de les astreindre  
« au travail résulte pour nous d'une façon indiscutable  
« de l'obligation qui incombe à l'Etat de subvenir à leurs  
« besoins.

« Telle était notre pensée, et cependant après un  
« nouvel examen pour la rendre plus nette, pour don-  
« ner à la loi un caractère plus comminatoire, et aussi  
« pour calmer les craintes et lever les scrupules que  
« pouvaient laisser les termes un peu vagues de l'ar-  
« ticle 19 dans l'esprit de ceux qui auront à préparer  
« le règlement d'administration publique, nous avons  
« pensé qu'il était utile d'imprimer en toutes lettres,

« dès l'article 1, ce qu'était la relégation et quelles  
« conséquences en découleraient »

Suivaient les articles 1 et 19 du second projet de la  
Commission du Sénat :

Article 1<sup>er</sup> .... « Des règlements détermineront les  
« territoires affectés à la relégation..... Les relégués  
« qui n'auront pas de moyens d'existence ou qui ne  
« justifieront pas d'un engagement pour l'exercice d'un  
« métier ou d'une profession, seront soumis à un régime  
« de travail obligatoire dans les conditions qui seront  
« fixées par les règlements. »

Article 19. — « Des règlements détermineront..... le  
« régime et la discipline des établissements ou chantiers  
« où ceux qui n'auraient ni moyens d'existence, ni  
« engagement, seront astreints au travail. »

Lors de la 2<sup>e</sup> discussion, M. Waldeck-Rousseau,  
Ministre de l'Intérieur, développa la même opinion.

Quant au régime auquel seront soumis les relégués,  
M. Béranger a dit : « Vous ne pouvez pas songer à les  
« laisser dans un état de liberté absolue, ils seraient  
« une véritable menace pour la colonie. Sur ce point je  
« n'hésite pas à dire que, si nous avons demandé à ce  
« qu'on renvoyât à un règlement d'administration  
« publique les détails du régime auquel seront soumis  
« les condamnés, c'est par cette considération toute  
« pratique qu'on ne peut d'un seul coup, d'un seul jet,  
« arriver à tracer le cercle et le programme complet de  
« ce régime. Mais ce que je tiens à dire, c'est que je

« n'admets pas que les transportés, une fois envoyés à  
« la Guyane ou ailleurs, y soient livrés à leur bon plai-  
« sir sans surveillance. »

Et comme M. Emile Labiche insistait en demandant  
que le principe fût au moins dans la loi, le Ministre  
répondit :

« Oui, mais il me semble qu'il y est indiqué d'une  
manière très nette. »

« Oui, ajoutait M. Labiche, dans le projet actuel,  
« mais il n'est pas indiqué dans le projet de la Cham-  
« bre des Députés. »

Le Ministre alors répliqua : « Le principe était con-  
« signé dans le texte que le Sénat a voté une première  
« fois, et il se trouve, avec plus de précision encore,  
« dans le texte nouveau, à l'article 1, et aussi dans une  
« autre disposition, celle qui est justement relative au  
« règlement d'administration publique, c'est-à-dire à  
« l'article 19. De ces 2 articles il ressort clairement  
« que le règlement se fera sur les bases indiquées et  
« définies par la loi, et l'une de ces bases est l'obliga-  
« tion pour les récidivistes de ne pas rester en état de  
« vagabondage, de travailler, à peine d'encourir une  
« condamnation et d'être employés aux travaux de l'E-  
« tat (1). »

Aussi, dans la séance suivante, M. Labiche put-il  
dire avec raison : « La Commission a modifié sur

1. Sénat, séance du 5 février.

« 2 points fondamentaux le système de la Chambre...  
« Ce système reposait sur 2 bases que nous avons abso-  
« lument changées : La première de ces bases était de  
« maintenir les relégués à l'état libre ; c'était une utopie ;  
« et l'innovation capitale que nous avons apportée à  
« la loi, c'est la suppression de l'état de liberté pour  
« les relégués ».

C'est en vain que dans la séance du 9 février on insista sur cette innovation, et que des sénateurs invitèrent leurs collègues « à réfléchir sur cette aggrava-  
« tion qui devait peser sur les esprits et les consciences  
« au moment du vote », le principe de l'obligation du travail fut voté par le Sénat à une très grande majorité (198 voix contre 20).

De retour à la Chambre, le projet amendé par le Sénat ne souffrit aucune objection. M. Gerville-Réache n'avait cependant point négligé de faire connaître que le Sénat avait apporté au projet primitivement voté par la Chambre « quelques modifications, dont la plus con-  
« sidérable consistait à soumettre les relégués à l'obli-  
« gation du travail. »

Et l'article 1 du projet fut adopté dans la séance du 12 mai 1885 par 382 voix contre 52. C'est aujourd'hui le texte de l'article 1 de la loi du 27 mai 1885 : « ... Se-  
« ront déterminés par décrets rendus en forme de règle-  
« ments d'administration publique... les conditions dans  
« lesquelles il sera pourvu à leur subsistance, avec

« *obligation du travail* à défaut de moyens d'existence dûment constatés. »

Le décret du 26 novembre 1885, qui organise les mesures d'exécution de la loi, accentue encore davantage cette idée, et, dans son article 3, pose le principe que les relégués collectifs (qui constituent le groupe le plus important des relégués) sont astreints au travail, sans distinguer s'ils possèdent ou ne possèdent pas des moyens d'existence.



## PREMIERE PARTIE

Loi du 27 Mai 1885.

L'objet de cette thèse comportant principalement l'étude de la relégation dans son exécution aux colonies, nous examinerons très brièvement les principes et les caractères de la loi de 1885.

PREMIÈRE SECTION. — *Caractères de la relégation.*

La relégation consiste dans l'internement perpétue des condamnés sur le territoire des colonies ou possessions françaises ; c'est une peine perpétuelle, complémentaire et obligatoire.

A. — *Perpétuelle.* — L'article 1 de la loi met en lumière le but immédiat de la relégation, c'est-à-dire l'expulsion définitive des délinquants incorrigibles, qui constituent un danger public et que la société élimine pour toujours.

La perpétuité de la peine avait soulevé plusieurs objections. On reprochait notamment à la relégation, en assimilant le délinquant relégué à la suite d'un dé-

lit minime au forçat transporté après un meurtre ou un incendie, de détruire entièrement l'échelle des peines telle qu'elle est fixée par notre droit pénal. On répondit, non sans raison, qu'avec la relégation temporaire la loi manquait son but ; « outre qu'elle perdait en grande partie son effet d'intimidation, elle encourageait, disait-on, le relégué à n'entreprendre aucun travail de longue durée, aucun défrichement de grande étendue, assuré qu'il était de revenir en France à une époque plus ou moins éloignée ». La loi de 1854 l'a bien prouvé, ajoutait-on ; c'est seulement lorsqu'ils savent que le retour en France leur est tout à fait interdit que les transportés essaient de se faire, par le travail, une vie nouvelle.

L'article 16 apporte cependant un tempérament à cette rigueur. Il permet au relégué, à partir de la 6<sup>e</sup> année de sa libération, d'introduire devant le tribunal de la localité une demande tendant à se faire relever de la relégation, en justifiant de sa bonne conduite, de services rendus à la colonisation et de moyens d'existence. — « Idée fausse ! prétend M. Lé-  
« veillé. Il ne faut pas donner à ces individus couverts  
« de condamnations un billet pour aller là-bas, en leur  
« disant : nous vous promettons un billet de retour.  
« Vous comprenez que ces hommes ne songent plus  
« qu'à être rapatriés ; ils ne se considèrent plus comme  
« les hôtes définitifs de la Colonie. On ne fait pas de  
« la colonisation avec des voyageurs, surtout avec des  
« voyageurs de cet ordre. Il faut au contraire rompre

« le lien qui les attache à la mère-patrie. Il faut les  
« envoyer au loin et leur dire: vous y resterez, tâchez  
« maintenant de vous faire une vie aussi douce que  
« possible. La loi sur la relégation manque donc d'au-  
« torité. Nous n'avons qu'une loi sérieuse, c'est la loi  
« de 1854 sur la transportation (1) ».

Nous nous permettons de ne pas partager cette opi-  
nion, et avec M. Spassovicz (mêmes séances du Con-  
grès) nous estimons « qu'il ne faut pas briser dans l'âme  
« du condamné un des ressorts les plus puissants de  
« l'homme, et ne pas lui inculquer cette notion inébran-  
« lable qu'il quitte la mère-patrie pour toujours, sans  
« espoir d'y revenir. Ce serait faire de la transporta-  
« tion au détriment de l'amendement ». Au surplus,  
les très rares condamnés qui bénéficient des disposi-  
tions de l'article 16 ne sauraient constituer un danger  
et modifier sensiblement le résultat que le législateur a  
eu en vue.

B. — *Complémentaire.* — La relégation n'est pas  
une peine sanctionnant tel ou tel délit déterminé ; elle  
n'a pas été, en effet, instituée comme sanction du  
méfait commis, mais comme moyen d'assurer, par  
l'élimination du condamné, la sécurité de la société.

Cette peine est jointe aux peines criminelles aussi  
bien qu'aux peines correctionnelles ; elle ne s'ajoute pas

1. *Congrès pénitentiaire international.* Paris, 1895. Séances  
des 7 et 8 juillet.

à telle ou telle peine. A proprement parler, elle n'est pas le complément de la peine à la suite de laquelle elle est prononcée ; elle est plutôt le complément de toutes les peines auxquelles le coupable a été antérieurement condamné. Prononcée à la suite d'une seule condamnation, elle en vise néanmoins plusieurs.

L'expression de « peine complémentaire » n'implique pas ici l'idée d'une peine moindre que la peine principale à laquelle elle est jointe ; la relégation, peine perpétuelle, est le plus souvent prononcée à la suite d'un délit puni de quelques mois de prison.

C. — *Obligatoire*. — L'article 4 s'exprime d'une façon impérative : « seront relégués » ; le juge est donc obligé de prononcer la relégation contre tous les individus qui tombent sous le coup de la loi. Plusieurs Députés, notamment MM. Gâtineau et Jullien, avaient proposé de remplacer les mots « seront relégués » par les mots « pourront être relégués » ; quelques Sénateurs avaient partagé cette opinion. Ne vaudrait-il pas mieux, disaient les partisans de la relégation facultative, laisser aux magistrats le soin d'apprécier si l'élimination de l'individu est nécessaire, et si toute chance d'amendement est à jamais perdue ? « N'est-il pas nécessaire, disait M. Labiche au Sénat, aussi bien au « point de vue de l'utilité que de la justice de chaque « décision de relégation, de distinguer les nuances ? « Aucun formulaire légal ne peut suppléer à l'appréciation individuelle de chaque cas particulier. Pour

« justifier la relégation, il faut non seulement incorri-  
« gibilité constatée, mais danger social démontré. Or  
« pour l'appréciation des circonstances qui constituent  
« le caractère du danger social, il faut une apprécia-  
« tion individuelle de chaque cas spécial ». (1) Enfin,  
ajoutait-on encore, la relégation obligatoire supprime  
en fait l'application de l'article 463 du code pénal, rela-  
tif aux circonstances atténuantes.

Les partisans de la relégation répondirent qu'avec la  
relégation facultative on tombait dans l'arbitraire : tel  
tribunal se montrerait implacable, tel autre trop faible ;  
on trouverait même des juges qui se refuseraient à pro-  
noncer la relégation à la suite de quelques jours de  
prison pour un léger délit. La loi perdrait alors en  
partie son effet d'intimidation. Il ne faut pas que le cri-  
minel puisse escompter l'indulgence excessive du  
juge.

« Avec la relégation facultative, il paraît illogique,  
« disait M. de Verninac dans son premier rapport,  
« qu'un juge de police correctionnelle puisse frapper  
« le coupable d'une peine terrible, perpétuelle, alors  
« qu'il ne peut prononcer de peines supérieures à 5 ans  
« d'emprisonnement. Tandis que si la relégation est  
« obligatoire, ce n'est pas le juge qui la prononce,  
« c'est la loi, en vertu d'une présomption légale d'in-  
« corrigibilité établie par des rechutes successives ».

1. *Journal officiel*, du 10 février 1885.

C'est cette dernière opinion qui finit par triompher. Dans le projet de réforme du code pénal, il en est autrement; l'article 63 de ce projet nous dit, en effet, que « en cas de circonstances atténuantes, le juge pourra dispenser, pour la première fois seulement, le condamné de la relégation ».

Une seule exception est apportée au principe de la relégation obligatoire; elle résulte de l'article 2, aux termes duquel « les cours et tribunaux *pourront* tenir compte des condamnations prononcées par les tribunaux militaires ou maritimes en dehors de l'état de siège ou de guerre, pour les crimes ou délits de droit commun spécifiés à la présente loi ». Le législateur a voulu laisser au juge un certain pouvoir d'appréciation relativement à ces condamnations qui, dans bien des cas, ne sauraient être assimilées aux condamnations prononcées par des tribunaux de droit commun. D'une part, en effet, les tribunaux militaires sont en général plus sévères\* que les tribunaux ordinaires; et d'autre part, certaines infractions (par exemple le vol chez l'habitant) sont qualifiées crimes par le code militaire, alors que dans le droit commun elles ne constitueraient que des délits.

DEUXIÈME SECTION. — *Infractions visées par la loi de 1885.*

Les infractions auxquelles s'applique la loi sont énumérées dans l'article 4: « Seront relégués les réci-

vistes qui, dans quelque ordre que ce soit, et dans un intervalle de 10 ans, non compris la durée de toute peine subie, auront encouru les condamnations énumérées à l'un des paragraphes suivants :

A. — *Deux condamnations aux travaux forcés ou à la réclusion.* — Ce paragraphe vise, on le comprend, a catégorie la moins nombreuse des récidivistes, car déjà, par l'effet de la loi de 1854, ceux qui ont été une première fois condamnés à 8 ans de travaux forcés ne reviennent plus en France.

Par cette expression « travaux forcés » la loi ne veut parler que des travaux forcés à temps. La relégation, peine perpétuelle, est incompatible avec les travaux forcés à perpétuité. On avait cependant objecté que si cette condamnation aux travaux forcés à perpétuité venait à être commuée, le condamné, quoique plus coupable qu'un individu puni par exemple de 5 ans de travaux forcés, allait ainsi échapper à la relégation qui frappait ce dernier : résultat inique. Mais l'objection n'était pas sérieuse : le juge, au moment de la condamnation, n'a pas à rechercher si la peine qu'il prononce sera ou ne sera pas intégralement subie, et il n'a pas à s'occuper des mesures gracieuses qui pourront être prises ultérieurement en faveur du délinquant.

B. — Une des deux condamnations énumérées au paragraphe précédent, et deux condamnations soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus

de 3 mois d'emprisonnement pour : vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, excitation habituelle de mineurs à la débauche, vagabondage ou mendicité par application des articles 277 et 279 du Code pénal. » Les mots « condamnés à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes » visent les cas où un individu est condamné à l'emprisonnement, en matière criminelle, par suite de l'admission des circonstances atténuantes ou d'une excuse légale, telle que la minorité ou la provocation.

L'énumération des délits prévus par l'article 4 2<sup>o</sup> est limitative ; ces délits seuls doivent compter pour la rélévation.

C. — Quatre condamnations soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de 3 mois d'emprisonnement pour les délits spécifiés ci-dessus.

D. — 7 condamnations dont 2 au moins prévues par les deux paragraphes précédents, et les autres soit pour vagabondage, soit pour infraction à l'interdiction de résidence signifiée par application de l'article 19 de la présente loi, à condition que deux de ces autres condamnations soient à plus de 3 mois d'emprisonnement.

La loi de 1885 assimile au vagabondage le fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites ou la prostitution d'autrui ; il était urgent que le législateur réprimât et punit ces faits qu'aucun texte de loi ne prévoyait.

Ce paragraphe s'applique surtout aux vagabonds.

Il est, dit M. Sarrut, le plus fécond en controverses.

La principale difficulté qu'il soulève est celle de savoir si les condamnations pour vagabondage ou pour infraction à l'interdiction de séjour peuvent être remplacées par des condamnations empruntées aux paragraphes précédents.

La Cour de Cassation, dans ses derniers arrêts (6 juillet 1893), se prononce nettement pour l'affirmative, et elle décide que parmi les sept condamnations, exigées par le paragraphe 4, les deux condamnations à plus de trois mois d'emprisonnement, pour vagabondage ou infraction à l'interdiction de séjour, peuvent être remplacées par des condamnations d'égale durée, encourues pour l'un des délits spécifiés au paragraphe 2 de l'article 4, et notamment par des condamnations à plus de trois mois de prison pour vol. De même, ajoute-t-elle, on peut substituer aux cinq autres condamnations, pour vagabondage ou pour infraction à l'interdiction de séjour, nécessaires au total de sept, des condamnations prononcées pour l'un des délits énumérés au paragraphe 2, et notamment pour vol, bien que trois d'entre elles soient inférieures à trois mois.

« Attendu, dit-elle, que cette interprétation (interprétation contraire d'un arrêt de Cour), que n'autorisent pas les termes employés par le législateur, est en contradiction avec l'esprit de la loi de 1885 ; qu'il résulte, en effet, des travaux préparatoires et notamment de la discussion qui a précédé l'adoption du

« paragraphe 4 : 1° que ce paragraphe, en exigeant  
« pour son application deux au moins des condamna-  
« tions prévues par les paragraphes 2 et 3, a seulement  
« fixé un minimum, et que si ce minimum est dépassé,  
« les condamnations excédentes, quelqu'en soit le nom-  
« bre, doivent *a fortiori* être comptées en vue de la  
« relégation ; 2° qu'en ce qui concerne les autres con-  
« damnations destinées à parfaire le nombre sept, il  
« n'est pas indispensable qu'elles aient été prononcées  
« pour vagabondage ou pour infraction à l'interdiction  
« de séjour, et qu'on peut indifféremment les rempla-  
« cer par des condamnations encourues pour l'un des  
« délits spécifiés aux deux paragraphes précédents, à  
« la condition que sur le total des sept condamnations  
« retenues, quatre au moins, dont deux de celles pré-  
« vues aux paragraphes 2 et 3, soient à plus de trois  
« mois de prison. »

Mais cette jurisprudence n'est pas admise par la doctrine. M. Sarrut (Dalloz, 1886, 2. 49) pense que le système de la Cour de Cassation est arbitraire et qu'il doit être rejeté comme contraire au texte de la loi. « On  
« prétend, dit-il, se conformer à l'intention du législateur révélée par les travaux préparatoires. Mais  
« que peuvent valoir contre un texte de loi les explications plus ou moins confuses d'un membre d'une  
« commission parlementaire ! »

M. Garraud est du même avis. La solution donnée par la Cour de Cassation se heurte, dit-il, particulière-

ment à deux objections, le texte de loi qui est formel, et l'esprit dans lequel l'article 4 a été conçu. Le législateur a surtout voulu faire tomber sous le quatrième cas de rélegation une catégorie spéciale de délinquants, les vagabonds d'habitude.

Il est encore un autre point sur lequel la doctrine et la jurisprudence sont en désaccord. La condamnation prononcée à l'occasion de plusieurs délits est, d'après la Cour de Cassation, indivisible et s'attache à chacun des délits dont le prévenu a été déclaré coupable. « Peu importe que l'application de l'article 365 du  
« code d'instruction criminelle ne permette pas de  
« discerner quel est le délit que le juge a entendu  
« frapper le plus gravement. La condamnation a un  
« caractère indivisible qui s'attache à chacun des dé-  
« lits et conséquemment au délit prévu par la loi de  
« 1885 (arrêt du 21 juillet 1893). » Déjà en 1886 la Cour de Paris avait adopté cette thèse : « Une inter-  
« prétation contraire, disait-elle, irait directement  
« contre l'intention du législateur en exonérant d'une  
« peine les plus coupables à raison de leur culpabilité  
« même ; elle conduirait en outre, aux plus grandes  
« difficultés pratiques en faisant dépendre l'application  
« de la loi de la division ou de la réunion des poursui-  
« tes (Paris, 8 avril 1886).

M. Sarrut pense que ce système, basé sur les termes de l'article 365, n'est pas sans soulever de sérieuses objections. Transporter la peine entière d'un délit à

l'autre c'est, selon lui, oublier que le juge se fût montré moins sévère s'il n'avait eu à réprimer qu'un délit. En présence d'une peine unique afférente à 2 délits, il y a tout au moins un doute sur la quotité de la peine correspondant à l'un ou à l'autre. Or le doute doit profiter au prévenu. La solution doit être *a fortiori* la même dans l'hypothèse où la peine la plus forte correspond au délit que ne retient par la relégation. « Lorsque deux délits sont réprimés par le même jugement, une seule peine est prononcée ; dès lors si le délit auquel s'applique la peine la plus forte n'est pas de ceux que vise la loi sur la relégation, la condamnation ne peut servir de base à la relégation » (Dalloz 1886. 2. 56 note).

Lors de la 1<sup>re</sup> application de la loi de 1885, la Chambre criminelle avait admis que le mot « récidiviste » n'avait pas, dans cette loi, son acception juridique précise, et que la relégation était encourue par cela seul qu'il y avait réitération d'infraction, les autres conditions étant d'ailleurs réunies. Mais depuis l'arrêt du 26 février 1889 (chambres réunies), et par une jurisprudence aujourd'hui constante, la Cour de Cassation exige, pour la relégation, l'état de récidive *stricto sensu* ; une condamnation ne peut compter pour la relégation qu'autant qu'elle frappe une infraction commise postérieurement à l'époque à laquelle une condamnation précédente était définitive, c'est-à-dire avait acquis l'autorité de la chose jugée.

Dans le nombre des condamnations entraînant la relégation figurent les peines qui ont été prescrites ; mais ne sont pas comptées les peines effacées par l'amnistie ou la réhabilitation.

Ne figurent également pas les condamnations prononcées par les tribunaux étrangers : l'article 2 décide, en effet, que la relégation ne sera prononcée par les cours et tribunaux que comme conséquence des condamnations encourues *devant eux*. C'est là d'ailleurs un principe général.

Il en est de même des condamnations pour crimes et délits politiques, ou pour crimes et délits qui leur sont connexes (article 3). La loi de 1885 n'a aucun caractère politique et n'entend frapper que les malfaiteurs de droit commun.

Pour que la relégation puisse être prononcée, il faut que les condamnations aient été encourues dans un intervalle de 10 ans, non compris la durée de toute peine subie. Toutes les propositions émises devant les Chambres avant la loi de 1885 portaient de ce principe que les condamnations devaient avoir eu lieu dans un certain délai plus ou moins long. On ne pouvait, en effet, considérer comme un délinquant d'habitude, comme un incorrigible, l'individu qui laissait s'écouler 10 ou 15 ans entre chacun de ses méfaits. « Aussi  
« est-il nécessaire, disait M. de Verninac, de fixer un  
« délai, car c'est la répétition des infractions dans un  
« temps relativement court qui est le critérium de l'in-

« corrigibilité ». M. Waldeck-Rousseau demandait que le délai fût de 12 ans, d'autres qu'il fût de 8 ans seulement ; les Chambres ont adopté le délai de 10 ans.

Constatons ici les différences qui existent entre la loi de 1885 et le code pénal. En matière de récidive de crime à crime, l'article 56 du code pénal ne fixe aucun délai pour que les peines de la récidive soient encourues. En matière de récidive de crime à délit ou de délit à délit, les articles 57 et 58 (loi du 26 mars 1891) exigent, pour qu'il y ait récidive, que le nouveau délit ait été commis dans le délai de 5 ans après l'expiration de la peine ou sa prescription.

Ne compte pas dans la période de 10 ans la durée des peines subies. Au Sénat, lors de la première délibération, on avait substitué les mots « peines prononcées » aux mots « peines subies », en soutenant qu'il n'était pas équitable de faire une sorte de faveur à celui qui se soustrairait à l'application de la peine par l'évasion, ou à celui qui, ayant obtenu sa grâce, retomberait dans ses anciens errements. Mais à la deuxième délibération, M. Herbette fit rétablir les mots « peines subies » : « Il est permis, disait-il, de supposer qu'un « condamné qui demeure 10 ans sans commettre de « nouveaux méfaits n'est pas à considérer comme un « malfaiteur d'habitude, ni comme un récidiviste absolument dangereux ; mais il ne faut pas apparemment « que dans cette période on fasse figurer le temps passé dans un établissement pénitentiaire ; le coupable

« incarcéré n'a pas grand mérite à s'abstenir de crimes ou de délits dans l'établissement où il est gardé. « De là l'idée d'interrompre cette sorte de prescription « décennale pendant la durée de toute peine subie « mais pendant cette durée seulement ».

L'ordre dans lequel les condamnations sont intervenues n'a aucune influence sur la relégation; « dans quelque ordre que ce soit, dit l'article 4 ». C'est là une nouvelle différence avec le Code pénal, qui ne considère pas comme récidiviste un individu qui commet un délit, puis un crime, tandis qu'il le frappe, en vertu de l'article 57, s'il a commis un crime d'abord et un délit ensuite.

TROISIÈME SECTION. — *Délinquants visés par la loi de 1885.*

Pour appliquer la relégation, doit-on tenir compte de la nationalité, de l'âge et du sexe du condamné?

La loi ne parle pas des étrangers; mais le Code civil, article 3, pose le principe que les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire. Or la loi de 1885 est au premier chef une loi de sûreté, et elle oblige tous ceux qui habitent la France, les étrangers comme les Français.

L'application de la loi n'est pas non plus modifiée par le sexe du condamné; la relégation est prononcée dans les mêmes conditions contre les femmes et contre les

hommes. Différent seuls les détails d'exécution aux colonies, détails que nous examinerons plus tard.

Mais la loi établit une double limite basée sur l'âge du condamné. Le récidiviste, qui a dépassé l'âge de 60 ans à l'expiration de sa peine principale; ne peut être relégué; la relégation est remplacée dans ce cas par l'interdiction perpétuelle de séjour. De même le récidiviste, qui, à l'expiration de sa peine, est mineur de 21 ans, n'est point soumis à la relégation; il est seulement envoyé en maison de correction jusqu'à sa majorité. Cette dérogation est justifiée par une double raison : dans le premier cas, le législateur n'a pas voulu, par raison d'humanité, imposer à un vieillard les fatigues d'une traversée et les dangers d'un changement de climat; dans le second cas il n'a point pensé qu'on pût considérer comme incorrigible et incapable d'un retour au bien un enfant mineur de 21 ans.

La limite de 60 ans figurait déjà dans la loi de 1854 sur la transportation; quant à la limite de 21 ans, elle ne se trouvait encore dans aucune loi pénale.

#### QUATRIÈME SECTION. — *Procédure.*

La loi de 1885 contient certaines dérogations aux règles générales de la compétence et de la procédure. Ces dérogations ont trait aux points suivants :

A. — La relégation est prononcée par les Cours et Tribunaux ordinaires, à « l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles » (article 2). Sont donc

seuls compétents les cours d'assises, les cours d'appel et les tribunaux correctionnels. Mais en Algérie, par dérogation à cet article, les conseils de guerre prononcent la rélégalion contre les indigènes des territoires de commandement qui ont encouru, pour crimes ou délits de droit commun, les condamnations prévues par l'article 4.

B. — La loi du 20 mai 1863, qui permet, au cas de flagrant délit, une instruction sommaire et l'abréviation des délais de la citation, ne s'applique point à la rélégalion (article 11). Le même article porte en outre qu'un défenseur sera nommé d'office au prévenu, à peine de nullité. Si donc un prévenu encourant la rélégalion a été jugé en première instance dans les formes édictées par la loi du 20 mai 1863 pour les flagrants délits, la Cour saisie de l'appel doit annuler la procédure suivie et le jugement, évoquer l'affaire et statuer au fond. (Jurisprudence constante aujourd'hui).

Mais ici se présente une difficulté sur laquelle la jurisprudence a varié. Si la Cour n'évoque pas l'affaire, et si elle se borne à renvoyer le prévenu en l'état devant les juges de première instance, quelles seront les conséquences de cette décision ? (1).

S'il y a eu pourvoi contre l'arrêt de la Cour, la Cour de Cassation annulera, pour violation de l'article 215 du code d'instruction criminelle, et renverra devant une autre Cour qui évoquera et statuera au fond.

1. Note de M. Sarrut. Dalloz, 1886.

Mais s'il n'y a pas de pourvoi ? La chambre criminelle (10 juin 1886) avait d'abord pensé que l'annulation avait eu pour effet de rendre la cause à l'application du droit commun et, comme conséquence de ce principe, qu'une nouvelle instruction avait pu être ouverte devant le tribunal dont le jugement avait été annulé, et que ce tribunal avait pu statuer à nouveau. Mais cette jurisprudence était en contradiction avec les principes qui ont motivé les articles 212 à 215 du code d'instruction criminelle. Aussi dès le 15 juillet 1886 la Cour de Cassation revenait-elle sur son premier arrêt, et décidait-elle que le tribunal avait épuisé ses pouvoirs et qu'il ne pouvait statuer.

Si donc le tribunal a statué, la Cour devra, sur l'appel, annuler le jugement pour excès de pouvoir, et évoquer en vertu de l'article 215. « Car, dit la Cour de Cassation, la nullité ne résulte pas de l'incompétence, mais d'une incapacité toute spéciale provenant de l'épuisement de ses pouvoirs. »

Les mêmes règles s'appliquent au cas où le jugement est rendu sans l'assistance d'un défenseur.

C. — Le jugement ou l'arrêt doit prononcer en même temps la peine principale et la relégation ; il doit également viser, c'est-à-dire préciser une à une par leur date, l'indication de la juridiction, la nature du délit, la nature et la durée de la peine, les condamnations antérieures par suite desquelles la relégation est applicable. Le visa doit porter non seulement sur les

condamnations qui comptent pour la relégation, mais encore sur celles dont la peine subie doit être déduite du délai de 10 ans. Ce visa, qui constitue les motifs de la condamnation à la relégation, est un moyen pour la Cour de Cassation de contrôler la décision rendue.

CINQUIÈME SECTION. — *Relégation exceptionnelle.*

Les lois du 18 décembre 1893 et du 28 juillet 1894 ont ajouté de nouveaux cas de relégation à ceux prévus par la loi de 1885.

Aux termes de la loi du 18 décembre 1893 (sur les associations de malfaiteurs) modifiant l'article 266 du code pénal, la relégation peut être prononcée contre tout individu qui se sera affilié à une association formée, ou qui aura participé à une entente établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

Ce nouveau cas de relégation offre les particularités suivantes : la peine est facultative pour le juge, et elle peut-être prononcée pour un fait unique.

Ce caractère facultatif se retrouve encore dans la loi du 28 juillet 1894, relative à la répression des menées anarchistes ; mais, dans cette dernière loi, la relégation ne peut, comme dans la loi de 1893, être prononcée à la suite d'une condamnation unique.

D'après les dispositions de l'article 3, la relégation peut être prononcée contre les individus condamnés à

plus d'un an de prison, en vertu des articles 1 et 2 de ladite loi.

L'article 1 vise les infractions prévues par les articles 24 (paragr. 1 et 3) et 25 de la loi du 29 juillet 1881, modifiés par la loi du 12 décembre 1893, lorsque ces infractions ont pour but un acte de propagande anarchiste.

L'article 2 s'applique aux individus qui, en dehors des cas visés par l'article précédent, sont convaincus d'avoir, dans un but de propagande anarchiste : 1° soit par provocation, soit par apologie des faits spécifiés aux dits articles, invité une ou plusieurs personnes à commettre soit un vol, soit les crimes de meurtre, de pillage, d'incendie, soit les crimes punis par l'article 435 du code pénal ; 2° adressé une provocation à des militaires dans le but de les détourner de leurs devoirs et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs. Mais la rélégation ne peut être prononcée dans le cas où la provocation adressée à des militaires n'a pas le caractère d'un acte de propagande anarchiste. Outre toutes les conditions ci-dessus de durée de la peine, de but et de caractère de l'acte, il faut que les individus ainsi condamnés aient encouru, dans une période de moins de 10 ans, soit une condamnation à plus de 3 mois d'emprisonnement pour les faits spécifiés aux articles 1 et 2 de la loi de 1894, soit une condamnation aux travaux forcés ou à la réclusion, soit enfin une peine

de plus de 3 mois d'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun.

Jusqu'au 31 décembre 1895, ces deux lois ne paraissent avoir reçu qu'une seule application.

SIXIÈME SECTION. — *Décret du 26 novembre 1885.*

La loi du 27 mai 1885 avait laissé à des règlements d'administration publique le soin de déterminer toutes les mesures nécessaires à assurer l'exécution de la loi nouvelle, et elle avait prescrit que le premier de ces règlements serait promulgué dans un délai de 6 mois au plus tard, à dater de sa promulgation (article 18), ajoutant que la loi ne deviendrait exécutoire qu'après la promulgation de ce premier règlement (article 21).

Ce règlement d'administration publique est intervenu le 26 novembre 1885.

Dans son titre 1, il organise la relégation individuelle et la relégation collective ; le titre 2 détermine les mesures d'exécution en France, le titre 3 les mesures d'exécution aux colonies.

Les diverses prescriptions de ce règlement seront examinées, à leurs places respectives, au cours de cette étude



## DEUXIEME PARTIE

### Lieux de Relegation.

« Seront déterminés, par décrets rendus en forme de règlements d'administration publique, les lieux dans lesquels pourra s'effectuer la relégation (art. 1 de la loi du 27 mai 1885). »

Le législateur n'a envisagé, dans le texte même de la loi, que le côté juridique, en quelque sorte théorique, de la peine ; et, négligeant complètement la partie pratique, l'exécution de la loi, il a voulu seulement déterminer les individus relégables, le nombre et la nature des condamnations nécessaires pour que la peine soit encourue, puis il s'en est remis au Gouvernement pour fixer, par décrets, les lieux et le régime de la relégation.

Le choix des lieux de relégation, étudié dès 1882, souleva de nombreuses difficultés.

En 1882, le Député de la Cochinchine signalait à la commission chargée d'examiner le projet de loi, l'île

Phu-Quoc, dépendant de la Cochinchine. Cette île possédait, disait-il, un climat très salubre, des terres facilement cultivables, et elle convenait parfaitement à la relégation.

Les renseignements pris par le Ministère de la Marine n'avaient point confirmé cette appréciation : d'après le Gouverneur de la Cochinchine, la température de cette île était excessive et le climat peu sain ; il était impossible qu'un Européen y pût travailler, et sans aucun doute la mortalité y serait considérable. Il ajoutait que la relégation y serait particulièrement onéreuse pour l'Etat, car les Européens n'y pouvaient vivre qu'en se procurant un grand confort, et il faudrait que les fonctionnaires et les gardiens fussent largement rémunérés, ce qui constituerait une lourde charge pour le Gouvernement. Il reconnaissait toutefois que la terre y était fertile, les cours d'eau nombreux, et que les forêts de l'île seraient facilement exploitables lorsque des routes auraient été construites.

Malgré ces inconvénients, compensés, il est vrai, par certains avantages, on ne renonça pas entièrement à l'idée de reléguer les récidivistes dans l'île Phu-Quoc. A la même époque, la commission avait aussi tourné ses vues vers les îles Marquises (Océanie), qui semblaient offrir toutes les conditions nécessaires à l'établissement d'une colonie de condamnés ; l'île Eiao, facile à parcourir, jouissait d'un climat très sain, mais manquait de cours d'eau ; l'île Motane, bien que humide,

était couverte d'excellents pâturages; Nouka-Hiva et Hivanoa possédaient de riches vallées où la culture serait florissante.

Aussi, le 17 mars 1883, M. Gerville-Réache, dans son rapport à la Chambre des Députés, s'exprimait-il ainsi : « La question des lieux de transportation (à « cette époque on n'employait pas encore le mot relé-  
« gation) collective ou individuelle a été l'objet, de la  
« part de votre commission, de la plus sérieuse atten-  
« tion; elle s'est arrêtée au choix des colonies suivan-  
« tes : la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances, les  
« îles Marquises, la Guyane et l'île Phu-Quoc, qui réu-  
« nissent les conditions indispensables à la transporta-  
« tion : l'éloignement, un territoire vaste, utilisable,  
« pourvu de ports, facile à défendre et jouissant d'un  
« climat accessible aux Européens ».

Approuvant le projet qui lui était présenté, la Chambre des Députés adopta ces quatre lieux de relégation.

Lorsque la loi vint devant le Sénat, la Commission écarta tout d'abord Phu-Quoc et les îles Marquises, et ne conserva que la Guyane et la Nouvelle-Calédonie. Plus tard, le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie ayant été appelé devant la Commission, et ayant déclaré que les forçats libérés n'étaient d'aucun secours pour la colonisation, que la Nouvelle-Calédonie ne pouvait en aucune façon recevoir les récidivistes, dont la situation présentait avec celle des forçats la plus grande

analogie, et enfin que les terres libres manquaient pour les donner en concession, la Commission renonça à envoyer les récidivistes à la Nouvelle-Calédonie.

Il ne restait donc plus que la Guyane; et, au sujet de cette colonie, indépendamment de l'insalubrité du climat, les mêmes difficultés se présentèrent. Le Député de la Guyane prétendit qu'on ne pourrait point occuper les relégués, et que leur entretien serait excessivement coûteux, car les denrées indispensables à la vie devaient être importées à grands frais.

En présence de tous ces renseignements contradictoires, la commission renonça à indiquer les lieux de relégation, estimant, d'une part, qu'il était inutile et même dangereux de désigner dans la loi les colonies où devraient être transférés les relégués, et, d'autre part, qu'il ne fallait pas gêner, par des dispositions étroites, l'État dans l'accomplissement d'une tâche aussi difficile. Elle s'en remit donc au gouvernement du soin de fixer les colonies qui sembleraient présenter les meilleures conditions pour l'application de la loi nouvelle. Déjà en 1854 la loi n'avait pas déterminé les lieux où les condamnés seraient transportés.

La loi fut donc votée par les Chambres sans aucune fixation des colonies qui recevraient les récidivistes. Ce fut le décret du 26 novembre 1885 qui spécifia les lieux de relégation. Aux termes de l'article 4 « la relégation individuelle sera subie dans les diverses colonies ou possessions françaises : la relégation collective s'exé-

cutera dans les territoires de la colonie de la Guyane, et, si les besoins l'exigent, de la Nouvelle-Calédonie ou de ses dépendances, qui seront déterminées et délimitées par décrets. » Mais cet article ajoute que des règlements d'administration publique pourront désigner ultérieurement d'autres lieux de relégation collective.

Ce décret ne désigne donc que deux colonies : la Guyane et la Nouvelle-Calédonie, et encore, pour cette dernière, « si les besoins l'exigent » ; il est vrai que les besoins ne tardèrent pas à se faire sentir.

En 1886, la Guyane fut éprouvée par une violente épidémie de fièvre jaune, et il ne fut pas possible d'y envoyer les récidivistes. Aussi un décret du 20 août 1886 désignait-il l'île des Pins, dépendant de la Nouvelle-Calédonie, pour recevoir un certain nombre de relégués. Ce fut donc presque en même temps que la Guyane et la Nouvelle-Calédonie furent affectées à la relégation.

Comme le décret du 26 novembre permettait au gouvernement de désigner d'autres lieux de relégation, le ministre de la Marine envoya à tous les Gouverneurs des colonies une circulaire dans laquelle il demandait si la colonie n'aurait pas besoin, pour un travail déterminé, de relégués qui y seraient surveillés, et si elle ne voudrait pas utiliser cette main d'œuvre, ajoutant que des escouades de récidivistes pourraient être mises à la disposition des particuliers, et que la colonie n'aurait à supporter que la nourriture, le couchage, le cam-

pement, le casernement, l'hospitalisation, les salaires et les frais de transport.

Cette proposition fut énergiquement repoussée par la plupart des colonies : la Martinique, la Guadeloupe, le Tonkin, Sainte-Marie de Madagascar, le Sénégal, Obock, Nossi-Bé, la Cochinchine, Saint-Pierre et Miquelon, Tahiti refusèrent le concours des relégués collectifs en déclarant que la colonie, hostile à cette mesure, ne voulait pas faire les dépenses nécessaires, et que les ouvriers libres, suffisamment nombreux, coûtaient moins cher et travaillaient beaucoup plus que ne le feraient les relégués. Le Gouverneur des établissements français dans l'Inde fut seul à accepter des relégués, et encore mettait-il une condition à cette acceptation ; il demandait qu'on construisit un port à Pondichéry.

Devant cette hostilité des colonies, le Gouvernement ne donna pas suite à son projet, et les relégués furent envoyés soit à la Guyane, soit à la Nouvelle-Calédonie. Depuis 1896, le Ministre des Colonies, se fondant sur le texte du décret, « si les besoins l'exigent » et estimant que ces besoins n'existaient plus, a prescrit de ne plus envoyer de relégués à la Nouvelle Calédonie, de telle sorte qu'aujourd'hui la Guyane est provisoirement la seule colonie destinée à recevoir des relégués. Naturellement, les relégués envoyés à la Nouvelle Calédonie avant 1896 sont restés dans cette colonie.

Quelques indications sur la situation géographique et le climat de ces deux colonies ne nous paraissent pas superflus.

*Guyane.* — Située au nord de l'Amérique méridionale, entre la Guyane hollandaise et les territoires contestés par la France et le Brésil, elle est limitée par deux grands fleuves, le Maroni à l'ouest, l'Oyapok à l'est. Sa superficie est d'environ 18.000 lieues carrées.

Dans le bassin du Maroni, en descendant le fleuve, on rencontre l'établissement de Saint-Jean, situé à une quarantaine de kilomètres de l'embouchure, et on laisse à droite les établissements de Saint-Louis, de Saint-Maurice et de Saint-Laurent.

En suivant le littoral dans la direction de l'Est, on trouve Mana, un des centres les plus importants de la Guyane; Sinnamary, bourg situé sur la rivière du même nom, où furent déportés sous le Directoire 500 suspects; Kourou, avec son pénitencier, qui est une annexe des îles du Salut.

En face de Kourou, les îles du Salut comprennent l'île Royale, avec son hôpital, son pénitencier, sa caserne, ses forges, ses ateliers; l'île Saint-Joseph et l'île du Diable.

Cayenne, la capitale de la Guyane, à l'embouchure de la rivière du même nom, renferme deux pénitenciers, des ateliers d'imprimerie, une grande caserne où logent les forçats qui assurent le service du port et de la ville.

En continuant vers l'est, on rencontre la Montagne-d'Argent, le lieu le plus insalubre de la Guyane, et on arrive à l'Oyapok, qui forme la frontière.

Le climat est chaud et malsain ; la température varie de 23 degrés en hiver à 31 degrés en été ; la pluie tombe en grande quantité en hiver et inonde les terres basses, particulièrement aux environs de Cayenne. Sous l'influence de la chaleur torride de l'été, cette eau s'évapore en partie et le lac devient un marais engendrant des fièvres pernicieuses. L'insalubrité du climat ne serait pas, d'après M. Lèveillé, la seule cause de la grande mortalité des Européens ; les défrichements seraient bien autrement meurtriers, et n'épargneraient pas plus les indigènes que les Français. Du sol labouré ou défriché émanent des miasmes auxquels il est impossible de résister ; toutes les précautions sont vaines, et les travailleurs, atteints par la fièvre ou l'anémie, ne tardent pas à succomber. M. Lèveillé cite comme exemple le cas de la Montagne-d'Argent. En 1856, le Gouvernement avait établi à cet endroit un pénitencier, et fait commencer des défrichements. Sur 308 colons, 195 moururent en quelques années, et en 1867 le pénitencier dut être évacué. La Montagne-d'Argent était restée inhabitée pendant de longues années ; mais depuis quelque temps, des colons s'y sont installés pour cultiver, aux endroits anciennement défrichés, le café et le cacao ; et la mortalité y est aujourd'hui normale.

Les divers travaux effectués à la Guyane de 1850 à

1860 viennent encore confirmer cette opinion. En 1853, on déboisa Saint-Georges pour y planter la canne à sucre ; mais en raison de la grande mortalité des travailleurs, on dut abandonner ce lieu ; en 1854, on installa une briqueterie à la Comté, et l'évacuation en fut bientôt nécessaire ; le même insuccès se produisit lorsqu'en 1857 on voulut planter des caféiers dans la plaine de Saint-Louis et ouvrir les chantiers de Sparounine.

Croyant toute colonisation impossible avec des européens, le Gouvernement prescrivit en 1867 que la Guyane ne recevrait plus que des condamnés Arabes ou Noirs.

« Le territoire spécialement affecté à la relégation  
« est borné à l'ouest par le Maroni, entre l'embouchure  
« de la crique Balété et le Saut Hermine, au sud par  
« la ligne est-et-ouest jusqu'au point B, à l'est par  
« une ligne sud-nord jusqu'au point C, et au nord par  
« une ligne est-et-ouest allant rejoindre la source de  
« la crique Balété au point D, et par la crique Balété  
« jusqu'au Maroni (article 2 du décret du 24 mars  
1887). » Ainsi, en fait c'est le bassin du Maroni qui est spécialement affecté à la relégation.

Commencés en 1857, les établissements du Maroni jouirent bientôt d'un état sanitaire assez satisfaisant, et les hommes n'eurent à lutter que contre les influences climato-telluriques ; la mortalité, relativement considérable pendant les installations, ne tarda pas à décroître et à tomber même à 2 0/0, tant qu'on resta

dans la zone sablonneuse de Saint-Laurent. Lors de la fondation de Saint-Pierre, de Saint-Maurice et de Sainte-Anne, cette mortalité augmenta, mais elle ne dépassa pas 4 à 5 0/0, moyenne de la mortalité dans la région du Maroni lorsque la fièvre jaune n'y sévit pas.

*Nouvelle-Calédonie.* — Située en Océanie, cette île a une superficie de 16.700 kilomètres carrés.

Nouméa, la capitale, à la partie sud de l'île, renferme des ateliers de constructions navales, des menuiseries, des forges. Non loin de cette ville se trouve le camp de Montraviel, où sont conduits les transportés à leur arrivée de France, et où s'effectue leur classement par catégories, d'après leurs aptitudes professionnelles et leur situation pénale.

On remarque au nord-ouest de Nouméa la presqu'île Ducos, occupée maintenant par des libérés; à l'ouest, l'île Nou, où sont internés les transportés dangereux.

Les centres les plus importants de l'île sont Bouloupari; Fonwhari avec son établissement agricole; Teremba avec ses ateliers; Bourail où sont installées les femmes condamnées qui ont demandé à être transportées afin de contracter mariage avec des condamnés concessionnaires; Pouembout avec son pénitencier; Diahot; Balade avec ses mines; Houailou; et, au sud de l'île, la baie de Prony, qui contient de grandes exploitations forestières; c'est le seul endroit de la Grande-Terre affecté aux relégués.

Bien que la température soit élevée, le climat est

très sain ; le sol n'a pas les propriétés nocives de la Guyane, et on peut défricher et labourer la terre sans avoir à redouter les émanations délétères, si terribles dans cette dernière colonie.

De la Nouvelle-Calédonie dépend l'île des Pins, où furent après la Commune, déportés 3.000 individus. La végétation y est splendide, les forêts épaisses, les rivières nombreuses. Cette île qui possède un hôpital, un quartier de correction et des ateliers est exclusivement réservée aux relégués. Quant aux femmes elles sont installées à Kuto, où elles sont occupées à la confection de vêtements destinés aux relégués.

Les territoires spécialement affectés à la relégation sont : l'île des Pins (décret du 20 août 1886), et le territoire de la baie de Prony, situé à l'est-sud-est de la Nouvelle-Calédonie, et limité par la mer de l'embouchure de la rivière Néré à la baie N'go, déduction faite des terrains occupés par les indigènes (art. 1 du décret du 2 mai 1889).



## TROISIÈME PARTIE

### Le relégué avant son départ pour la Colonie.

#### PREMIÈRE SECTION. — *Pénitenciers, Prisons.*

Le coupable vient d'être condamné, en cour d'assises ou en police correctionnelle, à la réclusion ou à l'emprisonnement, puis à la relégation. Que va-t-il devenir en France jusqu'à son embarquement pour la Colonie ? Tel est l'objet de la troisième partie de notre étude.

Aussitôt après sa condamnation le récidiviste est transféré dans un établissement pénitentiaire de la métropole, afin d'y subir sa peine principale, ainsi que l'a prescrit l'article 12 de la loi du 27 mai 1885. Cette mesure ne présente aucun inconvénient en ce qui concerne les individus condamnés à de courtes peines ; mais il en est tout autrement relativement aux individus qui doivent purger des condamnations de plusieurs années de réclusion ou d'emprisonnement. Leur long séjour en prison achève de ruiner leur santé souvent ébranlée déjà par des excès de tous genres, et l'Admi-

nistration n'a plus, lors de leur envoi aux Colonies, que des hommes dont l'acclimatement devient difficile, sinon impossible.

Ce danger n'avait point échappé au législateur de 1885 ; aussi, dans l'article 12 de la loi, disait-il que le condamné pourrait subir tout ou partie de sa peine dans un pénitencier.

Ces pénitenciers renfermeraient :

1° Les condamnés qui y subiraient leur peine principale ;

2° Les libérés qui ne peuvent encore être relégués parce qu'ils ont obtenu une dispense provisoire ;

3° Les libérés qui attendent l'heure du départ.

Ces établissements, dont les articles 15 et 16 du décret du 26 novembre 1885 prévoient l'organisation et le fonctionnement, étaient destinés à préparer à la vie coloniale les condamnés qui, pour la plupart, ne connaissent aucun métier, si ce n'est celui qu'ils ont appris en prison. Certaines professions, en effet, font complètement défaut aux colonies, entre autres les professions de maçon, de tailleur de pierres, de menuisier, de charpentier, de couvreur, de serrurier, métiers qu'on n'apprend pas dans les établissements pénitentiaires.

Dans ces pénitenciers, les récidivistes devaient être soumis au travail dans des ateliers ou chantiers organisés autant que possible en vue d'un apprentissage industriel ou agricole. Ils devaient être répartis en

groupes et en détachements d'ouvriers ou de pionniers pour l'emploi éventuel de leur main d'œuvre aux colonies, et leur classement devait être effectué d'après leur conduite, leurs antécédents, leurs aptitudes et leur destination.

Il est regrettable que des considérations d'ordre budgétaire n'aient point encore permis à l'administration de créer ces pénitenciers. A la séance de la Chambre des Députés du 18 janvier 1898, M. Duflos, Commissaire du gouvernement, répondant à M. Léveillé, qui reprochait au Gouvernement « de violer la loi en ne préparant pas les récidivistes à leur tâche future », reconnaissait lui-même que ces établissements n'avaient point été créés : « Il n'appartenait pas, disait-il, au Gouvernement de provoquer, dans ces dernières années de nouvelles créations, car on lui demandait plutôt de diminuer le nombre des établissements pénitentiaires ». Il avait cependant « que la situation était regrettable, et il ajoutait qu'on n'en pouvait sortir que par l'organisation d'établissements nouveaux, pour laquelle il fallait l'accord des différents ministères ». Cet accord ne semble pas impossible, et on peut espérer que prochainement les pénitenciers prévus par la loi de 1885 seront constitués soit par la création de nouveaux établissements, soit plutôt par l'affectation à cet objet d'anciens établissements.

On avait proposé, par raison d'économie, d'élever non pas de grands bâtiments, mais de simples canton-

nements sur les points déserts de nos côtes, où, avec la vie au grand air, les relégables pourraient se familiariser avec les travaux pénibles qu'ils auront plus tard à accomplir. Il ne semble pas que cette proposition soit jamais mise à exécution.

En fait, les relégués sont placés dans des établissements pénitentiaires ordinaires, et ils sont astreints aux conditions de travail et de discipline arrêtées pour chaque établissement. Ils sont occupés à trier des chiffons, à casser des noix, à préparer des enveloppes de bouteille en paille, à découper des boutons, à confectionner des chaussons et des sacs en toile et en papier, à tresser des paniers, à fabriquer des galoches, des cannes et des balais ; beaucoup sont cordonniers ou tailleurs. Ils sont seulement séparés des autres détenus non soumis à la relégation.

Ils sont centralisés :

1° A Angoulême (peine d'un an d'emprisonnement et au-dessous).

2° A Landerneau (peines supérieures à 1 an d'emprisonnement).

3° A Beaulieu (réclusionnaires).

4. A Rennes (femmes).

5° A l'Harrach (Algérie ; condamnés Arabes).

D'après l'article 12 de la loi de 1885, la relégation n'est appliquée qu'à l'expiration de la dernière peine subie par le condamné. Si à ce moment il n'y a pas de navire en partance, le relégué reste dans l'établis-

sement pénitentiaire jusqu'au plus prochain départ. Sa situation n'est modifiée que sous le rapport de l'augmentation de la portion du produit de son travail : il touche alors les 7/10.

L'article 12 ajoute cependant que le Gouvernement aura la faculté de devancer l'époque du transfèrement du relégué, et de le faire partir avant l'expiration de sa peine. On s'est alors posé la question de savoir si le Gouvernement pouvait reléguer l'individu à un moment quelconque de la peine. Nous pensons que ce serait violer le texte et l'esprit de la loi de 1885 ; il faut admettre que latitude n'est laissée au Gouvernement que pour lui permettre de profiter du départ des navires. La loi exige que le condamné ait subi sa peine principale ; mais pour rendre à l'Administration sa tâche plus facile, elle l'autorise seulement à négliger une partie minime de la peine.

M. Lévillé voudrait qu'on expédiât le plus rapidement possible aux colonies ceux qui doivent y aller. Mais, tout en étant du même avis, M. Duflos signale les difficultés d'ordre pratique que présente cette question. « L'Administration des colonies, dit-il, désire  
« qu'on lui envoie seulement les relégués qui ont subi  
« leur peine principale, de façon à ne pas être obligée  
« de confondre des individus appartenant à différentes  
« catégories pénales. Si l'on remettait aux colonies les  
« relégués en cours de peine, il faudrait nécessairement  
« avoir sur les lieux de relégation un nouveau type de

« pénitenciers » (Chambre des Députés, séance du 18 janvier 1898).

En réalité, le Gouvernement n'use que très exceptionnellement de la faculté que lui donne la loi, et après entente entre le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Colonies, l'Administration pénitentiaire coloniale n'accepte que les relégués dont la peine principale expire au cours de la traversée et avant le débarquement.

DEUXIÈME SECTION. — *Visite médicale. Composition du dossier.*

Tandis que le relégué subit sa peine principale dans les prisons de la métropole, il est soumis à l'examen d'une commission médicale. Cette commission, composée de trois médecins nommés par le Ministre de l'Intérieur, procède à un examen minutieux de la constitution du reléguable, constate les infirmités dont il peut être atteint, et déclare s'il peut être envoyé aux colonies ou, au contraire, s'il doit, en raison de son état de santé, bénéficier d'une dispense provisoire ou définitive de départ.

Pendant la même période, le Directeur de l'établissement pénitentiaire prépare le dossier de chaque reléguable, dossier contenant tous les renseignements nécessaires sur l'identité du condamné, sur sa situation de famille et de fortune, sur ses antécédents judiciaires, sa profession, ses aptitudes, sa conduite dans

les diverses prisons où il a passé, son état de santé, ainsi que sur les chances d'amendement qu'il peut présenter.

Ce dossier se compose de 2 pièces : la pièce n° 1 divisée en 6 parties, la pièce n° 2 n'en comprenant qu'une seule.

### TROISIÈME SECTION. — *Commission de classement.*

Ce dossier ainsi composé est soumis à la commission de classement instituée par l'article 7 du décret du 26 novembre 1885. Cette commission, composée de 7 membres (un Conseiller d'Etat, élu par les Conseillers d'Etat en service ordinaire, président; deux représentants de chacun des Départements de la Justice, de l'Intérieur et des Colonies), élit son vice-président. Les décisions sont prises à la majorité des voix, et en cas de partage la voix du président est prépondérante.

La Commission examine les points suivants :

1° La relégation a-t-elle été légalement appliquée ?

2° Le relégué doit-il être soumis à la relégation individuelle ou à la relégation collective, et, dans ce dernier cas, doit-il être envoyé dans une section mobile ?

3° A quelle colonie doit-il être affecté ?

4° En cas de maladie, y a-t-il lieu de surseoir à son embarquement, et doit-il bénéficier d'une dépense provisoire de départ ou d'une dispense définitive ?

Sur tous ces points la Commission donne son avis, et c'est le Ministre de l'Intérieur qui statue en dernier ressort.

Si nous considérons les travaux de la Commission de classement, nous trouvons d'intéressants renseignements sur la situation des individus qui, dans la période décennale 1885-1895, ont été soumis à son examen.

1° *Age des relégués.* — Tout d'abord il importe de noter que la Commission relève les âges, non pas à la date de la condamnation, mais à celle de l'expiration de la peine principale, ce qui a pour effet d'élever, dans la statistique, l'âge moyen des relégués.

De 1886 à 1895, l'âge moyen des relégués n'a pas cessé de décroître d'une manière sensible ; de 40 ans en 1886, 37 ans et 10 mois en 1890, il était tombé à 35 ans en 1895. Celui des femmes a également diminué, mais dans une plus faible mesure. Cet abaissement progressif était à prévoir après les premières années qui ont suivi l'application de la loi ; les anciens récidivistes, vieillis en prison et qui, à l'origine, avaient élevé l'âge moyen des relégués, devaient, en effet, peu à peu disparaître, éliminés par la relégation.

Mais si le nombre des vieux récidivistes diminue rapidement, le nombre des jeunes gens de 21 à 30 ans croît avec une effrayante rapidité : de 16 0/0 en 1886, de 25 0/0 en 1890, il s'élève en 1895 à 35 0/0. On remarque, du reste, que l'âge de la criminalité générale aussi

bien des récidivistes que des délinquants primaires, tend de jour en jour à s'abaisser.

2° *Situation de famille ; instruction.* — Les récidivistes sont pour la plupart célibataires ; le nombre de ceux-ci est à peu près resté le même depuis l'application de la loi ; il a varié entre 75 0/0 et 81 0/0.

Le chiffre des illettrés a considérablement diminué, de 31 0/0 en 1887, il était tombé à 26 0/0 en 1890, à 19 0/0 en 1895. Ce résultat tient à l'application de l'enseignement obligatoire et à l'âge moins élevé des condamnés. Quant aux récidivistes qui ont reçu une instruction supérieure, ils sont aussi de moins en moins nombreux. L'augmentation s'est donc exclusivement produite sur les individus qui n'ont que les premiers éléments de l'instruction.

3° *Professions.* — La Commission de classement n'a pu établir d'une manière certaine le relevé des professions des relégués ; les dossiers ne portent, en effet, que les professions indiquées par les condamnés ; or il résulte des vérifications faites que, dans la plupart des cas, ces professions ont été abandonnées depuis longtemps, ou n'ont été pratiquées que dans les prisons.

4° *Faits qui ont entraîné la relégation.* — Le vol et le vagabondage sont les délits qui, au moins au début, ont motivé la plus grande partie des condamnations à la relégation ; toutefois, à la différence des condamnations pour vol qui n'ont pas cessé d'augmen-

ter, les condamnations pour vagabondage ont diminué d'année en année. (1)

|             |      |        |      |        |
|-------------|------|--------|------|--------|
| Vagabondage | 1886 | 310/0; | 1890 | 130/0; |
| Vol         | —    | 560/0  | —    | 670/0; |

Les condamnations pour vol avaient même atteint, en 1892, la proportion énorme de 71 0/0 ; depuis elles ont faibli, et, à la fin de 1895, elles étaient de 66 0/0.

Quant aux condamnations pour vagabondage, descendues en 1894 jusqu'à 6 1/2 0/0, elles sont remontées à 10 0/0 en 1895.

Les condamnations pour crime, suivies de la relégation, ont vu leur nombre s'accroître chaque année. De 1886 à 1890 nous ne remarquons que quelques cas isolés ; mais depuis 1890 une augmentation sensible s'est produite, et, de 4 0/0 en 1891, de 8 0/0 en 1892, ils atteignent en 1895 la proportion de 10 0/0.

5<sup>e</sup> *Paragraphes de la loi appliqués pour motiver le jugement.* — Le paragraphe 1 de l'article 4 de la loi de 1885, qui jusqu'en 1890 n'avait pas été visé, ne reçoit, depuis lors, que de rares applications ; il en est de même du paragraphe 2. C'est le paragraphe 3 qui fournit le plus grand nombre de relégués ; 60 0/0 en 1886 ; 71 0/0 en 1890 ; 68 0/0 en 1895. Quant au paragraphe 4, il compte, dans la moyenne générale, pour 36 0/0 en 1886 ; 22 0/0 en 1890 ; 16 0/0 en 1895.

1. Cette statistique vise le dernier délit, celui qui a entraîné la relégation.

6° *Nombre des condamnations encourues.* — La moyenne des condamnations encourues par les récidivistes a baissé depuis 1886, et notamment dans la première période quinquennale, conséquence inévitable de la disparition des vieux récidivistes, qu'une seule condamnation postérieure à la promulgation de la loi devait faire tomber sous le coup de la relégation. Cette moyenne était de 14, 9 en 1886, de 9, 8 en 1890, de 9, 7 0/0 en 1895.

QUATRIÈME SECTION. — *Dispenses de relégation.*

L'article 11 du décret du 26 novembre 1885 dispose qu'avant le départ des relégués le Ministre de l'Intérieur peut les dispenser de la relégation, pour cause de maladie ou d'infirmités. La dispense est provisoire ou définitive.

1° *Dispense provisoire.* — La dispense provisoire de départ est accordée par le Ministre, sur le rapport du Directeur de l'établissement où est détenu le condamné, et après avis de la commission médicale et de la commission de classement. Elle ne peut durer plus d'une année, mais elle peut être renouvelée. Le dispensé reste au dépôt, et l'année suivante il est soumis de nouveau à l'examen de la commission médicale; si son état ne s'est pas amélioré, la commission de classement propose soit une seconde dispense provisoire, soit une dispense définitive.

Les dossiers de ceux qui ont obtenu une dispense provisoire reviennent donc l'année suivante devant la commission. De ces dispensés à titre provisoire, les uns obtiennent une seconde dispense provisoire, d'autres bénéficient d'une dispense définitive, d'autres enfin sont relégués. Avant 1896, ces derniers étaient presque tous dirigés sur la Nouvelle-Calédonie, dont le climat salubre convenait mieux à leur santé anémiée.

En 1886, la proportion des relégués proposés par la commission de classement pour une dispense provisoire était de 9 pour 100 des condamnés. Ce chiffre est tombé à 3 1/2 pour 100 en 1890 et à 3 pour 100 en 1894. Cette décroissance s'explique par la raison que nous avons déjà donnée, c'est-à-dire par la disparition progressive des vieux récidivistes ; à partir de 1890, la commission ne s'est plus trouvée qu'en présence d'individus plus jeunes, restés moins longtemps dans les prisons, et par conséquent plus valides.

*2° Dispense définitive.* — La question des dispensés à titre définitif soulève une des nombreuses difficultés que présente l'exécution de la loi sur la relégation. Que faire de ces relégués qui, à raison de leurs infirmités, ne peuvent être envoyés aux colonies ? La loi du 27 mai, pas plus que le décret du 26 novembre, ne règle la situation de ces individus ; aussi grand embarras pour l'Administration pénitentiaire. D'une part, impossibilité de les transférer aux colonies, et, d'autre part, impossibilité de les conserver en prison sans com-

mettre un acte arbitraire et illégal, puisque ces individus ont subi leur peine principale et ont payé leur dette à la société. Les mettre en liberté? Mais là encore on tombe dans l'arbitraire et l'illégalité. On ne peut, en effet, assimiler la dispense définitive à la grâce, et il ne saurait appartenir au Ministre de l'Intérieur d'user de ce droit de grâce qui est une des prérogatives du Chef de l'Etat. Puis les mettre en liberté alors qu'ils sont infirmes, incapables de gagner leur vie et sans ressources, n'est-ce pas les forcer à reprendre leurs anciennes habitudes et à commettre de nouveaux délits qui les ramèneront devant les tribunaux?

Il y a là une véritable lacune dans la loi, et une situation des plus fâcheuses qu'il est urgent de faire cesser par une loi réglant enfin la condition de ces individus.

En 1887, l'administration crut pouvoir solliciter du Garde des Sceaux une mesure générale de grâce, et, le 19 septembre, 61 dispensés à titre définitif furent grâciés. Le 30 janvier 1888, un second décret accorda la même faveur à 29 dispensés.

Mais ce n'était point là un remède efficace, car ces libérés, pour la plupart, ne tardèrent pas à être traduits de nouveau devant les tribunaux. A la fin de 1888, c'est-à-dire en moins d'une année, 42 sur les 90 étaient frappés de nouvelles condamnations.

En présence d'un tel résultat, le Garde des Sceaux fit connaître qu'à l'avenir il ne consentirait plus à recou-

rir à des mesures gracieuses, et l'Administration dût conserver ces individus en prison.

La commission de classement pensa alors que le nombre de ces dispensés pourrait peut-être être diminué : « Il est possible, disait-elle, que certaines commissions médicales aient porté sur le compte des relégables des appréciations un peu pessimistes : c'est ainsi qu'un individu, sur lequel on avait constaté en octobre 1886 une bronchite chronique, et qui avait obtenu, par suite, la dispense définitive de la relégation et plus tard sa grâce, a été repris, et qu'une nouvelle commission médicale n'a plus constaté, en mai 1888, qu'un asthme léger et l'a déclaré relégable. Dans ces conditions, ajoutait-elle, il faudrait, si la dispense définitive devait entraîner la libération, qu'elle ne pût être prononcée qu'après examen d'une commission spéciale dont feraient partie des médecins de la marine connaissant plus spécialement le climat des colonies ».

A la suite de ce vœu, l'Administration constitua en 1889 à Angoulême une commission médicale spéciale, devant laquelle elle fit comparaître tous les individus proposés pour une dispense définitive ; cette commission ayant reconnu que 66 d'entre eux pouvaient être transférés aux colonies, le Ministre de l'Intérieur rejeta les propositions de dispense relatives à ces 66 individus, et, après un nouvel examen de la commission de classement, 36 furent envoyés à la Nouvelle Calé-

donie et 25 à la Guyane ; 5 seulement furent grâciés.

En 1890, on procéda de la même manière : une nouvelle commission médicale spéciale examina les individus antérieurement dispensés, et conclut à l'envoi aux colonies de 22 condamnés, qui furent dirigés sur la Nouvelle-Calédonie.

Dès lors les commissions médicales qui, à l'origine, proposaient la dispense non-seulement pour les condamnés qui ne pouvaient supporter le voyage, mais encore pour ceux qui, par suite d'infirmités, étaient inutilisables aux colonies, se montrèrent plus difficiles et n'envisagèrent plus que la question de santé, sans s'occuper de l'utilisation possible aux lieux de rélégalion. Aussi, au 31 décembre 1890, n'avaient-elles proposé que 19 dispenses définitives.

Mais quelque soit le nombre de ces dispensés, leur situation est toujours la même, et ce n'est point sans raison que, dans la séance du 18 janvier 1898 à la Chambre des Députés, M. Léveillé a critiqué les errements de l'Administration. « Parmi les condamnés il en  
« est, disait-il, de tellement détériorés et tellement mala-  
« des qu'on ne peut songer à les conduire aux colo-  
« nies. Qu'en fait-on ? On les dispense provisoirement  
« de partir ; et après la 1<sup>re</sup> dispense, une deuxième,  
« une troisième. Il est des condamnés qui vivent sous  
« le régime des dispenses provisoires depuis 7 ou 8 ans.  
« Pourquoi les garder en prison ? Ce sont des hommes  
« qu'il faudrait hospitaliser. » Vos observations sont

justes, répliquait le ministre de l'Intérieur, et M. Du-flos, Directeur de l'Administration pénitentiaire, reconnaissait lui aussi le bien-fondé de cette critique. Mais, « ajoutait-il, nous ne savons que faire de ces con-  
« damnés impotents, au nombre de 25. Nous les gar-  
« dons, il est vrai ; seulement ils bénéficient d'un régime  
« spécial et particulièrement doux. Ce qu'il faudrait,  
« ce seraient des hospices spéciaux destinés à les rece-  
« voir. Mais cela ne peut avoir lieu sur le seul effort  
« du Ministre de l'Intérieur ».

Espérons qu'après ce débat il y aura bientôt une entente contre les divers ministères intéressés, et que cette question d'humanité, en même temps de justice, recevra une solution qu'il importe de ne point différer.

CINQUIÈME SECTION. — *Libération conditionnelle.*  
*Sursis à la relégation.*

L'article 2 de la loi du 14 août 1885, sur les moyens de prévenir la récidive, s'exprime ainsi : « Tous con-  
« damnés ayant à subir une ou plusieurs peines empor-  
« tant privation de la liberté peuvent, après avoir  
« accompli trois mois d'emprisonnement si les peines  
« sont inférieures à six mois, ou dans le cas contraire  
« la moitié de leurs peines, être mis conditionnellement  
« en liberté, s'ils ont satisfait aux dispositions régle-  
« mentaires fixées en vertu de l'article 1<sup>er</sup>. Toutefois  
« s'il y a récidive légale, soit aux termes des articles

« 56 et 58 du code pénal, soit en vertu de la loi du 27  
« mai 1885, la durée de l'emprisonnement est portée à  
« six mois si les peines sont inférieures à neuf mois,  
« et au 2/3 de la peine dans le cas contraire. Au cas  
« où la peine qui aurait fait l'objet d'une décision de  
« libération conditionnelle devrait être suivie de relé-  
« gation, il pourra être sursis à l'exécution de cette  
« dernière mesure, et le condamné sera, en consé-  
« quence, laissé en France sauf droit de révocation. Le  
« droit de révocation prendra fin s'il n'en a été fait  
« usage pendant les 10 années qui auront suivi la date  
« de l'expiration de la peine principale. »

La loi est donc formelle : le sursis à la relégation ne peut être accordé que s'il y a eut tout d'abord, en cours de peine, admission au bénéfice de la libération conditionnelle. En pratique, la libération conditionnelle et le sursis à la relégation sont accordés par le même arrêté, et à l'article 1, après les mots « en conséquence, après notification et lecture à X du présent arrêté et après remise d'un permis de libération qui en relatara les dispositions, l'intéressé sera mis en liberté », on ajoute : « et il sera sursis à son envoi hors de France, sous les conditions et réserves déterminées ci-après, et sauf droit de révocation pendant les dix années qui suivront la date d'expiration de la peine principale ».

C'est là une heureuse mesure qui ne peut qu'encourager les relégables à avoir en prison une conduite satisfaisante.

Le relégué dont la conduite en prison a été excellente, qui justifie des ressources suffisantes et présente des chances sérieuses d'amendement, peut donc, en principe, obtenir le bénéfice de la libération conditionnelle, et, comme conséquence, le sursis à la relégation.

En réalité cette faveur est rarement accordée, peu de récidivistes méritent le bénéfice de la libération conditionnelle, sans laquelle le sursis à la relégation ne saurait avoir lieu ; en outre, des difficultés presque insolubles surgissent au sujet de l'application de ce sursis.

La libération conditionnelle est accordée par la commission spéciale de libération conditionnelle, soit après avis de la commission de classement, soit (ce qui arrive presque toujours) indépendamment de cet avis.

A. — Lorsque la Commission de classement trouve parmi les relégués, qui subissent leur peine principale, des individus qui semblent mériter la faveur de la libération conditionnelle, elle renvoie leurs dossiers devant la Commission chargée de l'accorder ; celle-ci l'octroie ou la refuse ; dans le premier cas, les dossiers ne reviennent plus devant la commission de classement, dans le second cas ils repassent sous ses yeux, et les individus sont relégués. Notons que l'avis de la commission de classement est rare en cette matière, car la plupart des dossiers des relégables ne lui parviennent qu'après l'expiration de la peine principale.

B. — Le plus souvent, la commission de libération

conditionnelle met les individus en liberté avant que les dossiers n'aient été soumis à la commission de classement.

Mais voici le point où apparaissent les lacunes de la loi : d'abord ne peuvent profiter de la libération conditionnelle ceux qui la méritent davantage : je veux parler des condamnés à de courtes peines. En effet, ne peuvent l'obtenir que les récidivistes qui ont fait six mois de prison ; par conséquent ceux qui sont condamnés à une peine inférieure à six mois d'emprisonnement (et beaucoup sont dans ce cas) ne sont jamais mis en liberté conditionnelle, et dès lors ne peuvent éviter la relégation. Cet effet de la loi est peu rationnel.

En second lieu, les relégables qui, tout en ayant été condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement, n'ont pas à subir une longue peine, ne profitent guère, eux aussi du sursis ; quelle que soit la diligence de l'Administration pénitentiaire, leurs dossiers ne parviennent pas toujours à la Commission avant l'expiration de la peine principale ; la peine expirée, la libération conditionnelle n'est plus applicable, et la relégation est inévitable.

Aussi le sursis se présente-t-il rarement en pratique. De 1886 à 1895, la libération conditionnelle n'a été accordée qu'à une cinquantaine de relégables. A ce chiffre il faut ajouter celui des relégables que la commission de classement a proposés elle-même, après examen des dossiers, pour l'obtention de cette faveur.

Ce chiffre est de 1 en 1886, 1 en 1887, 8 en 1888, 2 en 1889 et 2 en 1890. Depuis lors jusqu'en 1895 inclusivement elle n'a fait aucune proposition.

Ce sont là des lacunes de la loi que la Commission de classement a plusieurs fois signalées au Ministre de l'Intérieur, et il serait à désirer qu'une modification fût apportée sur ce point à la loi du 14 août 1885. Ce vice n'avait point échappé à M. Béranger qui, dans son deuxième rapport au Sénat, faisait remarquer que le texte voté par la Chambre des Députés solidarisait la peine principale et la relégation, et proposait d'apporter au projet la modification suivante : s'il s'agit d'une peine qui doit être suivie de la relégation, la libération conditionnelle peut porter ou sur la peine ou sur la relégation. C'est ce texte qui fut soumis au Sénat par la Commission, mais ce ne fut pas celui qui fut lu en séance publique, et le Sénat admit, comme la Chambre des Députés, la connexité entre la libération conditionnelle et le sursis à la relégation.

#### SIXIÈME SECTION. — *Grâce.*

Au début de l'application de la loi, la jurisprudence était indécise sur plusieurs points aujourd'hui nettement tranchés, et la Commission de classement a dû renvoyer au Garde des Sceaux, en vue de la grâce, plusieurs dossiers de relégués dont la condamnation à la relégation paraissait à tort prononcée. Ces dossiers,

au nombre de 14 en 1886, de 15 en 1887, de 9 en 1888 se sont élevés en 1889 au chiffre de 45, par suite d'un changement dans la jurisprudence de la Cour de Cassation. A l'origine, entraient dans le total des condamnations visées pour la relégation même celles qui étaient encourues à la suite d'une infraction commise avant que la condamnation précédente fût devenue définitive; mais dans son arrêt du 16 février 1889, la Cour de Cassation (Chambres réunies) décida que chacune des condamnations, en vertu desquelles la relégation était prononcée, devait être définitive lors de la perpétration des faits motivant la condamnation suivante. Allant encore plus loin, elle exige aujourd'hui non-seulement que les condamnations soient définitives, mais encore que les peines aient été subies. En 1890, le chiffre des renvois au Ministre s'est élevé à 33; depuis lors, il n'a pas cessé de diminuer, et en 1895 il est tombé à 11.

Indépendamment des renvois faits par la commission de classement, il est arrivé quelquefois que les magistrats du ministère public appelaient directement l'attention du Ministre de la Justice sur la situation des individus à l'égard desquels il y avait eu fausse application de la loi; la Chancellerie statuait alors avant que la commission de classement fût saisie.

Enfin, en dehors des propositions de grâce pour fausse application de la loi, la commission de classement a signalé, rarement il est vrai, à la bienveillance

du Ministre de la justice des relégués, dont la bonne conduite en prison, le repentir et le peu de gravité des fautes commises militaient en faveur d'une mesure gracieuse. En 1886, un seul individu s'est trouvé dans les conditions nécessaires pour être grâcié ; il avait subi 17 condamnations, mais toutes ces condamnations avaient été prononcées pour soustraction de charbon à la surface du sol, et n'indiquaient point une grande perversité. En 1887, 8 furent proposés pour la grâce ; parmi eux se trouvait un condamné qui, ayant bénéficié d'une réduction de peine par suite d'encellulement, n'avait pas 21 ans à sa libération et n'était pas reléguable. En 1891 deux individus furent grâciés en raison de leur bonne conduite, en 1894 un seul obtint sa grâce.

SIXIÈME SECTION. — *Centralisation des relégués ; embarquement.*

Quelques jours avant l'embarquement, les récidivistes condamnés à la relégation sont extraits des établissements où ils ont subi leur peine principale (Angoulême, Landerneau, Beaulieu, Rennes), et sont centralisés au dépôt de Saint-Martin-de-Ré ; de là il sont conduits, par les canonnières du port de Rochefort, à l'île d'Aix où ils sont remis, pour être embarqués, à l'Administration des Colonies.

Avant chaque départ, une commission technique

composée d'un ingénieur de la marine, d'un officier du commissariat colonial, d'un lieutenant de vaisseau et d'un mécanicien de la marine examinent le navire au point de vue de sa navigabilité. Une commission supérieure, présidée par un fonctionnaire de l'Administration des Colonies, s'assure que toutes les mesures ont été prises pour que le voyage s'effectue dans de bonnes conditions.

L'état de santé des relégables a été, au préalable, examiné par une commission médicale composée de médecins des colonies et de médecins désignés par le Ministre de l'Intérieur.

Malheureusement ces derniers sont plus nombreux que les médecins des colonies. De là un dualisme entre les deux ministères, et de là certaines critiques qui ne sont peut-être pas sans fondement. Les médecins choisis par le ministère de l'Intérieur cherchent, dit-on, à expédier au loin le plus grand nombre possible de relégués, et comme ils sont en majorité, ils sont les souverains maîtres. « On veut, déclarait M. Léveillé, débar-  
« rasser des non-valeurs les établissements pénitentiai-  
« res qui relèvent du Ministre de l'Intérieur. Mais  
« pourquoi de ces impedimenta faire un triste cadeau  
« aux Colonies ? Ces étranges voyageurs sont hospita-  
« lisés à Cayenne jusqu'à la fin de leurs jours, et coûtent 3 fr. 50 par tête et par jour. C'est grever le bud-  
« get de la transportation. Ne vaudrait-il pas mieux les  
« garder en France, ce serait tout profit pour nos

« finances » (1). Là encore une réforme serait désirable.

Le service du transport des relégués qui, de 1888 à 1890, avait été assuré, partie par des bâtiments de l'Etat, partie par des steamers affrétés, est depuis 1891 complètement effectué par deux steamers de la Compagnie de navigation à vapeur de Nantes, la *Ville de Saint-Nazaire* et la *Calédonie*. Ces deux navires ont été spécialement aménagés pour recevoir des condamnés, au nombre de 300 au minimum pour la *Ville de Saint-Nazaire*, et de 500 au minimum pour la *Calédonie*.

Une vingtaine de surveillants militaires suffit avec le personnel du bâtiment pour assurer la garde des condamnés à bord de la *Ville de Saint-Nazaire* et une trentaine à bord de la *Calédonie*.

Sur chaque navire est embarqué un médecin des colonies qui assure le service médical ; sur la *Calédonie*, un deuxième médecin lui est adjoint, en raison du nombre des condamnés.

Le prix de transport, pour chaque condamné, est de 275 francs pour la Guyane et de 475 francs pour la Nouvelle-Calédonie.

La durée moyenne de la traversée est de 15 jours pour la Guyane et de 65 jours pour la Nouvelle-Calédonie. Le premier convoi eût lieu le 18 novembre 1886. Ce jour là, la *Ville de Saint-Nazaire* quittait l'île d'Aix,

1. Chambre des députés, séance du 18 janvier 1898.

à destination de la Nouvelle-Calédonie, ayant à bord 37 hommes d'équipage, 27 passagers, 41 surveillants, 300 récidivistes et 21 femmes autorisées à aller contracter mariage avec des transportés ; la durée du voyage fut de 68 jours. Le premier convoi à destination de la Guyane n'eût lieu que le 31 mai 1887, par la *Ville de Saint-Nazaire* ; la traversée fut de 16 jours. La fièvre jaune, qui, après avoir sévi dans les derniers mois de 1885 aux îles du Salut, avait en 1886 gagné les établissements pénitentiaires de Saint-Laurent, n'avait point permis, avant cette époque, de diriger les relégués sur cette colonie.

Au moment de l'embarquement, il est remis à chaque relégué un trousseau dont le prix s'élève à 45 francs environ et qui contient les objets suivants : un chapeau de feutre mou ; 3 chemises de coton ; 1 chemise de laine ; 1 vareuse de toile ; 1 vareuse de molleton ; 1 pantalon de toile ; un pantalon de molleton ; 2 paires de souliers de cuir ; 2 paires de bas de laine ; une couverture de laine ; une brosse à laver ; un peigne ; un couvert ; un sac en toile.

Le trousseau des femmes reléguées est plus complet ; sa valeur est d'environ 120 francs ; il est renfermé dans une petite caisse contenant : 2 chemises de toile et coton ; 4 fichus ; 3 mouchoirs de poche ; 4 cornettes ; 2 tabliers de toile ; 4 essuie-mains ; 2 robes ; 2 jupons ; 2 corsets ; 3 paires de bas de coton ; 2 paires de chaus-

sures; 1 paire de sabots; 4 paires de chaussons; 1 couverture de laine.

Il est en outre permis aux relégués collectifs d'emporter avec eux les outils nécessaires à leur profession. Quant aux relégués individuels, ils peuvent conserver avec eux leurs outils, vêtements, linge etc. Appelés, en effet, à se suffire à eux-mêmes par le travail dans le lieu de leur internement, ils ne sauraient être privés de tous ces objets indispensables pour assurer leur existence.

Le Ministre des Colonies fournit tous les 6 mois au Ministre de l'Intérieur, pour chacune des colonies françaises, des renseignements et documents permettant d'établir les offres et les besoins de travail qui se produisent, ainsi que le nombre et les catégories de relégables qui peuvent trouver emploi dans les services, ateliers, chantiers publics ou particuliers (article 26 décret du 26 novembre 1885). C'est en effet le Ministre de l'Intérieur qui statue sur le classement et la destination des relégués.

## QUATRIEME PARTIE

### Le Relégué aux Colonies.

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### RELÉGATION COLLECTIVE.

##### PREMIÈRE SECTION. — *Arrivée. Dépôts. Commission de classement locale.*

Après leur embarquement et jusqu'à leur arrivée aux lieux de relégation, les relégables sont maintenus en état de dépôt ; ils sont en outre soumis aux conditions d'ordre et de surveillance, et aux règles de discipline déterminées par le Ministre des Colonies (article 27 du décret du 26 nov. 1885).

A leur débarquement, ils sont placés dans les dépôts d'arrivée et de préparation prévus par l'article 31 dudit décret, et destinés à former les condamnés, soit à la culture, soit à l'exercice d'un métier ou d'une profession.

Ces dépôts ont été organisés par le décret du 5 septembre 1887 ; ils comprennent :

- 1° Le quartier des relégués ;
- 2° L'hôpital ;
- 3° La prison et les locaux disciplinaires ;
- 4° Les magasins ;
- 5° L'école.

A l'arrivée d'un convoi de relégués, il est procédé à la revue de tout le personnel par le chef du dépôt et par le médecin. Les relégués sont ensuite immatriculés par ordre alphabétique, sur les contrôles du dépôt. A cet effet chaque condamné est accompagné de l'extrait authentique du jugement qui a prononcé la relégation et d'une notice individuelle indiquant :

- 1° Son état civil ;
- 2° Son signalement ;
- 3° Sa situation de famille ;
- 4° Le relevé des condamnations par lui encourues ;
- 5° Sa conduite dans les différents établissements pénitentiaires où il a subi ses condamnations ;
- 6° Les avis de la commission médicale, du Préfet, du Parquet et du Directeur de la circonscription pénitentiaire ;
- 7° L'avis de la commission de classement ;
- 8° Les décisions du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Colonies.

Au moment du débarquement, il est procédé à un premier classement des relégués d'après leur profes-

sion et leur utilisation possible dans les différents ateliers ou chantiers de la colonie. Ce premier classement, qui n'est que provisoire, est effectué par une commission composée d'hommes techniques. Les dépenses de logement, d'habillement, de nourriture et d'hospitalisation sont à la charge de l'Etat.

Des arrêtés locaux assurent l'exécution des mesures d'ordre concernant les condamnés, la salubrité et la distribution des vivres et de l'habillement.

*Commission de classement aux colonies.*—Conformément aux dispositions de l'article 8 du décret de 1885, il est institué dans chaque colonie pénale une commission de classement des condamnés dont la peine a été subie dans la colonie. Nommée par le Gouverneur, elle se compose d'un magistrat, président, et de deux membres chargés de représenter, l'un la direction de l'Intérieur, l'autre le Service pénitentiaire. Un commis rédacteur ou un commis de l'Administration pénitentiaire remplit les fonctions de secrétaire; il n'a ni voix délibérante ni voix consultative; il est chargé seulement de la rédaction des procès-verbaux et de la conservation des archives.

Cette commission se réunit, soit sur la convocation du Gouverneur, soit sur celle de son président, et délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises, notamment sur le classement des relégables et sur les demandes d'admission des relégués collectifs à la relégation individuelle. Le président transmet ensuite le

procès-verbal de la séance au Gouverneur, qui statue provisoirement sous réserve de la décision définitive du Ministre des colonies (arrêté du 6 mai 1887).

DEUXIÈME SECTION. — *Organisation du travail.*  
*Engagements. Salaires. Pécules.*

Le principe de l'obligation du travail est inscrit dans l'article 1 de la loi du 27 mai 1885 et dans les articles 3 et 35 du décret du 26 novembre 1885. « Les relégués employés dans un des établissements affectés à la relégation collective sont, dit ce dernier article, rémunérés en raison de leur travail, sous réserve d'une retenue à opérer pour la dépense occasionnée par chacun d'eux, notamment pour les frais d'entretien ». Il importait en effet, en dehors de toute idée d'amendement, que l'Etat pût exiger des relégués une somme suffisante de travail pour compenser, en partie tout au moins, les dépenses que lui occasionnait la relégation.

Mais, le principe posé, restait à en faire l'application. Il ne fallait pas que les récidivistes nourris, vêtus et logés par l'Etat, pussent considérer la colonie pénitentiaire comme un lieu de refuge, où il leur serait permis de vivre dans une complète oisiveté ; il s'agissait, d'autre part, d'employer dans les meilleures conditions possibles ces hommes usés par le vice et la misère, anémiés par un séjour prolongé dans les prisons, et qui, en général, n'avaient pas de professions

ou n'avaient que des métiers inutilisables aux colonies. De là de sérieuses difficultés pour l'organisation et la rémunération du travail de ces condamnés ; de là de longs tâtonnements. Aussi divers arrêtés pris à l'origine par les Gouverneurs de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie ont-ils dû être modifiés, conformément aux observations de la Commission permanente du régime pénitentiaire et aux instructions du Ministre des Colonies.

Le régime aujourd'hui suivi est réglé par l'arrêté du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie en date du 16 avril 1889, et par l'arrêté du Gouverneur de la Guyane, en date du 22 mai 1891. Ces deux arrêtés sont, du reste, à peu près semblables, et ne diffèrent que sur quelques points de détail.

Les relégués collectifs sont soumis à l'obligation du travail pendant tout le cours de l'année, sauf les dimanches et les jours fériés. La durée de la journée de travail dans les chantiers, ateliers et exploitations des services publics ou particuliers est fixée, suivant les localités, les saisons et les besoins du service, par des décisions spéciales.

Les relégués employés dans les chantiers, ateliers et exploitations des services publics ou particuliers sont répartis en 3 catégories ;

1° Ouvriers d'art ou de profession, comprenant 3 classes ;

2° Apprentis, formant une classe unique ;

3° Manœuvres, comprenant également une classe unique.

Leur travail est rétribué par des salaires et peut être récompensé par des gratifications.

A leur arrivée au dépôt, au détachement ou sur l'établissement de travail, les relégués sont soumis à des essais à la suite desquels ils sont placés à la dernière classe des ouvriers, ou rangés parmi les apprentis ou les manœuvres.

Plus tard, les ouvriers de la 3<sup>e</sup> classe sont recrutés exclusivement parmi les apprentis ayant fourni un stage de 6 mois.

Le classement des ouvriers d'art et des apprentis est arrêté tous les 3 ou 6 mois par le Directeur de l'Administration pénitentiaire sur la demande du « service employeur », l'avis d'une commission d'examen et la proposition du chef de l'établissement.

Le déclassement des apprentis pour défaut d'aptitudes est opéré dans les mêmes formes, et entraîne le renvoi à la classe des manœuvres.

Peuvent seuls être considérés et rétribués comme ouvriers d'art et comme apprentis, les relégués reconnus aptes à l'exercice ou à l'apprentissage de l'une des professions comprises dans l'énumération limitative suivante :

|                        |                       |
|------------------------|-----------------------|
| Ajusteur               | Matelassier           |
| Boucher                | Mécanicien            |
| Boulangier             | Menuisier             |
| Bourrelier             | Peintre               |
| Briquetier             | Plongeur scaphandrier |
| Calfat                 | Sabotier              |
| Charpentier            | Scieur à la mécanique |
| Charron                | Scieur de long        |
| Chaudronnier           | Sellier               |
| Cordonnier             | Serrurier             |
| Couvreur               | Tailleur de pierres   |
| Ebéniste               | Tailleur d'habit      |
| Ferblantier            | Tanneur               |
| Fondeur                | Tapissier             |
| Forgeron               | Tonnelier             |
| Graveur                | Tourneur              |
| Horloger               | Treillageur           |
| Infirmier panseur      | Tuilier               |
| Jardinier pépiniériste | Vannier               |
| Maçon                  | Voilier               |
| Maréchal-ferrant       |                       |

Un arrêté du 8 août 1893 décide que la profession de mineur sera ajoutée à cette énumération.

Tous les autres travailleurs, exerçant d'autres métiers ou professions ou se livrant à des travaux manuels quelconques, sont compris dans la dénomination commune de manœuvres.

Les relégués ouvriers d'art et apprentis peuvent toutefois être employés comme manœuvres si, pour une

raison quelconque, l'Administration ne trouve plus à utiliser leur profession ; mais leur emploi comme manœuvres ne leur fait pas perdre pour l'avenir leur qualité d'ouvriers d'art ; il n'a pour effet que de ramener momentanément leur rétribution au taux fixé pour les manœuvres.

Tous les 6 mois les relégués peuvent obtenir un avancement de classe en raison de leur assiduité et de leur habileté au travail. Cet avancement est accordé par le Directeur de l'Administration pénitentiaire sur la demande du « service employeur » et la proposition du chef de l'établissement. La rétrogradation ou le renvoi à la classe des manœuvres est prononcée dans les mêmes conditions.

*Engagements de travail.* — Aux termes de l'article 36 du décret de 1885, les relégués placés sur un établissement de relégation collective peuvent être autorisés à contracter des engagements de travail et de services en dehors de ces établissements, sans toutefois que cette autorisation entraîne pour eux l'admission au bénéfice de la relégation individuelle. Ce droit est subordonné à la bonne conduite du relégué, et il est limité par l'obligation qu'il a de se conformer aux mesures d'ordre et de surveillance déterminées par les règlements coloniaux.

L'engagement a le double avantage de tendre à la régénération plus rapide du condamné et de dégrevier en même temps le budget de l'Etat. Aussi les Gouver-

neurs sont-ils invités à favoriser le placement, chez les fonctionnaires et chez les colons, des récidivistes dont la bonne conduite permet d'espérer le relèvement.

D'après l'article 18 de la loi de 1885, les conditions des engagements de travail à exiger des relégués devaient être déterminées par des règlements d'administration publique. Mais le décret du 26 novembre 1885, dans son article 36, n'a fait que poser le principe ; et en attendant un nouveau décret, l'Administration des colonies s'est vue obligée d'approuver, à titre provisoire, les arrêtés pris par les Gouverneurs et les traités passés par eux avec les concessionnaires de la main-d'œuvre.

Les arrêtés qui règlent les engagements de travail sont notamment un arrêté du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie du 11 septembre 1889, (arrêté qui a été modifié et complété, sur des questions de détail, par des arrêtés postérieurs), et un arrêté du Gouverneur de la Guyane du 20 février 1890.

Tout d'abord, la personne qui veut employer des relégués doit en obtenir l'autorisation. Elle doit s'obliger en même temps à offrir des engagements de travail aux ouvriers libres ou libérés, en plus des ouvriers actuellement occupés, dans la proportion d'un ouvrier libre ou libéré pour deux relégués.

Les autorisations d'engagement sont accordées et les

conditions des engagements à la tâche réglées par le Gouverneur en conseil privé.

Toute personne à qui il est accordé un ou plusieurs relégués collectifs comme engagés doit verser préalablement à titre de cautionnement à la Caisse d'épargne pénitentiaire une somme de 25 francs par engagé, ou présenter une caution solvable et admise par le Gouverneur. Ce versement est inscrit sous la rubrique « caution des relégués collectifs engagés ». (Arrêté du 10 novembre 1892, modifié par l'arrêté du 26 septembre 1895).

Les engagements sont consentis pour un an au minimum et peuvent être renouvelés ; mais en aucun cas ils ne peuvent être cédés par l'engagiste. Ils sont contractés soit moyennant un salaire journalier fixe, soit à la tâche. Le salaire journalier comprend, outre la nourriture, le versement entre les mains de l'administration d'une somme de 0 fr. 30 centimes par jour, représentant la redevance à l'Etat, et une somme déterminée. La nourriture comporte 1 kilogramme de pain, 500 grammes de viande et 50 centilitres de vin. L'engagiste doit également fournir au relégué toutes facilités pour se construire une case en paillote ou en écorce. En aucun cas les relégués engagés ne peuvent être placés sur les mêmes chantiers que des condamnés ; ils ne doivent avoir avec eux aucune occasion de contact.

L'engagiste est tenu au paiement des frais d'hospita-

lisation des relégués mis à sa disposition, calculés à raison de 2 francs par jour, et pour une période qui ne peut excéder 30 jours par an.

Les frais de voyage des relégués du dépôt de la relégation aux chantiers de l'engagiste et le retour à l'expiration de l'engagement sont aussi à sa charge. Mais si celui-ci a des raisons sérieuses de se plaindre de l'engagé, il peut le remettre à la disposition de l'Administration, et dans ce cas le voyage de retour est supporté par l'engagé sur son pécule. Il en est de même si l'engagé demande de lui-même à être réintégré aux établissements de la relégation collective.

Deux fois par an au moins, et chaque fois qu'il en est requis, l'engagiste doit envoyer au visa de l'Administration les livrets des engagés ; et si le relégué vient à s'absenter, il est tenu de signaler immédiatement son absence.

Le relégué engagé ne peut changer d'engagiste sans l'assentiment de l'Administration. Lorsqu'un engagé quitte son engagiste, il doit se rendre immédiatement au Bureau de la relégation, muni d'un certificat de son employeur faisant connaître le motif de la cessation de l'engagement. En ne se conformant pas à ces instructions, le relégué s'expose à la réintégration et à une sévère punition disciplinaire (Circulaire du 2 mars 1893).

Par le fait même de l'engagement, l'engagiste reconnaît accepter toutes les conditions imposées par l'Administration. En cas d'inobservation des dites condi-

tions, les engagements sont résiliés de plein droit, et l'Administration reprend les relégués. Toutes difficultés entre l'Administration et l'engagiste sont jugés définitivement par le Gouverneur en conseil privé.

Le recouvrement des salaires et de la part de l'Etat pour les relégués engagés a lieu conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 10 septembre 1892 relatif au recouvrement par le Caissier de l'Administration pénitentiaire des redevances dues par les engagistes pour les transportés assignés (arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1893).

A l'expiration de l'engagement, le remboursement du cautionnement a lieu par le Caissier, sur la remise du récépissé d'un certificat délivré par le Directeur de l'Administration pénitentiaire constatant que l'engagiste a satisfait à toutes les obligations qui lui étaient imposées (arrêté du 10 novembre 1892).

*Salaires.* — Le décret de 1885 prescrit dans son article 35 « que les relégués employés dans un des établissements affectés à la relégation collective seraient « rémunérés en raison de leur travail, sous réserve « d'une retenue à opérer pour la dépense occasionnée « par chacun d'eux, notamment pour les frais d'entretien ; retenue qui ne pourrait toutefois excéder le « tiers du produit de la rémunération ».

En exécution de ce décret, l'article 2 de l'arrêté du 16 avril 1889 (Nouvelle-Calédonie) déclare que le travail des relégués employés dans les chantiers, ateliers

et exploitations sera rétribué par des salaires et pourra être récompensé par des gratifications. Un arrêté du Gouverneur de la Guyane du 22 mai 1891 reproduit les mêmes dispositions.

Les gratifications sont allouées par le chef de l'établissement sur la proposition du chef du service employeur, soit pour des travaux extraordinaires exécutés en dehors des heures réglementaires de travail ou occasionnant un surcroît de fatigue exceptionnel, soit lorsque le relégué a fait preuve d'un zèle particulier et soutenu.

Les gratifications en nature consistent en pain, vin ou tabac, distribués dans des proportions déterminées ; elles peuvent être converties en argent, dont le montant est versé au pécule disponible du relégué. Le maximum des gratifications à accorder par semaine est fixé à 12.

Les salaires ne sont alloués qu'aux relégués présents sur les chantiers ou dans les ateliers, et d'après le temps effectivement employé au travail ; ils sont décomptés par journées, par demi-journées et par heures, et ils sont liquidés mensuellement.

A la Nouvelle-Calédonie la quotité journalière des salaires est fixée suivant la catégorie à laquelle appartient le condamné et conformément au tarif suivant(1) :

1. Ce tarif a été modifié en 1896. Voir à la fin de la thèse le chapitre « observations. »

|                                      | Quotité<br>du salaire de l'Etat | Part<br>disponible | Pécule<br>réservé | Pécule |
|--------------------------------------|---------------------------------|--------------------|-------------------|--------|
|                                      | —                               | —                  | —                 | —      |
| Ouvriers 1 <sup>re</sup> classe..... | 1.20                            | 0.20               | 0.50              | 0.50   |
| » 2 <sup>e</sup> classe.....         | 1                               | 0.20               | 0.40              | 0.40   |
| » 3 <sup>e</sup> classe.....         | 0.80                            | 0.20               | 0.30              | 0.30   |
| Apprentis.....                       | 0.60                            | 0.10               | 0.25              | 0.25   |
| Manceuvres (hom. et fem.).           | 0.50                            | 0.10               | 0.20              | 0.20   |

A la Guyane ce tarif est à peu près le même ; il est de 1 fr. 50 pour les ouvriers de la 1<sup>re</sup> classe, et de 0 fr. 90 pour ceux de la 3<sup>e</sup> classe (article 13 du décret du 22 mai 1891).

*Pécules.* — Si les relégués doivent être rémunérés de leur travail, à quel emploi doivent être affectés leurs salaires ? On ne saurait leur permettre de dissiper ces sommes selon leur bon plaisir. Devant le silence gardé par le décret de 1885, et prenant comme exemple ce qui a lieu dans les prisons de la métropole, le sous-secrétaire d'Etat aux colonies a donné le 20 novembre 1886 aux Gouverneurs des colonies les instructions suivantes : « Il faut que les relégués sachent bien que  
« si l'Administration leur donne les vivres, l'hospitali-  
« sation, l'habillement et le couchage, ils doivent en  
« échange une somme de travail suffisante pour com-  
« penser, en partie du moins, les dépenses que l'Etat  
« s'impose. Pour que ce principe soit appliqué, il faut  
« que les salaires qui sont accordés aux relégués soient  
« divisés en trois parts ; l'une destinée au pécule

« réservé, l'autre au pécule disponible, la troisième  
« au Trésor. »

A la suite de ces instructions, le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie prescrivit, dans un arrêté du 18 mars 1887, que les salaires des relégués seraient divisés en 3 parts ; que la part revenant à l'Etat serait invariablement fixée à 0 fr. 30 centimes, celle versée au pécule réservé à 0 fr. 20 centimes ; quant à la part attribuée au pécule disponible, elle comprendrait le reste du salaire et serait intégralement payée au relégué.

Le Gouverneur de la Guyanne prenait également, le 9 juin 1887, un arrêté divisant les salaires en 3 parts, mais établissant une autre répartition : le pécule disponible était composé des envois de fonds faits par les familles, des valeurs déposées par le relégué ou par des tiers, et du montant de ses salaires non payés. Le pécule réservé était formé du tiers de toutes les sommes au-dessus de 2 francs acquises par le récidiviste pour salaires et gratifications. La part afférente à l'Etat, prélevée avant toute autre retenue, était fixée au tiers du produit du travail.

Ces prescriptions ne reçurent pas l'approbation du Ministre, et des instructions nouvelles furent envoyées aux Gouverneurs qui prirent de nouveaux arrêtés (16 avril 1889 Nouvelle-Calédonie, 22 mai 1891 Guyane). Le premier de ces arrêtés fut plus tard modifié sur certains points à la suite des observations qui furent

faites par la commission permanente du régime pénitentiaire aux Colonies (séance du 10 juin 1890).

Ces nouveaux arrêtés, à peu près semblables, proclament toujours la division des salaires des relégués en 3 parts : 1° part de l'Etat, 2° pécule disponible, 3° pécule réservé.

1° *Part de l'Etat*. — Cette part, fixée à l'origine à 0fr.10 centimes, est aujourd'hui de 20 centimes pour les ouvriers d'art et de 10 centimes pour les apprentis et les manœuvres.

2° *Pécule disponible*. — Ce pécule est destiné à être employé par le condamné à améliorer sa ration en la complétant par des denrées et des liquides que délivre l'Administration. Il sert également à l'achat à la cantine de menus objets dont la nomenclature et la valeur sont arrêtées par une commission désignée par le Directeur de l'administration pénitentiaire. Le montant de ces achats est retenu sur ce pécule.

Ce pécule disponible se compose de la moitié du salaire, déduction faite de la part afférant à l'Etat ; il comprend en outre la moitié des sommes provenant d'envois ou de remises de fonds, de pensions et autres revenus. Mais la part que peut journellement toucher le relégué ne peut dépasser 50 centimes à la Guyane et 20 centimes à la Nouvelle-Calédonie. Une autre différence existe encore entre les deux colonies : à la Guyane, les masses reçues de la métropole tombent pour moitié dans le pécule disponible et pour moitié dans le pécule

réservé ; à la Nouvelle-Calédonie, elles tombent en entier dans ce dernier pécule, sauf en ce qui concerne les relégués admis dans une section mobile : le Gouverneur, considérant qu'il y avait lieu de leur accorder une faveur, a décidé que la moitié des masses reçues par eux serait versée à leur pécule disponible, sans cependant qu'ils puissent disposer de plus de 30 centimes par jour.

Les relégués sont tenus au courant de leur situation pécuniaire ; à cet effet, chaque mois le chef de dépôt ou de détachement donne au condamné communication de son livret, qui indique le montant auquel s'élève le pécule disponible ; cette mesure a le double avantage de renseigner le relégué et de rendre régulière la tenue des livrets. A l'origine, le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie avait prescrit l'affichage mensuel dans les cases d'un extrait de l'état général des salaires. Cet extrait présentait la situation du pécule disponible, et indiquait le montant des diverses dépenses effectuées par les relégués dans chaque camp. Mais comme cette mesure entraînait un trop grand travail d'écritures, elle fut modifiée après la séance du 10 juin 1890 de la Commission du régime pénitentiaire aux colonies.

Le pécule disponible des relégués décédés, évadés ou disparus depuis plus de 6 mois, ainsi que le pécule de ceux qui quittent la relégation collective, est porté au pécule réservé.

3° *Pécule réservé.* — Ce pécule est destiné à former une masse de prévoyance pour le jour où le récidiviste obtiendra le bénéfice de la relégation individuelle ou une concession, ou pour le jour où il sera relevé de la relégation.

Il comprend tout ce qui, en-dehors de la part afférente à l'Etat, ne tombe pas dans le pécule disponible ; Il se compose, en outre, de toutes les valeurs saisies en la possession du relégué ; il comprend enfin les versements volontaires que le relégué est autorisé à effectuer au moyen de retenues sur les salaires.

Sur ce pécule s'imputent certaines dépenses. En premier lieu, si le relégué détruit ou détériore volontairement une pièce d'outillage ou de matériel, un effet d'habillement ou de couchage, l'Administration le remplace en prélevant sa valeur sur le pécule réservé. En second lieu si le condamné ne veut pas travailler, il est constitué en débet envers l'Etat d'une somme journalière de 28 centimes, laquelle est imputée sur le pécule réservé, après approbation du Directeur de l'Administration pénitentiaire. C'est encore sur le pécule réservé que sont prélevés les frais de la condamnation qui a entraîné la relégation ; ces frais doivent nécessairement et intégralement être acquittés par le relégué qui désire obtenir le relèvement de la relégation (décret du 9 juillet 1892). La retenue des salaires prévue par l'article 3 du décret du 22 août 1887, est également imputée sur le pécule réservé. Enfin, en cas de sup-

pression de salaire par mesure disciplinaire, le montant du pécule réservé est versé au Trésor pendant toute la période de suppression.

*Concessions.* — D'après l'article 18 de la loi du 27 mai 1885, des règlements d'administration publique détermineront les conditions auxquelles des concessions de terrain, provisoires ou définitives, pourront être accordées aux relégués. Mais le décret de 1885 (article 36), tout en consacrant ce principe, et tout en déclarant que les relégués pourront être admis à bénéficier de concessions de terrains à raison de leur conduite et de leurs aptitudes, n'a point réglé les conditions dans lesquelles ces concessions pourraient être accordées.

Depuis lors, aucun autre décret n'est intervenu. Il semble toutefois que cette faveur n'est ou ne doit être accordée qu'aux relégués qui se sont fait remarquer par une bonne conduite et par un travail assidu; et encore faut-il que ces condamnés aient été, au préalable, admis au bénéfice de la relégation individuelle.

En 1894, le gouverneur de la Guyane avait transmis au ministre des colonies un projet de règlement des concessions. Mais l'Administration a pensé qu'il convenait d'attendre la promulgation prochaine du décret modifiant le décret du 11 août 1878, relatif au régime des concessions accordées aux condamnés aux travaux forcés, afin d'examiner s'il n'y aurait pas lieu d'éten-

dre aux relégués les dispositions générales de cet acte (dépêche du 4 février 1895).

TROISIÈME SECTION. — *Habillement. Logement. Vivres.*

Les relégués emportent, à leur départ de France, un trousseau qui doit leur servir pendant le voyage et dans la colonie ; mais ce trousseau, ne pouvant suffire aux besoins de la vie coloniale, doit nécessairement être complété. En l'absence d'un décret réglant sa composition, les Gouverneurs durent prendre des mesures à ce sujet.

A l'origine, le Gouverneur de la Guyane avait assimilé au point de vue de l'habillement et du couchage le relégué au condamné aux travaux forcés, et lui avait appliqué le règlement du 3 novembre 1884 (arrêté du 9 février 1887).

Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie avait au contraire réglé complètement cette question. Son arrêté ayant été approuvé par le Sous-Secrétaire d'Etat, puis transmis au Gouverneur de la Guyane avec prière de voir s'il n'y aurait pas intérêt à en étendre l'application aux relégués de la Guyane, ce Gouverneur prit alors un nouvel arrêté (25 mars 1889) dans lequel il adoptait la réglementation prescrite en Nouvelle-Calédonie, de telle sorte qu'aujourd'hui les mêmes mesures sont appliquées dans les deux colonies.

A son arrivée dans la colonie, le relégué conserve son trousseau, à l'exception des objets de laine qui sont

renvoyés dans la métropole ; on y ajoute les effets suivants : une paire de brodequins (si la nécessité en est reconnue par le service médical) ; une brosse à laver ; un chapeau de paille ; 2 chemises ; 3 pantalons ; un sac en toile ; une paire de sabots ; une paire de souliers ; 3 vareuses et un peigne. Il reçoit en outre, comme effet de couchage : un hamac et ses accessoires ; une couverture de hamac en laine ; un matelas et 2 rabans ; et, comme ustensiles destinés aux repas, une assiette en fer, un couteau à lame fixe, une cuiller en fer, une fourchette et une timballe. Tous ces effets sont marqués, avant d'être remis au condamné, du chiffre du trimestre et de l'année de leur délivrance ; mention en est faite sur le livret du relégué.

Chaque mois les relégués reçoivent 250 grammes de savon pour le lavage de leurs effets.

Ajoutons que tout relégué peut s'acheter, sur son pécule disponible, certains effets hygiéniques, tels que gilets, ceintures de flanelle, etc.

Les matières premières sont achetées en France sur la demande de la colonie ; elles sont ensuite déposées dans le magasin central de l'habillement. A la fin de chaque semaine, les objets confectionnés sont remis au garde-magasin de l'habillement, et classés par catégories et par tailles après examen de la commission de recettes et apposition de la marque de la relégation.

Dans chaque camp ou dépôt on dresse trimestriellement les bons des effets de linge et chaussures néces-

saires aux relégués. A chaque objet est attribuée une durée minimum de service, qui varie selon sa nature. Le remplacement avant l'accomplissement du terme, lorsqu'il est attribuable à la faute du condamné, entraîne l'imputation sur le pécule de la valeur des objets remplacés. L'Etat supporte seul la dépense des effets perdus ou disparus par cas de force majeure dûment constaté.

Lorsque les relégués exercent une profession qui occasionne l'usure rapide des effets mis à leur disposition, ils touchent certains objets supplémentaires ; les charretiers notamment obtiennent par an une seconde paire de souliers ; les hommes employés aux exploitations forestières reçoivent tous les six mois, et en plus des allocations fixées par le règlement, un pantalon, de molleton ; à d'autres enfin (briquetiers, cuisiniers, forgerons, maçons, chauffeurs, maréchaux-ferrants etc.), est délivré, chaque fois que le besoin s'en fait sentir et après approbation du chef de camp, un pantalon de toile bleue.

Les relégués qui quittent le dépôt par suite de leur admission à la relégation individuelle peuvent emporter leur sac, leur hamac et leur couverture en remboursant la valeur calculée d'après le temps restant à courir jusqu'au déclassement de ces objets.

Les relégués collectifs engagés ne reçoivent plus d'objets d'habillement à partir du moment où ils sont mis à la disposition de leur engagiste ; ils sont toute-

fois laissés en possession des effets d'habillement, de linge et des chaussures dont ils sont détenteurs au moment de l'engagement. Les objets de couchage leur sont seuls retirés et versés aux magasins.

Les relégués qui obtiennent une concession sont traités comme les relégués engagés. S'ils viennent plus tard à être réintégrés dans les dépôts de la relégation, on leur rend les effets de couchage qui leur avaient été retirés.

Lorsqu'un condamné est mis en cellule, on lui reprend ses effets d'habillement, et on lui en donne d'autres ; les anciens ne lui sont rendus qu'à sa sortie.

Un arrêté du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, en date du 10 décembre 1891, prescrit de ne plus délivrer de souliers aux relégués occupant des postes sédentaires, tels que les ouvriers des vivres, ateliers, habillement, manutentions, les hospitalisés, les impotents, etc. ; ils reçoivent des espadrilles dont la durée est fixée à 2 mois.

*Femmes reléguées.* — Les femmes reçoivent aux colonies un trousseau plus complet que celui des hommes ; il comprend : 2 chemises ; 4 fichus ; 1 chapeau de paille ; 2 mouchoirs de poche ; 2 tabliers ; 4 essuie-mains ; 2 robes ; 2 jupons ; un corset ; 2 paires de bas ; une paire de souliers ; une paire de sabots ; une paire de chaussons ; 3 peignes ; une malle. Elles touchent comme effets de couchage : une couchette en fer ; un matelas ; une paillasse ; un traversin ; 2 draps

et une couverture de laine. Et comme ustensiles pour les repas : une fourchette, une cuiller, une assiette en fer, un couteau et une timballe. On leur alloue aussi une quantité plus grande de savon, 350 grammes, au lieu de 250 attribués aux hommes.

Enfin, les femmes qui se marient reçoivent en outre certains effets, tels que robes, bas, mouchoirs, draps traversin etc., objets qui ne sont pas renouvelés.

*Vivres.* — Dans sa dépêche du 20 mars 1886, le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies s'exprimait ainsi :  
« Pour que le relégué soit amené à reconnaître que  
« c'est par le travail seul qu'il pourra améliorer sa si-  
« tuation, il importe que la ration qui lui sera délivrée  
« à titre gratuit ne comprenne que les denrées recon-  
« nues strictement indispensables pour assurer son ali-  
« mentation. Le vin, le café, le tafia et le sucre en se-  
« ront nécessairement exclus. De telle sorte que s'il  
« veut se procurer des suppléments de nourriture au  
« au moyen de son pécule disponible, il devra au préa-  
« lable gagner par son travail les salaires destinés à  
« constituer ce pécule. ».

En vertu de ces instructions, et pour forcer le relégué au travail, sa ration a été réduite au strict nécessaire ; elle ne comprend ni vin, ni tafia, ni café, ni sucre, denrées que toutefois le relégué peut se procurer avec des bons de cantine. C'est là une excellente mesure heureusement complétée par le décret du 30 août 1889, qui, réglementant l'ouverture des cafés, cabarets, dé-

bits de boissons et hôtels dans les colonies pénitenciaires, accorde à l'Administration un droit de surveillance, et lui permet d'empêcher les relégués de se livrer au trafic des bons de cantine.

La ration du relégué n'est pas la même en Guyane et en Nouvelle-Calédonie. Cela tient à diverses raisons et notamment à celle-ci : certaines denrées, qu'on peut aisément se procurer dans cette dernière colonie, sont très rares dans l'autre. Ainsi à la Nouvelle-Calédonie, grâce aux troupeaux qui vivent dans l'île et à ceux qui sont importés d'Australie, l'Administration peut presque chaque jour donner de la viande aux relégués, tandis qu'à la Guyane, où l'élevage des troupeaux n'existe pas, cette distribution ne peut être aussi fréquente.

*Nouvelle Calédonie.* — La ration du relégué était ainsi réglée à l'origine par un arrêté du Gouverneur en date du 22 avril 1887 :

|                                                  |           |                  |   |
|--------------------------------------------------|-----------|------------------|---|
| Pain de 2 <sup>e</sup> qualité (tous les jours). | . . .     | 0 k. 750 grammes |   |
| Vinaigre (5 fois par semaine).                   | . . . . . | 0 l. 020         | — |
| Viande fraîche (14 fois en 15 jours).            | . . .     | 0 k. 250         | — |
| Conserves (1 fois en 15 jours).                  | . . . . . | 0 k. 200         | — |
| Riz (2 fois par semaine).                        | . . . . . | 0 k. 060         | — |
| Haricots (5 fois par semaine).                   | . . . . . | 0 k. 100         | — |
| Sel (tous les jours).                            | . . . . . | 0 k. 014         | — |
| Huile (id)                                       | . . . . . | 0 k. 004         | — |

Le prix de cette ration est évalué à 0 fr. 47 centimes par jour.

En 1889, les 200 grammes de viande de conserve, délivrés deux jours par mois l'année précédente, sont supprimés ; les haricots sont délivrés 4 fois par semaine au lieu de 5, le riz 3 fois par semaine au lieu de 2.

En 1890, les relégués de la section mobile reçoivent, en sus des distributions réglementaires, les denrées suivantes :

|                 |          |
|-----------------|----------|
| Vin. . . . .    | 0 l. 23  |
| Tafia . . . . . | 0 l. 04  |
| Café . . . . .  | 0 k. 015 |
| Sucre. . . . .  | 0 k. 015 |

Le prix de la ration s'élève pour eux à 70 centimes.

En 1891, le tafia alloué aux relégués de la section mobile est supprimé et remplacé par 250 grammes de pain, ce qui porte à 1 kilogramme la ration de pain journalière.

A la suite de diverses modifications, la ration des relégués se trouve être en 1895, la suivante :

|                                                     |                  |
|-----------------------------------------------------|------------------|
| Pain de 2 <sup>e</sup> qualité (tous les jours) . . | 0 k. 750 grammes |
| Viande fra che (id). . . . .                        | 0 k. 250 —       |
| Haricots (4 fois par semaine). . . .                | 0 k. 060 —       |
| Riz (3 fois par semaine) . . . . .                  | 0 k. 060 —       |
| Légumes verts (tous les jours) . . .                | 0 k. 100 —       |
| Sel (id). . . . .                                   | 0 k. 014 —       |
| Graine (id), . . . . .                              | 0 k. 004 —       |
| Bois (id). . . . .                                  | 1 k. 000 —       |

Par décision ministérielle du 2 juillet 1895, la ration

de pain a été portée pour tous les relégués à 1 kilogramme.

*Guyane.* — La ration fut, à l'origine, réglée par un arrêté du Gouverneur en date du 22 avril 1887.

|                                                                      |                  |
|----------------------------------------------------------------------|------------------|
| Pain bis (tous les jours). . . . .                                   | 0 k. 750 grammes |
| Viande fraîche (dimanche). . . . .                                   | 0 k. 250 —       |
| Conserves de bœuf (mercredi, samedi). . . . .                        | 0 k. 200 —       |
| Lard salé (mardi, jeudi) . . . . .                                   | 0 k. 180 —       |
| Bacaliau (lundi, vendredi). . . . .                                  | 0 k. 250 —       |
| Riz (jeudi, dimanche) . . . . .                                      | 0 k. 070 —       |
| Légumes secs (lundi, mardi, mercredi,<br>vendredi, samedi) . . . . . | 0 k. 120 —       |
| Huile (lundi, vendredi). . . . .                                     | 0 k. 010 —       |
| Sel (tous les jours). . . . .                                        | 0 k. 012 —       |
| Saïndoux (id). . . . .                                               | 0 k. 010 —       |
| Vinaigre (lundi, vendredi) . . . . .                                 | 0 l. 03 —        |
| Bois (tous les jours). . . . .                                       | 1 k. 200 —       |

Le prix de la ration est évalué à 47 centimes.

Le relégué peut se procurer sur son pécule certaines denrées, mais il ne peut recevoir par jour que :

0 l. 06 de tafia.

0 l. 20 de vin rouge.

0 k. 017 de sucre.

0 k. 017 de café.

En outre, le café et le tafia ne sont jamais alloués simultanément.

En 1889, le Gouverneur prend une décision accordant chaque semaine quatre distributions de 250 gram-

mes de viande fraîche ; elle est rapportée en janvier 1891. Dans la même année, la ration de légumes secs est ramenée à 100 grammes ; celle de riz à 0 k. 060 ; celle de saindoux à 0 k. 008 ; celle d'huile à 0 k. 008 ; celle de vinaigre à 0 l. 025 ; la viande fraîche n'est plus distribuée que deux fois par semaine.

En 1892, on supprime une des deux distributions de bacaliau, et en 1893, le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies prescrit de remplacer, dans l'alimentation des détenus, par une autre denrée moins chère, le bacaliau qui paie un droit d'entrée de 60 francs par 100 kilogrammes. On renonce dès lors au bacaliau, et on supprime en même temps les distributions d'huile et de vinaigre.

Enfin, en 1894, la ration des relégués est ainsi fixée :

|                                                            |                   |
|------------------------------------------------------------|-------------------|
| Pain bis (tous les jours) . . . . .                        | 0 k. 750 grammes. |
| Viande fraîche (mardi, jeudi, dimanche). . . . .           | 0 k. 250 —        |
| Conserves de bœuf (mercredi, vendredi). . . . .            | 0 k. 200 —        |
| Lard salé (lundi, samedi) . . . . .                        | 0 k. 180 —        |
| Riz (mardi, jeudi, dimanche). . . . .                      | 0 k. 060 —        |
| Légumes secs (lundi, mercredi, vendredi, samedi) . . . . . | 0 k. 100 —        |
| Sel (tous les jours) . . . . .                             | 0 k. 012 —        |
| Saindoux (id.) . . . . .                                   | 0 k. 008 —        |
| Bois (id.) . . . . .                                       | 1 k. 200 —        |

Le prix de cette ration est de 0 fr. 71 centimes.

Quant à la ration des relégués de la section mobile du Haut-Maroni, elle se compose de :

|                                                 |                 |                   |   |
|-------------------------------------------------|-----------------|-------------------|---|
| Pain blanc (tous les jours).                    | . . . . .       | 0 k. 750 grammes. |   |
| Vin                                             | (id.). . . . .  | 0 l. 500          | — |
| Viande fraîche (mardi, jeudi, samedi, dimanche) | . . . . .       | 0 k. 350          | — |
| Conserves de bœuf (mercredi, vendredi).         |                 | 0 k. 200          | — |
| Lard salé (lundi)                               | . . . . .       | 0 k. 200          | — |
| Café (tous les jours)                           | . . . . .       | 0 k. 017          | — |
| Sucre                                           | (id.) . . . . . | 0 k. 017          | — |
| Légumes secs (tous les jours sauf le lundi)     | . . . . .       | 0 k. 120          | — |
| Légumes frais (id.)                             | . . . . .       | 0 k. 500          | — |
| Riz (lundi)                                     | . . . . .       | 0 k. 070          | — |
| Sel (tous les jours)                            | . . . . .       | 0 k. 012          | — |
| Bois                                            | (id.) . . . . . | 2 k. 183          | — |
| Saindoux (id.)                                  | . . . . .       | 0 k. 010          | — |

#### QUATRIÈME SECTION. — *Régime disciplinaire.*

La loi de 1885 ne parle pas du régime disciplinaire des relégués, et le décret du 26 novembre 1885 se borne à dire dans son article 3 que « les relégués sont justiciables pour la répression des crimes et des délits, « d'une juridiction spéciale qui sera organisée par un « règlement d'administration publique. »

Il ajoute seulement, dans ses articles 37 et 38 « que « les peines de la réclusion et de l'emprisonnement « prononcées contre des relégués par quelque juridic-

« tion que ce soit, pour crimes et délits, seront subies  
« sans délai, à défaut de prisons proprement dites,  
« dans des locaux fermés, spécialement destinés à  
« cet effet, sans réunion ou contact des condamnés ni  
« avec la population libre, ni avec les relégués non  
« condamnés. Les châtimemts corporels sont interdits  
« à l'égard des relégués. »

Cette juridiction spéciale n'existe pas encore; pour l'organiser, un texte de loi est nécessaire; or la loi du 27 mai 1885 n'en parle pas, et un décret (décret du 26 novembre) ne saurait soumettre à une juridiction exceptionnelle des individus qui, bien que relégués, doivent être soumis au droit commun.

En attendant l'organisation de cette juridiction spéciale, le Sous-Secrétaire d'Etat avait, le 19 février 1887, prescrit au Gouverneur de la Guyane l'édification d'une maison cellulaire ayant tous les caractères d'une maison de force, et le 21 juin de la même année le Gouverneur avait pris un arrêté permettant d'appliquer aux relégués les punitions infligées, conformément au décret du 18 juin 1880, aux condamnés aux travaux forcés. Les peines du cachot, de la mise au peloton de correction avec la chaîne simple ou à deux, la boucle double ne devaient point toutefois être appliquées aux relégués, et la peine de la boucle simple ne devait être infligée qu'en cas de rébellion et de tentative d'évasion, ou si dans les camps les locaux disciplinaires faisaient défaut.

Le 22 août 1887 parut le décret qui organise le régime disciplinaire des relégués collectifs aux colonies

1° *Punitions disciplinaires*. — Sont punis disciplinairement les faits et actes suivants :

A. — Détention de toutes sommes d'argent ou valeurs quelconques ;

B. — Inconvenances, insolences, insultes ou menaces envers un agent ou un fonctionnaire ;

C. — Mutinerie et rébellion ;

D. — Larcins ;

E. — Paresse ou mauvaise volonté au travail ;

F. — Refus d'obéir ou de travailler ;

G. — Ivresse, coups et violences, rixe entre relégués ;

H. — Lacération volontaire d'effets réglementaires ;

I. — Actes d'immoralité ;

J. — Jeu d'argent, et généralement toute infraction aux règlements.

Les punitions disciplinaires infligées aux relégués sont les suivantes :

A. — Interdiction de supplément de nourriture à la cantine, interdiction qui ne peut dépasser un mois ;

B. — Privation d'une partie du salaire, n'excédant pas le tiers du produit total du travail et ne dépassant pas un mois ;

C. — Prison de nuit, ne dépassant pas un mois ;

D. — Cellule, ne dépassant pas un mois;

E. — Cachot, ne dépassant pas 15 jours.

En cas de nouvelle infraction dans les trois mois, ces punitions peuvent être doublées.

Les relégués punis de cellule ou de cachot sont enfermés isolément; ils peuvent se promener dans un préau une heure le matin et une heure le soir; ils sont chargés d'un travail dans leur cellule, mais ils ne touchent pas la part affectée au pécule disponible. Ceux qui sont seulement punis de cellule sont mis au pain sec un jour sur trois; la punition du cachot entraîne la mise au pain sec deux jour sur trois; la ration de pain est augmentée s'il y a lieu.

Toutes les peines, à l'exception de l'interdiction de supplément de nourriture à la cantine, infligée par le chef du dépôt, sont prononcées par la Commission disciplinaire. Les surveillants ne peuvent que dénoncer les faits délictueux à la Commission.

*2<sup>o</sup> Commission disciplinaire.* — Dans chaque dépôt fonctionne une commission disciplinaire, composée du fonctionnaire chargé du commandement supérieur, président, et de deux autres agents de l'Administration pénitentiaire. Le relégué traduit devant elle présente sa défense et ses explications, et la décision est prise à la majorité des voix.

Cette commission se réunit au moins une fois par semaine, et statue sur toutes les infractions qui lui sont soumises, ainsi que sur les propositions de remise ou de

réduction de peine et sur les réclamations des relégués.

3° *Quartier disciplinaire*. — Après la décision de la commission disciplinaire, un quartier disciplinaire reçoit, pour une durée maximum de 4 mois, les incorrigibles des divers dépôts. Ceux-ci sont en commun dans la prison, et chaque nuit ils sont mis à la barre de justice avec la boucle simple. Le régime qui leur est appliqué est des plus rigoureux. Ils sont astreints au travail et soumis au silence le jour et la nuit. La journée de travail, qui était de 8 heures, a été portée à 10 heures par un arrêté du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie du 7 janvier 1895. Le même arrêté affecte aux détenus un costume spécial composé d'un pantalon et d'une vareuse en toile à sac.

Si un détenu se fait remarquer par sa bonne conduite et son travail, le Directeur du quartier disciplinaire peut le renvoyer dans les dépôts avant l'expiration de sa peine.

Les punitions que la Commission disciplinaire peut infliger à ces détenus sont les suivantes :

Privation de promenade, de 2 à 8 jours ;

Cellule à la boucle simple, de 2 jours à 1 mois ;

Cachot à la double boucle, de 8 jours à 1 mois ;

Prolongation de séjour au quartier, de 15 jours à 4 mois ;

Les relégués placés au quartier disciplinaire, comme ceux qui sont en cellule ou au cachot, sont visités au moins tous les 15 jours par un médecin.

Jusqu'en 1891, les relégués de la Nouvelle-Calédonie punis de cellule ou de cachot étaient dirigés, à l'expiration de leurs peines, sur l'île des Pins où ils passaient un certain temps d'épreuve avant d'être renvoyés sur la Grande-terre ; mais plusieurs chantiers ayant manqué d'ouvriers, on fut obligé de ramener sur la Grande-terre la plupart des relégués avant l'accomplissement de leur temps d'épreuve. Comme ces transports d'une île à l'autre occasionnaient d'assez fortes dépenses, le Directeur de l'Administration pénitentiaire prescrivit, le 7 septembre 1891, que, à l'avenir, ces relégués seraient directement reconduits sur leurs chantiers, et on ne dirigea plus sur l'île des Pins que les relégués punis du quartier disciplinaire.

Le Gouverneur de la Guyane avait proposé d'affecter l'île du Diable au quartier disciplinaire des relégués ; mais le Ministre des Colonies repoussa cette proposition qui nécessitait des mouvements continuels entre le Maroni et les îles du Salut et grevait le budget de la relégation. Le quartier disciplinaire fut alors installé au Maroni.

Le décret du 20 mars 1895 ordonne au Procureur Général de la Nouvelle-Calédonie et au Procureur de la République de la Guyane de faire au moins une fois par an une tournée d'inspection dans les divers établissements de la relégation. Ces magistrats reçoivent les réclamations des condamnés, et ils s'assurent de la bonne exécution des règlements. Leurs investigations

portent sur la situation pénale des condamnés et sur l'exécution des règlements disciplinaires ; quant aux détails du service administratif, ils ne sont point de leur ressort. Après chaque inspection, ils adressent un rapport au Ministre des Colonies.

*Statistique des punitions.*

Au début de l'exécution de la loi, l'action disciplinaire des agents de l'administration s'est exercée d'une manière plus rigoureuse à la Nouvelle-Calédonie qu'à la Guyane. Le Gouverneur de cette dernière colonie n'avait, en effet, à l'origine considéré la relégation que comme un simple internement dans un lieu déterminé, tandis que le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, appréciant mieux le but de la loi, avait voulu réagir immédiatement contre l'esprit d'indiscipline des relégués. Mais, en 1888, à la suite des instructions adressées par le Sous-Secrétaire d'Etat au Gouverneur de la Guyane, lesquelles prescrivaient une surveillance plus étroite, la même rigueur fut appliquée dans les deux colonies.

La proportion des hommes punis, qui avait diminué de 1888 à 1890 en Guyane et de 1888 à 1891 en Nouvelle-Calédonie, n'a fait que croître depuis lors, ainsi que le montre ce tableau :

*Guyane.*

|      |        |      |        |      |         |
|------|--------|------|--------|------|---------|
| 1888 | 45 0/0 | 1891 | 57 0/0 | 1894 | 113 0/0 |
| 1889 | 41 0/0 | 1892 | 79 0/0 | 1895 | 133 0/0 |
| 1890 | 39 0/0 | 1893 | 40 0/0 |      |         |

*Nouvelle-Calédonie.*

|      |         |      |        |      |         |
|------|---------|------|--------|------|---------|
| 1888 | 150 0/0 | 1891 | 73 0/0 | 1894 | 88 0/0  |
| 1889 | 135 0/0 | 1892 | 84 0/0 | 1895 | 103 0/0 |
| 1890 | 108 0/0 | 1893 | 66 0/0 |      |         |

La raison de cet accroissement ne peut s'expliquer que par l'application d'un régime disciplinaire plus rigoureux, et peut-être aussi par la perversité plus grande des nouveaux relégués.

*Prisons.* — A la Guyane, les prisons où les relégués condamnés pour crimes et délits subissent leur peine se trouvent à Cayenne, à Saint-Laurent, à Saint Jean. Avant 1888, les relégués condamnés par la justice de paix du Maroni étaient dirigés sur la prison civile de Cayenne, transport qui occasionnait des frais de déplacement assez lourds; mais à la suite de l'approbation donnée par le Sous-Secrétaire d'Etat (3 avril 1888), on a installé à Saint-Louis une prison pouvant contenir 50 hommes en commun et 6 en cellule.

Les punitions ne dépassant pas 4 jours de prison sont subies à Saint-Jean, celles de cellule et de cachot à Saint-Louis.

La Nouvelle-Calédonie possède des prisons à Nouméa,

à la presqu'île Ducos, à l'île des Pins. Au début, les relégués prévenus de crimes et de délits étaient placés à la prison de Nouméa ; mais depuis le 26 février 1893, ils sont internés dans la prison de Undu, située dans la presqu'île Ducos.

*Evasions.* — Lorsqu'on envisage le régime sévère auquel sont soumis les relégués, on comprend que ces incorrigibles, que la discipline la plus rigoureuse ne peut plier, ne reculent devant aucun danger pour quitter la colonie. A la Nouvelle-Calédonie cependant les évasions sont relativement peu nombreuses ; elles réussissent du reste rarement : sortir de l'île, gagner une terre plus ou moins éloignée, que de difficultés presque insurmontables pour des hommes soumis à une surveillance incessante et qui n'ont à leur disposition ni bateau, ni ressources ! Aussi peu d'évadés peuvent-ils quitter la colonie : ils errent dans la brousse et sont, pour la plupart, repris par la police ou ramenés par les indigènes. De 1888 à 1890, sur 261 évadés, 78 seulement ont pu échapper aux recherches. De 1891 à 1893, sur 897 évadés 867 ont été repris et reconduits aux dépôts. En 1894 et 1895, sur 165 évadés, il n'y en eût que 22 qui échappèrent aux investigations de la police locale.

A la Guyane, les évasions sont plus faciles, et partant plus fréquentes. Les relégués gagnent la Guyane Hollandaise ou le Brésil, et là ils attendent l'occasion

de revenir en France. Beaucoup, il est vrai, périssent perdus dans les forêts et les marécages, piqués par les serpents et les bêtes venimeuses, minés par les fièvres, et rares sont ceux qui parviennent à revoir leur patrie.

De 1888 à 1890, sur 683 évadés, 192 disparurent de la colonie; de 1891 à 1893, sur 456 évadés, 102 ne furent jamais repris; en 1894 et 1895, sur 539 évadés, 113 échappèrent à toutes les recherches.

En présence du nombre croissant des évasions, l'Administration résolut de recourir à des mesures sévères. Le Gouverneur de la Guyane promit une prime de 10 francs pour toute arrestation d'évadé, cette prime devait être payée sur le pécule du relégué. Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie promit également une prime pour l'arrestation d'un évadé, et il frappa de 30 jours de cellule ou de 15 jours de cachot, selon les antécédents du condamné, tout relégué qui s'absenterait illégalement. En cas de récidive dans les 3 mois, cette peine était portée au double.

Plus tard, l'Administration pénitentiaire de la Guyane, après avoir constaté que des relégués et des transportés avaient obtenu, moyennant rétribution, la complicité des patrons de barques et de navires pour quitter la colonie, organisa une surveillance spéciale à la sortie des navires. Le décret du 22 septembre 1893 permet, en effet, à un surveillant militaire, accompagné d'un agent de la force publique, de visiter com-

plètement tout navire quittant un port de la Guyane, à l'exception des vaisseaux de guerre. Cette mesure ne paraît pas avoir donné tous les résultats qu'on espérait puisque, en 1894 et 1895, le nombre des évasions, loin de diminuer, s'est sensiblement accru.

*Régime disciplinaire des femmes reléguées.* — A l'égard des femmes, le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie avait pris, le 8 septembre 1888, un arrêté réglant minutieusement le régime disciplinaire qui leur serait applicable. Mais cet arrêté fut abrogé le 7 mai 1889 à la suite d'une dépêche du Sous-Secrétaire d'Etat qui faisait observer que le décret du 22 août 1887 n'avait prévu aucune distinction entre les relégués des deux sexes, et que les dispositions de ce règlement étaient, par conséquent, applicables aux femmes.

*Personnel.* — Au 31 décembre 1895, le personnel d'administration et de commandement était ainsi composé :

*Guyane.* — Un Commandant supérieur, chargé des centres de Saint-Laurent (transportation) et de Saint-Jean (relégation);

Un sous-chef de bureau, commandant le dépôt de Saint-Jean;

A Saint-Jean, un officier d'administration et 3 commis;

Au Chef-lieu, un sous-chef de bureau et 5 commis, chargés de la centralisation du service;

3 Magasiniers; un boulanger; un tonnelier;

3 Commis pour diriger les travaux ;  
Un aumônier ;  
3 Médecins et 8 sœurs de Saint-Paul de Chartres,  
pour assurer le service hospitalier ;

Le personnel de surveillance comprenait :  
2 Surveillants-chefs ;  
43 Surveillants de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> classe ;  
1 Commissaire de police spécial ;  
1 Brigade de gendarmerie et 15 soldats d'infanterie  
de marine ;

9 Sœurs de Saint-Joseph de Cluny étaient chargées  
de la surveillance des femmes reléguées.

*Nouvelle-Calédonie.* — Au chef-lieu, un sous-  
chef de bureau et 5 commis ;

A l'île des Pins : un commandant supérieur ;

Un officier d'administration ;

Un aumônier ;

Un commis-secrétaire du commandant supérieur ;

Un médecin de 1<sup>re</sup> classe ;

Un garde-magasin et 2 magasiniers ;

Un piqueur des travaux ;

11 sœurs de St-Joseph de Cluny pour la surveillance  
des femmes ;

2 surveillants-principaux ;

3 surveillants-chefs ;

43 surveillants de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> classe.

*A la baie de Prony.* — Un chef d'exploitation ;

Un commis d'administration ;

Un surveillant-chef;  
14 surveillants de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> classe;  
*A l'Ouaménie* : un surveillant-principal ;  
6 surveillants de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> classe;  
*A l'Ilot-Brun*. — Un surveillant chef et 5 surveillants.

CINQUIÈME SECTION. — *Hospitalisation. — Etat sanitaire.*

Des hôpitaux sont établis dans les divers centres pénitentiaires, à l'île des Pins, à St-Laurent, aux îles du Salut et à St-Jean. Ce dernier, ainsi que l'hôpital de l'île des Pins, ne reçoit que des relégués; les autres sont destinés à la fois aux relégués, aux transportés et aux libérés.

En général ces hôpitaux sont affectés uniquement aux condamnés; mais exceptionnellement et en cas de force majeure, les fonctionnaires et les agents de l'administration peuvent y être recueillis ainsi que leurs familles; ils sont alors soignés dans une salle séparée.

Deux règlements généraux, prescrivant du reste les mêmes mesures, régissent ces établissements hospitaliers : le premier, du 18 septembre 1891, s'applique à la Guyane, le deuxième, du 19 octobre 1891, concerne la Nouvelle-Calédonie.

Les hôpitaux sont placés sous l'autorité directe du commandant du pénitencier sur le territoire duquel ils

sont construits. Le service de ces établissements se divise en trois parties :

1° Le service administratif qui comprend :

A. — Un commis aux entrées, responsable de la discipline et de l'entretien de l'établissement; cet agent tient le registre des entrées et des sorties des malades, s'assure de la qualité des denrées et surveille le magasin de dépôt destiné à recevoir les effets d'habillement et les autres objets appartenant aux malades.

B. — Un comptable, responsable des objets et matières en service dans l'établissement.

C. — Un surveillant-chef et des surveillants militaires chargés de la police et placés sous les ordres du commis aux entrées.

2° Le service médical, qui comprend un ou plusieurs officiers du corps de santé des colonies, désignés par le médecin en chef du service de santé.

3° Le service religieux, qui comprend un aumônier et un pasteur protestant. Dans certains hôpitaux sont placées des sœurs hospitalières de Saint-Joseph-de-Cluny (Nouvelle-Calédonie) et Saint-Paul-de-Chartres (Guyane).

Depuis 1893, Koéville (Ile des Pins) possède une infirmerie destinée à recevoir les relégués impotents et incurables. Ces malades sont employés, après avis du médecin, à des travaux sédentaires; ils ne touchent pas de salaires, mais seulement des gratifications. Les infirmiers sont des relégués désignés par le comman-

dant du pénitencier ; à leur tête est placé un surveillant militaire.

Jusqu'en 1894, des femmes reléguées étaient hospitalisées à l'île Nou ; à cette époque, le Ministre des Colonies prescrivit qu'elles fussent envoyées à l'île des Pins.

Le régime des malades hospitalisés est le même pour tous. Il se divise, suivant les prescriptions, en quart, demi, trois quarts de portion et régime à volonté. Les aliments donnés aux malades sont réglés d'après un tarif n° 1 ; le régime à volonté comporte seul la délivrance d'aliments légers dans les proportions fixées à un tarif n° 2. Ces deux tarifs sont dressés par le Gouverneur.

Toute personne soignée à l'hôpital doit le remboursement des journées de traitement. Cette somme est prise, pour les relégués collectifs, sur leur pécule réservé. En ce qui touche les relégués individuels, il est fait sur leur masse une retenue de 100 francs destinée à acquitter le prix du traitement pendant quinze jours. Après les quinze premiers jours d'hospitalisation, les frais de traitement sont supportés par le budget de la relégation.

Des retenues sont également faites sur les émoluments des officiers, fonctionnaires et agents admis dans l'hôpital. Le prix de la journée de traitement varie selon les années et les colonies ; le chiffre maximum a été de 6 fr. 30 centimes pour les officiers et les assi-

milés, de 5 francs pour les sous-officiers et soldats, de 3 fr. 70 pour les relégués maintenus aux dépôts ou engagés par l'Administration ou les particuliers.

Si l'on recherche quel a été, depuis 1885, l'état sanitaire des deux colonies, on constate, abstraction faite des décès par accidents et suicides, que la moyenne de la mortalité a été la suivante :

*Nouvelle-Calédonie.*

|      |      |     |
|------|------|-----|
| 1887 | 4,80 | 0/0 |
| 1888 | 2    | »   |
| 1889 | 3,30 | »   |
| 1890 | 2    | »   |
| 1891 | 2,25 | »   |
| 1892 | 3,30 | »   |
| 1893 | 2,95 | »   |
| 1894 | 1,60 | »   |
| 1895 | 2,20 | »   |

Soit, pour la période décennale, une moyenne de 2,71 0/0.

*Guyane.*

|      |       |     |
|------|-------|-----|
| 1888 | 9,90  | 0/0 |
| 1889 | 20,50 | »   |
| 1890 | 12,80 | »   |
| 1891 | 16,60 | »   |
| 1892 | 23,80 | »   |
| 1893 | 13,50 | »   |
| 1894 | 6,60  | »   |
| 1895 | 4,60  | »   |

Soit une moyenne de 14,16 0/0

La différence de mortalité entre les deux colonies est donc très grande ; l'insalubrité du climat de la Guyane en est la principale cause. Mais il importe de remarquer que si la mortalité a été énorme en 1889 et en 1892, elle a depuis 1892 considérablement diminué, grâce aux travaux d'assainissement entrepris en 1892 et continués sans relâche depuis cette époque. Aujourd'hui, cette mortalité est normale.

Les principales affections auxquelles succombent les relégués sont la dyssentérie et l'anémie.

Le nombre des hospitalisés est assez élevé ; cela tient à l'état général de la santé des relégués, qui, usés par leur vie antérieure, entrent à l'hôpital pour se reposer, sans être sous le coup d'une maladie grave. L'anémie, dont la plupart sont atteints, les expose à de fréquentes indispositions n'offrant pas un danger immédiat pour leur existence.

SIXIÈME SECTION. — *Etat Civil (Droits civils, Mariage, Divorce, Successions, Service militaire).*

1° *Droits civils.* — Les condamnés à la relégation ne sont pas frappés d'interdiction légale. Les articles 29 et suivants du code pénal et la loi du 30 mai 1854 ne peuvent être étendus sans un texte formel, et nous ne trouvons pas ce texte formel dans la loi de 1885.

Les relégués jouissent donc de leurs droits civils, à l'exception toutefois de ceux dont ils sont privés par l'effet des condamnations par eux encourues. Et encore

le Gouvernement peut-il leur accorder l'exercice sur le territoire de la relégation des droits civils dont ils sont déchus.

Il ont également le droit de gérer leur fortune et d'en surveiller l'emploi. Mais comme d'autre part la libre possession de leur fortune leur est interdite par l'article 2 du décret du 22 août 1887, l'Administration des Colonies avait pensé pouvoir confier au Directeur de l'Administration pénitentiaire ou à son délégué le soin de percevoir, avec l'assentiment préalable des intéressés, les sommes qui leur étaient envoyées.

Le conseil d'Etat a refusé d'approuver le projet de décret qui lui était soumis, estimant avec raison que les relégués collectifs, ne devant pas être assimilés aux détenus qui se trouvent sous le coup de l'interdiction légale, ne pouvaient pas être soumis à des règles différentes de celles qui sont appliquées dans les établissements de la métropole aux individus qui ne sont pas privés de leurs droits civils.

La commission permanente du régime pénitentiaire colonial a partagé cette manière de voir, et tout en laissant à l'Administration le soin de rechercher dans la pratique le moyen de remédier à cette situation anormale, elle a indiqué des mesures qui pourraient dans l'état actuel de la législation sauvegarder les droits des relégués tout en maintenant la stricte observation des règlements disciplinaires. Ces mesures consistent dans la création aux lieux de relégation, par

analogie avec ce qui a lieu en France, d'une comptabilité du pécule. Ne serait laissée entre les mains du comptable qu'une somme minime, sorte de réserve indispensable aux besoins journaliers du relégué. Quant aux sommes atteignant un certain chiffre, qu'elles proviennent de succession ou de toute autre cause, elles seraient placées au nom de l'intéressé à la caisse d'épargne ou à la caisse des Dépôts et consignations, qui servirait l'intérêt légal. Ce placement n'aurait lieu qu'avec l'assentiment du destinataire à qui on aurait soin d'en faire connaître les avantages.

2° *Mariage*. — Il n'existe ni dans la loi de 1885 ni dans les règlements qui en déterminent l'application, de dispositions précises fixant les conditions dans lesquelles les relégués peuvent se marier. Aussi leur a-t-on appliqué à l'origine les dispositions du décret du 14 mars 1866 relatives au mariage des condamnés aux travaux forcés. Bien qu'en droit tous les relégués puissent se marier, en fait l'autorisation de contracter mariage n'est accordée qu'aux relégués individuels.

Il a paru impossible de permettre aux relégués collectifs de se marier alors qu'ils sont dans les dépôts de relégation ou placés dans les sections mobiles. Le régime disciplinaire qui leur est imposé, la surveillance constante à laquelle ils sont soumis, l'absence de tout moyen d'existence sont, en effet, autant d'obstacles à leur établissement (dépêche du 5 avril 1889 et circulaire du 21 septembre 1893).

Il en est de même en ce qui concerne les femmes : leur mariage n'est autorisé qu'autant qu'elles ont obtenu le bénéfice de la relégation individuelle.

Un décret du 11 novembre 1887 règle et simplifie les formalités à remplir pour le mariage des relégués : ils sont dispensés des obligations imposées par les articles 151, 152 et 153 du Code civil, et les publications faites dans la colonie sont suffisantes, même dans les cas où le domicile des parties ne serait pas établi par un séjour de 6 mois.

Les actes de l'état civil exigés par le code peuvent en outre, être remplacés soit par un extrait de la feuille-matricule, soit par un acte de notoriété, soit par toute autre pièce jugée suffisante par le Gouverneur en conseil privé.

3° *Divorce*. — En ce qui touche la procédure applicable aux instances en divorce introduites par les femmes reléguées, les prescriptions de droit commun doivent être suivies. L'instance devra être portée devant le tribunal du lieu où le mari est domicilié, et la femme reléguée aura la faculté de solliciter le bénéfice de l'assistance judiciaire (loi 20 février 1889).

4° *Successions*. — Le décret du 4 septembre 1879, concernant la curatelle d'office des successions et biens vacants des déportés et des transportés en cours de peine, a été, par un décret du 11 juillet 1887 rendu applicable aux successions et biens vacants des individus condamnés à la relégation. Il était en effet neces-

saire d'employer des procédés sommaires et peu coûteux pour les successions d'individus dont la plupart ne laissent à leur décès que des sommes peu importantes. En conséquence, les successions des relégués sont appréhendées d'office par le curateur pénitentiaire. A la Nouvelle-Calédonie, c'est le chef de la relégation qui est chargé de cette curatelle (arrêté du 27 décembre 1889).

5° *Inhumations*. — L'inhumation du relégué individuel ou du relégué collectif qui vient à décéder en dehors des établissements hospitaliers de l'Administration pénitentiaire est réglée conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, en date du 17 décembre 1885, relatif à l'inhumation des libérés.

6° *Service militaire*. — D'après l'article 7 de la loi de 1885, les condamnés qui auront encouru la relégation resteront soumis à toutes les obligations qui pourront leur incomber en vertu des lois sur le recrutement de l'armée; un règlement d'administration publique déterminera dans quelles conditions ils accompliront ces obligations. Ce règlement spécial, qui n'a paru que le 26 novembre 1888, décide que les relégués seraient soumis aux mêmes obligations militaires que les hommes de la classe à laquelle ils appartiennent par leur tirage au sort. Leur situation, au point de vue du service militaire, est constatée préalablement à l'envoi de leur dossier à la commission de classement, et il est

procédé, s'il y a lieu, à leur inscription sur les listes de tirage au sort et à leur examen par le conseil de révision.

Ils sont portés sur le registre matricule comme affectés au Département des colonies, mais lorsqu'ils sont relevés de la relégation, ils sont renvoyés à la disposition du Département de la guerre.

Depuis lors, est intervenue la loi des 15-17 juillet 1889, qui règle définitivement la situation des relégués. « Sont  
« exclus de l'armée, dit l'article 4, mais mis soit pour  
« leur temps de service actif, soit en cas de mobilisa-  
« tion, à la disposition du Ministre de la Marine et des  
« Colonies, qui détermine par arrêtés les services aux-  
« quels ils peuvent être affectés.,... 3<sup>e</sup> les relégués col-  
« lectifs. — Les relégués individuels sont incorporés  
« dans les corps des disciplinaires coloniaux. — Le Mi-  
« nistre de la Marine détermine le corps auquel cha-  
« cun d'eux est affecté en cas de mobilisation. ».

Jusqu'à la promulgation du décret du 26 novembre 1888, les relégués soumis au service militaire avaient été maintenus dans les établissements de la métropole. Ils se trouvaient au nombre de 58; leurs dossiers furent de nouveaux soumis à la commission de classement qui n'en proposa que quelques-uns pour le corps des disciplinaires coloniaux; les autres furent envoyés en relégation collective. A la fin de 1890, le nombre des relégués proposés par la commission pour les disciplinaires coloniaux s'élevait à 13, mais aucun n'avait en-

core été dirigé sur le corps où il devait être versé. — Le 1<sup>er</sup> janvier 1891, le Ministre de la Marine ayant décidé de n'accepter dans ce corps que les condamnés ayant au moins 1 an de service actif à accomplir, un seul sur ces 13 réunit les conditions exigées ; les autres reçurent une nouvelle destination.

Depuis cette époque, le nombre des individus proposés pour les disciplinaires coloniaux a été très restreint : 2 en 1891, 1 en 1892, 3 en 1893, 8 en 1894, 10 en 1895.

Les individus destinés au corps des disciplinaires coloniaux sont envoyés à Diégo-Suarez.

SEPTIÈME SECTION. — *Relèvement de la relégation.*

« Le relégué peut, à partir de la 6<sup>e</sup> année de sa libération, introduire devant le tribunal de la localité une demande tendant à se faire relever de la relégation en justifiant de sa bonne conduite, de services rendus à la colonisation et de moyens d'existence. » (article 16 de la loi de 1885.)

Cette disposition, qui ne figurait pas dans le projet de loi voté par la Chambre des Députés, fut introduite par le Sénat, qui estima que l'espoir d'obtenir leur retour en France serait pour les relégués un puissant stimulant pour rentrer dans la voie de l'amélioration morale.

Les conditions de cette faveur ont été réglées par le décret du 9 juillet 1892.

Le relégué qui sollicite le relèvement de la relégation adresse sa demande au Procureur de la République près le tribunal de sa résidence, en faisant connaître le lieu où il désire se fixer et les moyens d'existence dont il dispose, et en justifiant du paiement des frais de justice relatifs à la condamnation à la suite de laquelle la relégation a été prononcé. S'il ne les a pas payés, il doit produire un certificat de la commission de classement locale, constatant qu'il est hors d'état de solder tout ou partie de ces frais.

Lorsque l'intéressé veut quitter la colonie, il doit en outre justifier de revenus suffisants pour faire face aux dépenses du voyage, lesquelles ne sont jamais supportées par l'Etat.

La demande est transmise par le Procureur de la République au Directeur de l'Administration pénitentiaire, qui la renvoie au Chef du Parquet avec son avis et après y avoir annexé :

1° Le dossier du relégué, ainsi que l'extrait d'arrêt ou de jugement qui a prononcé la relégation ;

2° Le relevé des punitions et des condamnations encourues dans la colonie ;

3° Un acte constatant que le relégué n'est pas soumis à l'interdiction de séjour où qu'il a reçu notification des lieux où il lui est fait défense de paraître ;

4° Le certificat délivré par la commission de classement constatant la bonne conduite du relégué, ses

moyens d'existence et les services rendus à la colonisation ;

5° L'avis du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Colonies ;

6° S'il s'agit d'un relégué individuel, un avis du Directeur de l'Intérieur.

Les pièces les plus importantes sont les pièces n<sup>os</sup> 3 et 4 ; ce sont celles qui servent de base principale à la décision du tribunal. Cette décision est rendue en Chambre du conseil ; le Procureur de la République et le chef du service judiciaire peuvent y former opposition. Cette opposition est alors portée devant la Cour d'appel ou devant le Tribunal supérieur, qui statue dans le délai d'un mois.

Lorsque la demande du relégué est rejetée, une nouvelle requête ne peut être formée qu'après un délai de 3 ans.

#### HUITIÈME SECTION. — *Sections mobiles.*

L'article 4 du décret de 1885 décide « qu'il peut « être envoyé temporairement sur le territoire des « diverses colonies des groupes ou détachements de « relégués à titre collectif, pour être employés sur les « chantiers de travaux publics. » La désignation des colonies, des travaux en vue desquels aura lieu cet envoi, et l'organisation des groupes et détachements seront, ajoute le décret, déterminées par décrets rendus en Conseil d'Etat.

Ces groupes et détachements, qui prennent le nom de sections mobiles, ont été organisés par le décret du 18 février 1888, qui dispose que les relégués reconnus aptes à être classés dans ces sections mobiles doivent être choisis parmi les détenus ayant une constitution vigoureuse et présentant des garanties de bonne conduite. La désignation en est faite soit en France par le Ministre de l'Intérieur, après avis de la commission de classement, soit aux colonies, pour les individus qui y ont terminé leur peine, par le Ministre des Colonies, après avis de la commission de classement locale.

Quant aux relégués collectifs qui, au bout d'un certain temps, sont jugés dignes d'être classés dans ces sections, ils sont désignés par le Gouverneur, sauf approbation du Ministre des Colonies.

Les relégués constitués en sections mobiles sont au point de vue du régime alimentaire traités comme les disciplinaires coloniaux. Leur habillement est uniforme, et diffère de celui des relégués ordinaires; leur travail est rétribué par des salaires, dont les tarifs sont fixés par arrêtés.

Les dépenses occasionnées par ces relégués sont supportées en tout ou en partie par les services publics ou par les particuliers qui les emploient, dans une proportion déterminée pour chaque colonie par arrêté du Ministre des Colonies.

Ces relégués sont soumis aux punitions et au régime

disciplinaire des relégués collectifs. Toutefois la durée maximum de ces punitions est réduite de moitié. C'est au chef du détachement que sont dévolues les attributions de la commission disciplinaire.

Tout relégué faisant partie de ces sections, qui a encouru en moins d'une année deux mois de cellule ou un mois de cachot, ou qui est signalé pour sa mauvaise conduite persistante, peut être réintégré dans les établissements de relégation collective. Cette réintégration est prononcée par le Gouverneur sur la proposition du chef de détachement et après avis conforme de la commission de classement locale.

Le relégué qui s'est éloigné sans autorisation du chantier ou de l'exploitation où il est employé est réputé en état d'évasion, 12 heures après la constatation de sa disparition.

L'admission dans les sections mobiles est, pour le relégué, un premier pas vers la relégation individuelle. Aussi les relégués qui se sont signalés par leur travail et leur bonne conduite peuvent-ils être autorisés à sortir du cantonnement et obtenir des permissions, dont la durée est fixée par le Gouverneur, pour chercher du travail, condition essentielle de leur admission à la relégation individuelle.

Les sections mobiles sont aujourd'hui au nombre de deux ; elles ont été constituées par le décret du 12 février 1889. L'une est installée, jusqu'à nouvel ordre, sur le domaine de l'Ouaménie (Nouvelle-Calédonie) ;

elle porte le numéro 1 et son effectif est au maximum de 400 relégués, employés à des travaux de routes, de défrichements et d'assainissement, en vue de l'installation sur ce domaine de colons libres ou de relégués admis au bénéfice de la relégation individuelle.

L'autre est installée provisoirement sur le territoire du Haut-Maroni (Guyane); elle porte le numéro 2 et son effectif est le même que celui de la première section; elle est principalement employée aux exploitations forestières. Cette section a été organisée par les arrêtés du 22 juillet 1889 et du 20 janvier 1890, qui règlent le logement, l'habillement, le couchage, la ration et les salaires de ces relégués. Au point de vue de leurs salaires, ces condamnés sont divisés en trois classes; la retenue à prélever au profit de l'Etat est fixée au quart du montant des salaires; le reste est divisé par moitié entre le pécule disponible et le pécule réservé.

#### NEUVIÈME SECTION. — *Femmes reléguées.*

Nous avons déjà plusieurs fois, au cours de cette étude, parlé des femmes reléguées; examinons maintenant les règles relatives à l'organisation des dépôts où elles sont internées, et au travail auquel elles sont astreintes.

Les femmes reléguées sont placées dans des dépôts spéciaux, dont l'organisation est réglée par les arrêtés

du 25 septembre 1890 (Guyane), et du 14 mars 1894 (Nouvelle-Calédonie).

Le premier de ces arrêtés décide que les femmes reléguées collectives envoyées à la Guyane, seront jusqu'à nouvel ordre, (c'est-à-dire jusqu'à l'édification d'une maison projetée à St-Louis-du-Marôni), internées à St-Laurent dans un établissement spécial qui prendra la dénomination de « Dépôt des femmes reléguées ».

Cet établissement est dirigé par un chef de Dépôt, auquel il est adjoint, comme auxiliaires, des religieuses.

Les femmes reléguées, astreintes au travail, exécutent des travaux qui leur sont imposés dans l'intérieur des dépôts ou dans les annexes. Elles sont occupées principalement à des travaux de couture, de blanchissage, de confection et de réparation de vêtements, tant pour les divers services de l'Administration que pour le personnel libre et les particuliers. Les travaux de cuisine, de propreté des locaux etc. sont de préférence confiés aux femmes âgées ou impotentes. Ces femmes peuvent également être occupées à des travaux de culture ou de jardinage, dont les produits sont destinés à améliorer leur ordinaire.

La journée de travail est de 8 heures ; et, selon sa nature, le travail est fixé à la tâche ou à la journée. Un arrêté du Gouverneur détermine les salaires et les tarifs des confections à la tâche.

L'entrée du dépôt est interdite à toute personne étran-

gère au service de l'établissement. Le chef du dépôt peut toutefois, après entente avec la Supérieure des religieuses, autoriser l'entrée de l'établissement dans certains cas particuliers, tels que demandes en mariage, engagements, etc. Ces visites ne peuvent avoir lieu qu'une fois par semaine.

Toute faculté est laissée aux femmes pour se rendre à la messe, qui est célébré chaque dimanche dans l'intérieur de la maison. Mais elles sont tenues de se rendre à la promenade qui a lieu le même jour dans des endroits désignés par le Sous-Directeur au Maroni.

Une fois par mois, une commission composée du Sous-Directeur au Maroni, du Médecin-major et de l'officier d'administration, visite l'établissement. Un médecin s'y rend chaque semaine.

L'habillement, le couchage et la ration des femmes reléguées sont réglés conformément aux arrêtés relatifs aux hommes, et que nous avons examinés plus haut.

A la Nouvelle-Calédonie, les femmes reléguées sont internées à l'île des Pins, et l'arrêté du 14 mars 1894 détermine la tâche à imposer à ces femmes, qui travaillent dans les ateliers de confection d'habillement.

Elles doivent exécuter tous les travaux de couture qui leur sont confiés. Ce travail est effectué d'après des tâches fixées par l'article 2, et il est rétribué suivant les allocations prévues par l'arrêté du 16 avril 1889.

Les femmes reléguées sont quelquefois autorisées à

travailler pour les particuliers. Elles débattent alors avec l'intéressé le montant de leurs salaires, et elles versent journellement à l'Etat une somme de 0 fr. 65 cent. représentant le prix de leur nourriture et de leur entretien.

## CHAPITRE II

### RELÉGATION INDIVIDUELLE

#### I. — *Caractères.*

« La relégation individuelle consiste dans l'interne-  
« ment en telle colonie ou possession française déter-  
« minée, des relégués admis à y résider en état de li-  
« berté, à la charge de se conformer aux mesures d'or-  
« dre et de surveillance qui seront prescrites en exé-  
« cution de la loi du 27 mai 1885. » (article 2 du dé-  
cret de 1885).

Le relégué individuel est banni de France ; mais à la différence du relégué collectif, et sous certaine réserve, il vit à sa guise, en liberté, dans la colonie qui lui a été assignée. Sa situation est à peu près la même que celle du libéré de la peine des travaux forcés astreint à la résidence perpétuelle ou temporaire. Le caractère essentiel de la relégation individuelle est donc la liberté de l'individu.

Si le décret a déterminé les lieux de relégation

collective, il n'a pas nettement indiqué les colonies où serait subie la relégation individuelle, ou plutôt il a affecté à cet objet toutes les colonies : « La relégation individuelle, dit l'article 4 du décret de 1885, « sera subie dans les diverses colonies ou possessions « françaises. »

C'est le Ministre des Colonies, après avis du Ministre de l'Intérieur et de la commission de classement, qui désigne la colonie où sera interné le relégué individuel ; il a également le droit de transférer ce relégué d'une colonie dans une autre.

Mais dans quelles colonies envoyer ces relégués individuels ? Ici encore, et malgré les termes si larges du décret de 1885, le Gouvernement éprouva, pour choisir une colonie, l'embarras qu'il avait éprouvé pour trouver un lieu de relégation collective. Et l'on vit le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies adresser, le 2 avril 1886, une circulaire aux Gouverneurs pour leur demander si les colonies accepteraient des relégués individuels, et si elles pourraient leur accorder certaines facilités pour s'établir et vivre de leur travail, les priant en outre de faire tous leurs efforts pour réagir contre l'hostilité des colons à l'égard des condamnés.

Ce fut en vain, les colonies refusèrent. Seule, Mayotte avait accepté en désignant le nombre et la profession des relégués qu'elle consentait à recevoir : 4 laboureurs, 1 bourrelier, 1 forgeron, 1 tailleur et 1 cordonnier. Le Sous-Secrétaire d'Etat avait répondu,

le 3 décembre 1887, qu'il allait envoyer, dans le courant de janvier ou de février 1888, les 8 relégués, en annonçant que déjà 7 de ces condamnés avaient été choisis par la commission de classement, et qu'il n'en manquait plus qu'un, le bourrelier. Mais ce bourrelier fut introuvable, et l'envoi des relégués demandés n'eut jamais lieu : dans l'intervalle, la colonie avait du reste changé d'avis et déclaré ne plus vouloir de relégués. Les 7 condamnés, qui depuis longtemps attendaient leur départ, furent alors dirigés sur la Nouvelle-Calédonie.

Devant l'hostilité des colonies, le Gouvernement fut obligé de prendre comme lieux de relégation individuelle la Guyane et la Nouvelle-Calédonie, de telle sorte qu'aujourd'hui les relégués individuels sont, comme les relégués collectifs, envoyés dans ces deux colonies. Cette mesure n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients : envoyer des relégués individuels dans les colonies pénitenciaires, n'est-ce pas rendre plus difficile, sinon impossible, leur relèvement ? Au milieu des condamnés, le relégué individuel ne sera-t-il pas plus entraîné à retomber dans des fautes qu'ailleurs il aurait peut-être évitées ? On ne peut donc que regretter que certaines colonies n'aient pas consenti à accueillir les relégués individuels, et il est permis de douter de l'efficacité de la relégation individuelle au point de vue d'un amendement sérieux tant qu'on laissera ceux qui ont bénéficié de cette mesure en contact avec leurs anciens compagnons de crime et de débauche.

II. — *Individus admis au bénéfice de la relégation individuelle ; Autorités qui l'accordent.*

« Sont admis à la relégation individuelle, après examen de leur conduite, les relégables qui justifient de moyens honorables d'existence, notamment par l'exercice de professions ou de métiers ; ceux qui sont reconnus aptes à recevoir des concessions de terre, et ceux qui sont autorisés à contracter des engagements de travail ou de service pour le compte de l'Etat, des colons ou des particuliers. »

L'énoncé des conditions requises pour obtenir la relégation individuelle suffit à lui seul pour faire comprendre combien peu nombreux sont les condamnés qui bénéficient de cette faveur. Ressources, moyens honorables d'existence, exercice régulier d'une profession manquent généralement aux relégués.

Au point de vue des formalités à remplir pour l'admission à la relégation individuelle, les condamnés peuvent être repartis en 2 catégories :

1° Ceux qui ont obtenu en France, avant leur départ, la relégation individuelle ;

2° Ceux qui ne bénéficient de cette faveur qu'après avoir été plus ou moins longtemps soumis au régime de la relégation collective.

1° *Individus admis par la commission de classement de la Métropole au bénéfice de la relégation individuelle.* — « Le Parquet près la Cour où le tribunal

« ayant prononcé la relégation, le Préfet du départe-  
« ment où résidait le relégable avant sa dernière con-  
« damnation, le Directeur, soit de l'établissement, soit  
« de la circonscription pénitentiaire, où le relégable se  
« trouvait détenu en dernier lieu, donnent leur avis.  
« Des médecins désignés par le Ministre de l'Intérieur  
« examinent l'état de santé et les aptitudes physiques  
« du relégable, et consignent leurs constatations et  
« leur avis dans des rapports. Puis le dossier est trans-  
« mis à la Commission de classement sur les proposi-  
« tions de laquelle le Ministre de l'Intérieur statue  
« définitivement » (article 6, décret de 1885).

C'est donc la commission de classement qui, après examen, propose les condamnés pour la relégation individuelle. Cet examen porte surtout sur les points suivants : le relégué justifie-t-il des ressources suffisantes pour vivre, ou exerce-t-il une profession qu'il puisse pratiquer aux colonies ? sa conduite en prison a-t-elle été satisfaisante ? peut-on espérer son retour au bien ? Rares, avons-nous dit, sont les condamnés qui réunissent ces conditions. Quatre seulement ont été proposés par la commission en 1887 ; à ce chiffre, il faut joindre le nombre des condamnés proposés pour le corps des disciplinaires coloniaux, et qui peuvent être assimilés aux relégués individuels, puisqu'à l'expiration de leur période militaire ils sont laissés en liberté.

Ajoutons cependant que si la commission de classe-

ment n'a proposé que très peu de relégués pour être immédiatement admis au bénéfice de la relégation individuelle, elle a souvent appelé sur certains condamnés l'attention des Gouverneurs à l'effet de leur accorder cette mesure de clémence dès qu'ils auraient trouvé, aux colonies, du travail ou des engagements.

*2° Relégués collectifs admis à la relégation individuelle.* — « Lorsqu'un relégué collectif se trouve dans « les conditions énoncées dans l'article 2, il peut de-  
« mander à être admis au bénéfice de la relégation  
« individuelle » (article 9 du décret de 1885). Ces conditions sont celles ci-dessus rappelées : moyens honorables d'existence ou exercice d'une profession, et conduite excellente dans la colonie.

La demande est transmise au Ministre des Colonies qui statue, après avis du Gouverneur et du conseil de santé et sur la proposition de la commission de classement locale. La décision du Ministre est portée à la connaissance du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur.

Notification de l'admission à la relégation individuelle est faite ensuite à l'intéressé dans les 24 heures de l'arrivée de la décision ministérielle au lieu où il réside. Dès cette notification, le relégué cesse d'être soumis aux règlements disciplinaires imposés aux relégués collectifs. Il peut quitter immédiatement les dépôts, chantiers ou exploitations dans lesquels il est employé, pour se

rendre dans le lieu où il aura déclaré entendre se fixer (décret du 25 novembre 1887, article 3).

Il doit en même temps constituer soit immédiatement, soit progressivement un fonds de réserve destiné à faire face aux dépenses qu'occasionnerait son traitement dans les hôpitaux de la colonie. Ce fonds de réserve reste la propriété du relégué ; le chiffre auquel il doit être porté, ainsi que les conditions dans lesquelles il doit être constitué, sont déterminés par un arrêté du Gouverneur, soumis à l'approbation du Ministre des Colonies.

A l'origine, l'Administration pénitentiaire s'était montrée d'une sévérité excessive : elle exigeait au moment même de la demande, la constitution de cette réserve, et elle avait repoussé plusieurs requêtes de relégués qui n'avaient pu satisfaire à cette exigence. Mais le 3 janvier 1889 le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies faisait savoir aux Gouverneurs que l'insuffisance du pécule ne devait pas être un obstacle à l'admission des relégués au bénéfice de la relégation individuelle, pourvu que l'intéressé fût en mesure de constituer progressivement dans la suite la réserve exigée. Cette décision n'était du reste que la stricte application du décret, qui est formel sur ce point, et qui permet la constitution progressive de la réserve. Le 24 février 1892, le Sous-Secrétaire d'Etat donnait les mêmes instructions, en ajoutant toutefois qu'il ne fallait pas trop généraliser cette mesure.

La réserve pour frais d'hospitalisation est, à la Nouvelle-Calédonie, basée sur la valeur de 30 journées de traitement. La valeur de ces 30 journées de traitement, fixée d'abord à 60 francs par une décision du Directeur de l'Administration pénitentiaire, fut définitivement portée à 75 francs (arrêté du 27 février 1893).

Tout prélèvement pratiqué pour frais d'hospitalisation sur la réserve doit être compensé par un ou plusieurs versements dans les 12 mois qui suivent la sortie de l'hôpital. En cas d'insuffisance du fonds de réserve, la somme avancée par l'Administration pénitentiaire est portée en débet au compte du relégué, qui doit en opérer le remboursement dans le délai de 2 ans, indépendamment de la reconstitution du fonds de réserve. Ce fonds est productif d'intérêts aux taux et conditions de la Caisse d'épargne pénitentiaire, mais les intérêts n'en sont payés au relégué qu'autant que ledit fonds a été porté au complet (arrêté du 22 mai 1889).

Au début, la commission de classement de la Nouvelle-Calédonie s'était montrée très sévère, et avait repoussé la plupart des demandes de relégation individuelle : les 19 demandes adressées à la fin de 1888 de la Nouvelle-Calédonie au Ministre des Colonies avaient été l'objet d'un avis défavorable de la part de la commission de classement locale. Aussi le Sous-Secrétaire d'Etat crut-il devoir écrire au Gouverneur que, loin de rejeter les requêtes, il fallait au contraire les encoura-

ger le plus possible et ne point paralyser la bonne volonté des condamnés qui demandaient à se suffire à eux-mêmes. Il n'y avait, ajoutait-il, aucun danger à redouter, puisque l'Administration pouvait toujours retirer cette faveur si le relégué ne s'en montrait plus digne.

La commission de classement de la Guyane avait été plus indulgente, et en avril 1889 le Gouverneur envoyait au Ministre une longue liste de condamnés proposés par la commission pour la relégation individuelle. Ces condamnés étaient divisés en 4 catégories :

*A.* — Les relégués qui exerçaient une profession susceptible de leur permettre de se suffire à eux-mêmes ; ces condamnés, au nombre de 12, virent tous leur demande accueillie par le Ministre.

*B.* — Les relégués proposés pour la mise en concession, au nombre de 15 ; aucun ne fut admis, car il importait d'attendre la promulgation du règlement déterminant le régime des relégués concessionnaires ; plusieurs, du reste, avaient encouru de graves punitions.

*C.* — Les relégués pourvus d'un état et engagés par l'Administration ; 7 seulement furent acceptés, et on prescrivit d'user d'une extrême réserve et de ne proposer à l'avenir que les ouvriers dont on pouvait utiliser les services.

*D.* — Les relégués écrivains, manœuvres, ceux qui n'avaient pas de profession bien définie et ceux qui

étaient sans engagement ; toutes les demandes, au nombre de 10, furent rejetées.

### III. — *Situation du relégué individuel.*

Le relégué individuel est entièrement libre dans la colonie ; il choisit la profession qui lui convient, où il contracte un engagement chez les particuliers ; l'Administration n'a vis-à-vis de lui qu'un droit de surveillance. Il peut également sur sa demande être employé temporairement dans les exploitations, ateliers ou chantiers affectés à la relégation collective, où il n'est admis toutefois qu'après avis de la commission de classement locale et autorisation du Gouverneur. Il est dès lors soumis aux règlements disciplinaires de ces établissements (décret du 25 novembre 1887). Mais il peut en tout temps quitter le chantier ou l'atelier, après avoir adressé sa demande écrite au commandant de l'établissement, et payé les frais de son voyage tant à l'aller qu'au retour.

Lorsqu'il travaille dans les ateliers de la relégation, il reçoit à la Guyane, pour chaque journée de travail, un salaire dont le minimum est fixé à 2 francs, le maximum à 3 fr. 50. Ce salaire peut, après le délai d'un mois, être augmenté progressivement, par fractions de 25 centimes ; il peut également être réduit par mesure disciplinaire, et dans ce cas il ne peut plus être augmenté qu'après un délai de deux mois. L'Administration ne fournit que le logement, le relégué doit

pourvoir lui-même à sa nourriture, à son couchage et à son habillement.

Tout relégué individuel possède un livret contenant, indépendamment des dispositions de la loi du 27 mai 1885, du décret du 26 novembre 1885 et du décret du 25 novembre 1887 : ses noms, prénoms et surnoms ; sa situation au point de vue judiciaire, l'extrait de la décision qui l'admet à la relégation individuelle et qui détermine la colonie d'internement ainsi que les lieux qui lui sont interdits, et enfin l'indication de l'autorité qui doit apposer son visa.

Ce livret doit être présenté à toute réquisition des autorités administratives et judiciaires de la colonie, et il doit être visé, sauf dispense, en janvier et en juillet de chaque année. Le Gouverneur peut même, en cas d'événements exceptionnels, ordonner un nouveau visa en dehors desdites époques. Lorsque le relégué change de résidence, il doit, avant que ce changement soit effectué, en donner avis à l'autorité chargée de viser son livret.

Le relégué collectif admis définitivement à la relégation individuelle est autorisé à retirer intégralement le montant de son pécule réservé. Il ne peut toutefois le toucher que lorsqu'il a reçu notification de la décision ministérielle qui approuve son admission définitive (arrêté du 11 juillet 1893). Si l'admission n'est que provisoire, il peut lui être retenu une partie de ce pécule. On évite ainsi de mettre les relégués en possession de

sommes qu'ils pourraient dissiper, ce qui les empêcherait, au cas où ils ne seraient pas admis définitivement à la relégation individuelle, de solliciter plus tard la même faveur, faute d'un pécule suffisant.

Mais dans les deux hypothèses, le relégué ne peut toucher ce pécule que sous déduction de la valeur de 30 journées de traitement qui constituent la réserve pour frais d'hospitalisation.

Les autorités locales sont tenues de faire connaître au Directeur de l'Administration pénitentiaire les mutations, les engagements, les changements de résidence, les évasions, les condamnations, les modifications d'état civil, en un mot tout ce qui concerne les relégués individuels. Et si le relégué est employé chez un habitant, celui-ci, en cas de disparition, est tenu d'en informer l'autorité, sous peine de tomber sous l'application des articles 471 § 15 et 474 du code pénal.

#### IV. — *Comment se perd la relégation individuelle.*

Aux termes de l'article 10 du décret de 1885, le bénéfice de la relégation individuelle peut être retiré au relégué :

1° En cas de nouvelle condamnation pour crime ou délit ;

2° Pour inconduite notoire ;

3° Pour violation des mesures d'ordre et de surveillance auxquelles le relégué était soumis ;

4° Pour rupture volontaire et non justifiée de son engagement ;

5° Pour abandon de sa concession.

Le retrait est prononcé par le Ministre des Colonies sur la proposition du Gouverneur, après avis de la commission de classement locale. Le Gouverneur peut, mais seulement à titre provisoire, retirer au relégué le bénéfice de la relégation individuelle et le réintégrer en relégation collective ; la décision définitive n'appartient qu'au Ministre. Le Gouverneur peut aussi, s'il s'agit d'une première faute, se borner à infliger au relégué un avertissement qui est inscrit au livret et porté à la connaissance du Ministre.

Le relégué individuel qui commet un délit ou un crime est, indépendamment du retrait de la relégation individuelle, passible de peines correctionnelles ou criminelles. Les peines correctionnelles de deux mois de prison et au-dessus, ainsi que celles de la réclusion, sont subies au Maroni pour la Guyane et à l'île des Pins pour la Nouvelle-Calédonie. Les peines correctionnelles inférieures à deux mois sont subies dans les prisons du service local, aux frais de l'Administration pénitentiaire.

Aucun texte ne vise spécialement l'admission des femmes à la relégation individuelle ; dans le silence de la loi, elles sont assimilées aux hommes.

V. — *Statistique de la relégation individuelle.*

1° *Nouvelle-Calédonie.* — Ce fut le 17 mars 1888 que l'on envoya à la Nouvelle-Calédonie les premiers relégués individuels, et le 16 mai ils débarquèrent au nombre de 4, à Nouméa. Ils étaient si peu dignes de la faveur qui leur était accordée que, dès le lendemain, 3 étaient arrêtés pour ivresse et scandale dans les rues de Nouméa. Sur leur promesse de se mieux conduire, ils avaient été remis en liberté, et l'Administration avait même fourni à deux d'entre eux un mois de vivres en attendant qu'ils pussent trouver du travail; les deux autres avaient été placés chez des particuliers. Mais ils ne tenaient pas longtemps leurs promesses; quelques mois plus tard, deux étaient condamnés, l'un à un an de prison pour abus de confiance, l'autre 3 mois de prison pour escroquerie; un troisième était inculpé de vol, et le quatrième abandonnait son emploi d'écrivain à l'hôpital militaire pour s'associer avec un brocanteur.

Ce premier résultat, on le comprend, avait peu disposé l'Administration à se montrer indulgente et à accorder facilement la relégation individuelle. Cette situation ne tarda pas heureusement à se modifier, et les nouveaux relégués justifèrent pour la plupart la faveur qu'ils avaient obtenue. Sur 339 condamnés admis de 1889 à 1895 à la relégation individuelle, 80 seulement furent réintégrés à la relégation collective.

Au 31 décembre 1895, l'effectif des relégués indivi-

duels était, à la Nouvelle-Calédonie, de 356 hommes et de 77 femmes, soit un total de 433 relégués.

2° *Guyane*. — Ce ne fut qu'en 1889 que furent tentés en Guyane les premiers essais de relégation individuelle. Depuis cette époque jusqu'en 1895, 240 condamnés furent admis à la relégation individuelle, 152 furent plus tard réintégrés à la relégation collective.

Au 31 décembre 1895, l'effectif des relégués individuels était, à la Guyane, de 58 hommes et de 24 femmes, soit un total de 82 relégués.

Comme on le voit, le nombre des relégués individuels est moins grand à la Guyane qu'à la Nouvelle-Calédonie. Cela tient à plusieurs causes; tout d'abord les relégués, à la Guyane, offrent beaucoup moins de chances d'amendement, car c'est là qu'on dirige les récidivistes les plus endurcis, ceux qui ont eu une mauvaise conduite en prison. D'autre part cette colonie n'a ni commerce, ni industrie, ni exploitation agricole importante; la population libre y est peu dense, et dans ces conditions il est difficile aux relégués de se procurer un emploi ou des moyens d'existence. Ajoutons que le Conseil Général a longtemps refusé d'admettre les relégués individuels soit à Cayenne, soit dans les grandes communes de l'intérieur. Il ne reste donc à ces individus que la région du Maroni, où ils gagnent péniblement leur vie en exerçant diverses professions: 31 sont manœuvres, 3 restaurateurs, 1 commerçant, 6 employés de commerce, 2 maçons, 2 me-

nuisiers, 2 ferblantiers, 3 tailleurs, 4 cordonniers, 2 boulangers et 2 coiffeurs; 17 travaillent pour leur compte, 41 pour le compte d'autrui.

Les mêmes raisons font que la relégation individuelle donne à la Nouvelle-Calédonie un meilleur résultat qu'à la Guyane; dans cette dernière colonie, plus de la moitié des relégués individuels sont réintégrés à la relégation collective, tandis qu'à la Nouvelle-Calédonie il y en a à peine le quart.

En résumé la relégation individuelle est une excellente mesure, qui pourra produire de très bons effets si elle est accordée avec discernement, et si surtout on finit par triompher de la répugnance que les colons libres éprouvent à employer des relégués.



## CINQUIÈME PATRIE

### **Forçats condamnés à la relégation.**

L'article 4, paragraphe 1, de la loi du 27 mai 1885 dispose que « seront relégués les récidivistes qui auront « encouru deux condamnations aux travaux forcés ou « à la réclusion, sans toutefois qu'il soit dérogé aux « dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 6 de « la loi du 30 mai 1854 ». Or ces articles sont ainsi conçus : « Tout individu condamné à moins de 8 ans de « travaux forcés sera tenu, à l'expiration de sa peine, « de résider dans la colonie pendant un temps égal à « la durée de sa condamnation. Si la peine est de « 8 années, il sera tenu d'y résider pendant toute sa « vie ». Comment concilier l'application de la relégation avec cette obligation de résidence, perpétuelle ou temporaire ?

On a pensé d'abord que l'obligation de résidence devait primer l'exécution de la relégation, et les 8-9 septembre 1887 le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies envoyait aux Gouverneurs de la Guyane et de la Nou-

velle-Calédonie une circulaire aux termes de laquelle les condamnés à 8 ans de travaux forcés ne devaient pas être relégués. « L'obligation de résidence était, « pour ces condamnés, perpétuelle, et la loi exigeait « que cette résidence fût intégralement accomplie ». C'était, en fait, assimiler les condamnés à 8 ans de travaux forcés aux condamnés aux travaux forcés à perpétuité, qui, eux, ne sauraient encourir la relégation, peine perpétuelle incompatible avec une autre peine perpétuelle. Quant aux condamnés à moins de 8 ans de travaux forcés, ils devaient être relégués à l'expiration de la période de résidence forcée, puisque cette période n'était que temporaire. Le Sous-Secrétaire d'Etat recommandait toutefois de prendre les mesures nécessaires pour que le passage de ces condamnés de la résidence obligatoire à la relégation n'aggravât pas leur situation, mesures qui devaient consister à les admettre au bénéfice de la relégation individuelle.

Cette solution pouvait à la rigueur s'appliquer aux libérés de bonne conduite qui possédaient des moyens d'existence assurés, soit par l'exercice d'une profession, soit par l'obtention d'une concession. Mais il n'en était plus de même à l'égard des libérés qui ne se trouvaient pas dans les conditions voulues pour obtenir la relégation individuelle, et qui, par suite, devaient forcément être classés à la relégation collective. N'était-il pas inhumain de forcer de nouveau au travail le condamné qui, comme libéré tenu seulement à la résidence,

avait vécu dans une liberté relative ? Et n'était-ce pas l'obliger à n'entreprendre aucun travail de longue haleine, assuré qu'il était d'être forcé de l'abandonner dans un temps plus ou moins prochain pour entrer dans les ateliers et chantiers de la relégation ? Enfin pendant le temps qu'il avait passé en liberté, le condamné n'avait-il pas perdu l'habitude de la discipline et du travail ? Il était en outre illogique de frapper les moins coupables plus sévèrement que ceux qui avaient encouru des peines plus fortes, et de soumettre au régime de la relégation, régime beaucoup plus rigoureux que celui de la résidence, précisément ceux dont la peine principale était de faible durée ; de telle sorte qu'on aboutissait à ce singulier résultat qu'il valait mieux, lorsque la relégation était encourue, être condamné à 10 ans de travaux forcés qu'à 5.

Plus tard on recourut à une autre solution. Lorsque le condamné à 8 ans de travaux forcés (ou davantage) était sur le point de terminer sa peine principale, la commission de classement locale examinait son dossier et décidait s'il y avait lieu de surseoir ou non à l'exécution de la relégation ; en cas de mauvais renseignements on dispensait le condamné de l'obligation de résidence et on le reléguait immédiatement.

En 1889 on généralisa cette mesure et on l'appliqua aux condamnés à moins de 8 ans de travaux forcés comme aux autres condamnés.

Mais en 1890, le Ministre des Colonies demanda au

Garde des Sceaux de vouloir bien examiner à nouveau cette question de la relégation, « estimant que la première appréciation, émise à une époque où l'interprétation de loi de 1885 était encore fort indécise, n'était peut-être plus en concordance avec la jurisprudence de la Cour de Cassation. Il est inutile, disait-il, d'insister sur les inconvénients qu'il y a, au point de vue des principes constitutionnels, à transformer le droit de grâce en un instrument de coercition. Aussi à plusieurs reprises, la chancellerie s'est-elle opposée, avec raison, à des mesures analogues, qualifiant de « souverainement regrettable » le fait de recourir à la clémence du Chef de l'Etat pour aggraver en réalité la situation pénale d'un condamné. Puis il ajoutait qu'il n'apercevait pas en quoi la résidence obligatoire s'opposerait à la mise du transporté-libéré en relégation dans la même colonie.

Et recherchant à l'aide des travaux préparatoires quel était le sens qu'il fallait attribuer à la phrase « sans qu'il soit dérogé aux dispositions de l'article 6 de la loi du 30 mai 1854 » et quelle avait été l'intention du législateur de 1885, il pensait que ces mots devaient être remplacés par ceux-ci, « sans que par le fait de sa condamnation à une relégation perpétuelle le condamné soit dispensé de l'obligation de résidence » ; laquelle coexiste avec la relégation pour y survivre seule si cette dernière peine vient à être remise par voie de grâce. En d'autres termes, lorsqu'un individu

condamné aux travaux forcés à temps et à la relégation a subi sa peine principale, il devient au jour de son élargissement un libéré en relégation, et si par sa bonne conduite il mérite la remise de cette dernière pénalité, il reste purement et simplement un libéré astreint à la résidence. Il terminait en citant deux arrêts à la Cour de Cassation (26 février 1886, 27 octobre 1887), du rapprochement desquels il résultait que l'obligation de résidence, fût-elle perpétuelle, devait être accompagnée de la relégation, lorsqu'elle était encourue, parce que cette dernière constituait une aggravation pénale qui pouvait se superposer à la première sans en empêcher le cours légal.

Le Garde des Sceaux s'associa à cette opinion. Sans avoir besoin de rechercher par suite de quelles circonstances ont été insérés dans l'article 4 les mots « sans qu'il soit dérogé, etc... » et si, comme certains commentateurs l'ont soutenu, ces termes ont été maintenus par erreur, il suffit, disait-il, de constater avec la Cour de Cassation que le texte établit la possibilité d'appliquer la peine de la relégation à des individus soumis à la résidence obligatoire. D'une part, il est de règle que l'exécution d'une peine ne peut être suspendue par l'application de simples mesures administratives, telles que celles dont l'ensemble détermine la condition des transportés libérés astreints à la résidence. D'autre part, en présence des termes de l'article 4, il importe de ne pas soustraire les transportés

qui ont encouru la relégation à l'obligation que leur impose la loi de 1854 et que la loi de 1885 a entendu maintenir. On peut donc concilier ces deux principes en faisant subir aux transportés la peine de la relégation dans la colonie même où ils sont astreints à la résidence, et en imputant sur la durée de la résidence obligatoire la période à accomplir au titre de la relégation dans le cas où il serait fait remise de cette peine (Lettre du 9 juin 1890).

A la suite de cet échange de correspondance, le Sous-Secrétaire d'Etat prescrivit le 18 août 1890 aux Gouverneurs de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie de renoncer aux anciens errements suivis, et d'adopter ce nouveau mode de procéder, de telle sorte qu'aujourd'hui les condamnés aux travaux forcés subissent la relégation à l'expiration de leur peine principale, et dans la colonie même où ils sont astreints à la résidence; s'ils sont plus tard relevés de la relégation, ils restent libérés soumis à la résidence perpétuelle ou temporaire; mais le temps passé en relégation est imputé sur la durée de la résidence obligatoire.

## SIXIÈME PARTIE

**Statistiques. Dépenses. Frais de justice.**

**Travaux exécutés par les relégués**

1° *Statistiques.* — Si l'on examine les résultats obtenus par l'application de la loi du 27 mai 1885 durant la période décennale 1885-1895, nous voyons que le nombre des individus condamnés à la relégation par les tribunaux de France et d'Algérie s'est élevé à 12053.

Sur ce chiffre ;

7421 ont été dirigés sur les colonies ;

273 étaient en expectative de départ ;

1624 condamnés en même temps aux travaux forcés ont été transportés ;

568 ont été graciés ou proposés pour la grâce ;

82 ont été admis à la libération conditionnelle avec sursis à la relégation ;

151 ont obtenu des dispenses définitives de départ, pour mauvaise santé ;

496 sont décédés en France.

Soit un total de 10615.

Le chiffre de 1438 formant la différence entre 12053 et 10615 représente le nombre des individus qui, subissant encore leur peine principale d'emprisonnement, ou de réclusion, ne devaient être transférés aux colonies qu'après l'expiration de leur peine.

Au 31 décembre 1895, le nombre des relégués présents à la Guyane s'élevait à 1634 hommes et 179 femmes, ainsi repartis :

|                                        | Hommes | Femmes |
|----------------------------------------|--------|--------|
| Au dépôt ou sur les divers chantiers.  | 1029   | 128    |
| Relégués individuels . . . . .         | 58     | 24     |
| Engagés . . . . .                      | 3      | 9      |
| A l'hôpital ou à l'infirmerie. . . . . | 331    | 15     |
| Impotents. . . . .                     | 169    | 3      |
| En détention préventive. . . . .       | 44     |        |

L'effectif de la Nouvelle-Calédonie était, à la même date, de 2.739 hommes et 339 femmes, ainsi répartis :

|                                        | Hommes | Femmes |
|----------------------------------------|--------|--------|
| Sur les différents chantiers. . . . .  | 1856   | 198    |
| Relégués individuels . . . . .         | 356    | 77     |
| Engagés . . . . .                      | 43     | 47     |
| A l'hôpital ou à l'infirmerie. . . . . | 192    | 11     |
| Impotents. . . . .                     | 166    | 2      |
| En détention préventive . . . . .      | 126    | 4      |

2° *Dépenses.* — En 1895, les dépenses (personnel et matériel) se sont élevées pour la Nouvelle-Calédonie à

1.527.059 fr. 95 cent., et pour la Guyane à 1.273.788 fr. 78 cent., ce qui représente pour chaque relégué une dépense de 547 fr. 81 à la Nouvelle-Calédonie, et de 711 fr. 61 à la Guyane.

Mais les dépenses d'entretien tendent à diminuer chaque année : depuis 1888, elles ont subi une diminution de près de moitié ; en 1888, en effet, chaque relégué avait coûté 1074 fr. 50 à la Nouvelle-Calédonie et 1363 francs à la Guyane.

3° *Frais de Justice*. — Au départ de chaque convoi de relégués, des fiches individuelles en double expédition, relatant les condamnations encourues par les individus qui y sont compris, sont transmises au Ministre des Finances, qui retourne l'une de ces fiches avec l'indication du débet applicable à chaque relégué. Cette fiche est ensuite envoyée par le Ministre des Colonies au Gouverneur de la colonie pénitentiaire où se trouve le condamné.

Les frais de justice et les amendes sont d'abord imputés au budget local, qui en fait l'avance ; ils sont ensuite remboursés par un prélèvement effectué sur le pécule du relégué.

Lorsque l'actif du débiteur ne permet pas d'opérer immédiatement le remboursement des frais dûs, un compte de débet lui est ouvert, et la reprise de la somme payée s'exerce ultérieurement. Nous avons vu que le relégué ne pouvait obtenir la remise de la relégation qu'en justifiant du paiement des frais de justice

relatifs à la condamnation à la suite de laquelle la relégation avait été prononcée.

4° *Travaux exécutés par les relégués.* — L'utilisation des relégués a été une des grandes difficultés que l'Administration a eu à vaincre ; il était en effet très difficile de tirer un parti productif de milliers d'individus, confinés sur des territoires restreints, éloignés de tout centre de communication, et que des mesures de police, indispensables à leur égard, empêchaient de venir au chef-lieu. Ajoutons que dans les premiers temps les relégués ne fournissaient qu'un petit nombre d'ouvriers d'art ou de profession. Il fut donc nécessaire de les utiliser au montage des cases en bois envoyés de France pour l'installation des premiers convois, et d'en employer la plus grande partie à des travaux de route, de culture et d'assainissement, n'exigeant aucune connaissance technique.

Les résultats obtenus par cette main-d'œuvre, pendant la période 1885 — 1895 ont été relativement considérables, et notamment à la Guyane, on est arrivé à faire d'une région marécageuse et malsaine un centre relativement salubre, abrité contre les émanations paludéennes par des rideaux d'arbres, et où, aujourd'hui, la mortalité est normale.

Indépendamment des travaux d'assainissement, les relégués ont construit ou réparé les cases et les divers établissements de la relégation, principalement le pénitencier de Saint-Jean. Ils ont posé des ponts sur les

divers cours d'eau, et ils ont créé des routes et des chemins de fer sur une assez grande étendue. Au cours de l'année 1894, le camp central a été relié à la ligne du chemin de fer, ce qui permet de transporter rapidement tous les matériaux nécessaires au camp, et d'exploiter une carrière récemment ouverte, d'où l'on extrait tous les moellons employés aux travaux de maçonnerie.

D'autre part les cultures entreprises à Saint-Jean et consistant en jardins potagers ont donné des produits importants.

A la Nouvelle-Calédonie, de nombreux travaux de routes et de constructions nouvelles ont été entrepris à l'île des Pins. En outre, des essais de culture ont été tentés sur différents points de l'île, et notamment à Uro, à Uameu, et à Uaméo. Dans ces deux derniers centres, on a défriché de vastes terrains qui ont été plantés en manioc, en haricots et en maïs, et où l'on a déjà fait d'excellentes récoltes.

A la baie de Prony, l'exploitation forestière continue dans de bonnes conditions. Une voie ferrée de 5 kilomètres dont une partie se prolonge jusqu'à l'appontement qui relie le camp de la baie du Nord à la forêt Nord, sert à transporter les bois de la forêt jusqu'au port d'embarquement.

La section mobile de l'Ouaménie travaille toujours à débrousser et à mettre en valeur les terres de ce domaine. Une route donnant accès à la mer vient d'être mise en bon état de viabilité.



## CONCLUSION

La question de la transportation dans le sens le plus large, c'est-à-dire dans le sens de l'expatriation des malfaiteurs a beaucoup préoccupé, et on peut ajouter divisé, les criminalistes. Traitée au Congrès de Stockholm en 1878, puis au Congrès de St-Petersbourg en 1890, elle a de nouveau été examinée au Congrès pénitentiaire international de Paris en 1895. Et grâce aux efforts des criminalistes français, MM. Lèveillé, Petit et Babinet, dont les savants rapports établissent d'une manière évidente l'utilité de la transportation, au point de vue de la moralisation des condamnés et de leur reclassement, et au point de vue de l'abaissement de la récidive, le Congrès par 34 voix contre 14 a approuvé la proposition de M. Babinet ainsi conçue : « La transportation sous ses formes diverses, avec les améliorations déjà réalisées et celles dont elle est encore susceptible, a son utilité, soit pour l'exécution des longues peines pour de grands criminels, soit pour la

« répression des criminels d'habitude et des récidivis-  
« tes obstinés. »

Déjà le 4 mai 1853, M. Du Miral, dans un remarquable rapport à la Commission législative, avait indiqué tous les avantages de la transportation. « Le but de  
« toute peine, disait-il, doit être l'expiation du crime,  
« l'amendement du coupable, la préservation de la  
« société. Il n'y a pas à se préoccuper de l'importance  
« relative de ces trois termes d'un même but, de cette  
« triple forme de ce qui au fond n'est qu'une seule et  
« même unité ; ces trois parties d'un même tout s'en-  
« traident mutuellement, et leur isolement est impossi-  
« ble. Or, ajoutait-il, c'est parce que la peine nouvelle  
« (la transportation) nous semble mieux garantir que  
« la peine ancienne ce résultat multiple, que nous  
« n'avons pas hésité à lui donner la préférence. »

Les mêmes considérations militent en faveur de la loi du 27 mai 1885, qui pose le principe de l'expatriation des récidivistes incorrigibles.

Mais si la loi pose le principe, « l'application du  
« principe est réservée au règlement ; il est le complé-  
« ment fécond et indispensable de la loi », disait M. Du Miral ; et il ajoutait : « Votre commission est  
« convaincue que ce règlement, qui sera la loi vivante,  
« en sera aussi par sa perfection, l'utile et digne cou-  
« ronnement. »

Si les espérances de M. Du Miral ont été réalisées et si, comme le déclare M. Léveillé, la loi du 30 mai

1854 est une loi « parfaite », il est permis de penser qu'il n'en est pas de même de la loi du 27 mai 1885 et du décret du 26 novembre 1885.

Nous avons déjà signalé, au cours de cette étude, les principales lacunes qu'a révélées l'application de la loi nouvelle. Elles ont trait notamment aux pénitenciers, aux dispenses définitives, à la commission d'embarquement, au sursis à la relégation, à la situation des femmes reléguées et à l'envoi des relégués individuels dans les colonies pénitentiaires.

1. *Pénitenciers*. — Ces établissements, organisés en vue d'un apprentissage industriel ou agricole et qui devaient préparer les relégués à leur tâche future, n'existent pas encore, et cependant plus de 12 ans se sont écoulés depuis la promulgation de la loi. Il importe que cette lacune soit promptement comblée et qu'on puisse ainsi permettre à la loi de 1885 d'atteindre le double but qu'elle s'est proposée, c'est-à-dire le but pénal ou répressif et le but de la colonisation.

2. *Dispenses définitives*. — Il n'est pas moins important de compléter la loi et de régler enfin la situation de ces individus qui, en raison de leurs infirmités, ont obtenu une dispense définitive de départ. Nous avons démontré que, quelle que soit la solution prise à leur égard (grâce, mise en liberté, maintien en prison), il y avait là une illégalité qui ne saurait se perpétuer. Et nous avons indiqué que la mise en liberté n'était point, du reste, un remède efficace, et que ces

malheureux, incapables de gagner leur vie, ne tardaient pas à reprendre forcément le chemin de la prison.

Il faudrait donc placer ces malades et ces infirmes dans des établissements spéciaux, où ils seraient hospitalisés. La création de semblables établissements permettrait, il faut l'espérer, aux commissions médicales de se montrer moins sévères que certaine commission d'Angoulême, et de ne plus envoyer aux lieux de relégation des impotents qui, sans utilité pour la colonisation, ne font que grever le budget de la relégation.

3° *Commissions médicales d'embarquement.* — Pour éviter l'abus que nous signalons, il serait indispensable que la composition de la commission d'embarquement fût modifiée, et que les médecins des Colonies y figurassent en majorité. On ne pourrait plus dès lors reprocher, non sans raison, aux médecins du Ministère de l'Intérieur d'abuser de leur nombre pour « débarasser les prisons de la métropole de tous leurs *impedimenta* ».

4° *Sursis à la relégation.* — Si l'on veut que la libération conditionnelle puisse recevoir son application en matière de relégation, il est de toute nécessité de modifier les dispositions de l'article 2 de la loi du 14 août 1885. Nous avons vu en effet que, d'une part, le sursis à la relégation n'était accordé que comme conséquence de la libération conditionnelle, et que, d'autre part, la libération conditionnelle ne pouvait souvent,

au moins en ce qui concerne les courtes peines, intervenir en temps utile, c'est-à-dire avant l'expiration de la peine principale.

Il est donc absolument nécessaire de ne point « solidariser » la relégation et la peine principale, et de laisser à la commission compétente le soin d'apprécier, même après l'expiration de la peine principale, s'il y a lieu de faire bénéficier le condamné du sursis à la relégation.

5° *Femmes reléguées*. — Il est également une question qui mérite d'appeler l'attention du législateur. C'est la situation qui est faite par la loi de 1885 aux femmes reléguées comparativement à celle des femmes condamnées aux travaux forcés. Ces dernières, condamnées à 10, 20 ans de travaux forcés, ou même à perpétuité, ne quittent point la France et subissent leur peine dans la mère-patrie; au contraire, la femme reléguée à la suite de 4 condamnations pour vol ou escroquerie à trois mois et un jour de prison est à jamais expulsée de France. Puis, à son arrivée aux colonies, elle ne jouit pas, comme la plupart des hommes, du travail en plein air, mais elle est enfermée dans un pénitencier où elle est soumise à un régime des plus rigoureux.

Il y a là une anomalie et une répression en complète contradiction avec l'échelle des peines de notre droit pénal.

6° Enfin, si l'on veut que la loi de 1885 produise tous

ses effets, et que les relégués individuels puissent se régénérer par le travail et devenir dans la suite des colons utiles, il ne faut pas les mêler aux relégués collectifs et les envoyer aux mêmes lieux de relégation. Ils ne sauraient du reste, vu leur petit nombre et vu les ressources qu'ils possèdent, devenir un danger pour la colonie qui serait choisie. Il faut donc rechercher à réagir contre cet esprit d'hostilité, manifesté par presque toutes nos possessions d'outre-mer, et trouver enfin pour cette catégorie, la plus intéressante, des relégués, un lieu spécial de relégation.

Tels sont les principaux points sur lesquels nous avons cru devoir insister, dans l'espoir que des dispositions nouvelles apporteront bientôt toutes les modifications qu'exigent à la fois l'humanité, la justice et l'intérêt des colonies.

## OBSERVATIONS

Cette étude était terminée lorsque parut (*Journal Officiel* du 26 février 1898) le rapport que, conformément aux prescriptions de l'article 22 de la loi du 27 mai 1885, adresse chaque année au Président de la République le Ministre des Colonies.

Ce rapport, dans lequel le Ministre rend compte de la marche générale des services de la relégation à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie pendant l'année 1896, n'apporte que quelques légères modifications au travail auquel nous nous sommes livré.

En matière de législation, il ne signale qu'un arrêté du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, du 29 mai 1896, qui réduit le salaire des relégués, et la loi du 20 juin 1896, qui modifie l'article 153 du code civil, et assimile le relégué à l'ascendant dans l'impossibilité de manifester sa volonté. Par suite de cette nouvelle disposition, les enfants des individus qui subissent la relégation sont dispensés de produire le consentement de leurs parents au mariage qu'ils ont projeté; cet acte est remplacé par un document administratif constatant la présence des relégués internés dans les colonies.

Quant aux effectifs des relégués à la Guyane et à la

Nouvelle-Calédonie, ils devaient forcément varier :

Au 31 décembre 1896, l'effectif était à la Guyane de 1852 hommes et de 185 femmes, soit au total 2037 relégués. Dans ce nombre les relégués individuels figuraient pour le chiffre de 106 (72 hommes et 34 femmes). Les décès s'étaient élevés pendant cette année à 130.

L'effectif à la Nouvelle-Calédonie était, à la même époque, de 3080 relégués (2725 hommes et 355 femmes). Par suite de réintégrations, le chiffre des relégués individuels n'était plus que de 342 (247 hommes et 95 femmes). Les décès étaient de 101 (90 hommes et 11 femmes).

Le nombre des relégués envoyés aux disciplinaires coloniaux a été, en 1896, de 4; ce qui, avec les envois antérieurs, portait l'effectif des relégués individuels présents à Diégo-Suarez à 26.

Les dépenses de la relégation n'ont pas sensiblement changé; chaque relégué a coûté, à la Guyane 712 fr. (au lieu de 711 fr. 61 en 1895); et à la Nouvelle-Calédonie 543 fr. 85 (au lieu de 547 fr. 81).

---

Vu : le président de la thèse

A. LE POITTEVIN

Vu par le Doyen,

GARSSONNET

Vu et permis d'imprimer,

Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris  
L'Inspecteur de l'Académie

LAVIEVILLE

## TABLE DES MATIERES

|                                                                             | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION . . . . .                                                      | 7     |
| PREMIÈRE PARTIE. — Loi du 27 mai 1885. . . . .                              | 21    |
| 1° Caractères . . . . .                                                     | 21    |
| 2° Infractions visées par la loi . . . . .                                  | 26    |
| 3° Délinquants visés par la loi. . . . .                                    | 35    |
| 4° Procédure . . . . .                                                      | 36    |
| 5° Relégation exceptionnelle. . . . .                                       | 39    |
| 6° Décret du 26 novembre 1885. . . . .                                      | 41    |
| DEUXIÈME PARTIE. — Lieux de relégation. . . . .                             | 43    |
| TROISIÈME PARTIE. — Le relégué avant son départ pour<br>la colonie. . . . . | 55    |
| 1° Pénitenciers. Prisons. . . . .                                           | 55    |
| 2° Visite médicale. Composition du dossier . . . . .                        | 60    |
| 3° Commission de classement. . . . .                                        | 61    |
| 4° Dispenses de la relégation . . . . .                                     | 65    |
| 5° Libération conditionnelle. Sursis à la relégation . . . . .              | 70    |
| 6° Grâce. . . . .                                                           | 74    |
| 7° Centralisation des relégués. Embarquement . . . . .                      | 76    |
| QUATRIÈME PARTIE. — Le relégué aux colonies . . . . .                       | 81    |
| CHAPITRE I. — Relégation collective. . . . .                                | 81    |

|                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° Arrivée. Dépôts. Commission de classement local. . . . .                                             | 81  |
| 2° Organisation du travail. Engagements. Salaires. Pécules . . . . .                                    | 84  |
| 3° Habillement. Logement. Vivres. . . . .                                                               | 100 |
| 4° Régime disciplinaire . . . . .                                                                       | 109 |
| 5° Hospitalisation. Etat sanitaire . . . . .                                                            | 121 |
| 6° Etat civil (droits civils, mariage, divorce, successions, service militaire) . . . . .               | 125 |
| 7° Relèvement de la relégation. . . . .                                                                 | 131 |
| 8° Sections mobiles . . . . .                                                                           | 133 |
| 9° Femmes reléguées. . . . .                                                                            | 136 |
| CHAPITRE II. — Relégation individuelle. . . . .                                                         | 140 |
| 1° Caractères . . . . .                                                                                 | 140 |
| 2° Individus admis au bénéfice de la relégation individuelle. Autorités qui l'accordent. . . . .        | 143 |
| 3° Situation du relégué individuel. . . . .                                                             | 149 |
| 4° Comment se perd la relégation individuelle . . . . .                                                 | 151 |
| 5° Statistiques de la relégation individuelle . . . . .                                                 | 153 |
| CINQUIÈME PARTIE. — Forçats condamnés à la relégation                                                   | 157 |
| SIXIÈME PARTIE. — Statistiques. Dépenses. Frais de justice. Travaux exécutés par les relégués . . . . . | 163 |
| CONCLUSION. . . . .                                                                                     | 169 |
| OBSERVATIONS. . . . .                                                                                   | 175 |



